

Histoire des Institutions belges

Première partie : L'émergence de l'Etat belge

Chapitre I : L'héritage de l'Ancien Régime

Période romaine

Le nom de la Belgique

Son origine est très ancienne (un des plus anciens noms)

On trouve sa trace dès l'époque romaine

La première trace avérée de ce terme de Belgique se trouve **sous la plume de Jules César**

Il **décrit les territoires qu'il envahit et les populations qui y vivent** (conquiert la Gaule notamment – Gaulois, population connue)

Dans le cadre de ses conquêtes militaires, César est confronté à des populations moins connues des romains : les **germans** (barbares vivants dans les forêts)

César connaît les Gaulois parce qu'ils lui sont familiers, il reconnaît bien les germains, très différents et considérés comme des barbares car vivants dans les forêts

Entre les deux (Gaulois – Germains), César rencontre des populations qu'il ne connaît pas fortement et qui ont à la fois des traits de ressemblance des Gaulois et des germains mais qui sont différents sur les plans de la langue, des habitudes culturelles, de la manière de combattre, etc.

Ne sachant pas les assimiler soit aux Germains, soit aux Gaulois, César les appelle donc les **Belges** (populations ni gauloises ni germaniques, qui vivent entre les deux territoires – entre le sud de la Gaule et l'est du Rhin)

C'est donc **par commodité**, sans savoir utiliser d'autre terme, que César qualifie ces territoires (encore un peu mal connus par les romains) de territoires occupés par les populations belges

Quand, quelques décennies plus tard, l'Empire est bien administré par Auguste, cette partie du territoire, bien intégrée dans l'Empire romain, va être appelée **Belgique** (entre la Gaule et la Germanie)

➔ **Terme administratif pas du tout intégré par les populations locales**

Effondrement de l'Empire romain (invasion de populations germaniques)

Le nom **Belgique** disparaît (plus personne ne l'utilise)

Après le **Ve-VIe siècle**, la Belgique est un territoire qui **ne correspond plus à aucune entité politique**

Moyen-Age

Sur ce territoire entre la vallée de la Seine et la vallée du Rhin, naissent une série de **petites principautés** (Hainaut, Brabant, Flandre, Luxembourg...) **indépendantes** les unes des autres (plus d'unité politique belge pendant tout le MA)

Au XVe, les ducs de Bourgogne vont, de manière très stratégique et progressive, **mettre la main sur les différentes principautés de nos régions et créer les Pays-Bas** (relief très plat)

Les ducs de Bourgogne, pour bien distinguer leurs territoires, appellent nos régions les Pays-Bas

Au XVe siècle, une mode apparaît, notamment dans les milieux intellectuels, qui est de **redécouvrir l'époque antique**, romaine

Les intellectuels restaurent les modes romaines, l'art antique

→ Retour en force de cette culture romaine

Dans ce contexte, les intellectuels (littéraires) de nos régions redécouvrent les textes anciens, notamment de César, et se rendent compte que les territoires des Pays-Bas s'appelaient Belgique

Dans un contexte très intellectuel et lettré, on commence à utiliser un synonyme de Pays-Bas : Belgique

Reste très limité comme usage (usage principal reste Pays-Bas)

Chapitre II : Révolution jésuite et réaction brabançonne (1780-1790)

A) L'empereur et les Lumières

Au XVIIIe, les Pays-Bas sont gérés à partir de l'Autriche et de l'Empereur (personnage fortement influencé par la philosophie des Lumières et très proche de Voltaire - alias François Arouet)

Joseph II veut **réformer ses possessions dans le sens de cette philosophie des Lumières**

Pour comprendre ces réformes de Joseph II à l'influence très forte sur la création de la Belgique et son évolution au XVIIIe et XIXe siècle, il faut comprendre le contexte qui encadre cette Empire autrichien

L'Empire autrichien

→ Énorme territoire composé d'une série de populations diverses, situées principalement au centre de l'Europe

L'Empire autrichien compte parmi les plus grands territoires de l'Europe, il est extrêmement vaste

Ce territoire est, en plus, **soumis à des pressions de voisins puissants** comme la Russie, la Prusse, l'Empire Ottoman (Turquie)

Vaste Empire, territoire puissant mais soumis à des pressions fortes de ses voisins

Son principal problème : **pratiquement aucun contact avec les océans ou les mers** (territoire ancré dans le continent européen) et n'a **aucune capacité de participer aux grands échanges commerciaux**, à la dynamique économique du XVIII

Cet empire est confronté à un paradoxe : grand territoire mais pratiquement aucune façade maritime (freine son dvp éco)

Or, ce qui fait la richesse des grandes puissances est le commerce triangulaire (permet à ces grandes puissances de dégager des revenus importants et d'avoir une économie plus moderne)

Le souci est d'avoir en plus des voisins qui eux sont des puissances maritimes de premier ordre

Nos régions sont limitées à un **rôle de producteur** de matières premières utilisées par les voisins

Joseph II se rend compte de cette situation où il y a un retard de son Empire par rapport aux puissances en progression dans le monde

Il souhaite rattraper ce retard

Il est jeune, bien formé (formation politique !), l'ainé de sa fratrie de 17 enfants

Joseph II succède à sa mère en 1780 (a eu le temps de s'instruire, beaucoup lu de philosophes des Lumières)

Modèle de despotisme éclairé : considération qu'il faut faire confiance au dirigeant politique pour réformer la société en vue d'améliorer le sort des populations, notamment en augmentant leurs ressources

Joseph II souhaite **augmenter les ressources de son Empire pour améliorer le sort des populations** dont il a la charge

Il fait confiance à la raison

Les philosophes des Lumières s'appuient sur la raison, la logique en essayant de mettre en œuvre des réformes qui vont rendre l'Empire plus efficace, plus moderne et lui permettre d'avoir de meilleurs résultats politiques et économiques

Son adversaire principal, dans le cadre de cette volonté de modernisation, est la tradition

L'**objectif** de Joseph II, dont le but est humaniste, noble, est d'arriver à **améliorer le sort des populations en rejetant la tradition et en apportant des améliorations bâties sur la raison** (sur l'observation de la réalité et mise en œuvre de méthodes nouvelles qui peuvent modifier cette réalité)

1^{ère} iconographie



Gouverneur désigné pour représenter l'impératrice

Pas le personnage en tant que tel qui est intéressant mais le **décor**

Objets importants

Attributs essentiels de la monarchie : la couronne et le sceptre

Traduction : cet individu est unique car chargé par la providence pour exercer le pouvoir (système monarchique)

La **couronne** symbolise le côté inégal de la monarchie (pourquoi cette famille en particulier ? Le hasard, la providence)

Un citoyen, parmi tant qu'autres, est désigné pour exercer le pouvoir, alors qu'il n'a rien fait de particulier pour en arriver là

Cette couronne est présente à chaque fois qu'est présent, soit en personne, soit son représentant, le monarque

Le **sceptre** renvoie à la fonction monarchique de commander – chef des armées (bâton qui permet de voir le commandant, montre une direction, donne un signal)

Trône : siège de la royauté – attribut traditionnel de la monarchie, renvoie à la justice (juge toujours représenté assis)

Posture du contra posto, posture des monarques

⇒ C'est le pouvoir monarchique qui est représenté de la manière la plus traditionnelle possible

Le despotisme éclairé reste un monarque, un despote, traditionnel, représentant de Dieu sur terre, qui a tous les pouvoirs

Le capharnaüm représente la maîtrise du savoir, des arts, de la culture → **quelqu'un d'éclairé**

Monarque par la grâce de Dieu oui mais il doit exercer son gouvernement en étant intelligent, en connaissance de cause

Dans ce cadre, il ne doit pas nécessairement considérer que tout est acquis et que Dieu a décidé une bonne fois pour toutes (aussi homme ou femme puissant.e, capable de changement, d'amélioration dans le sens machiavélique du terme où l'homme peut changer son destin en accomplissant un certain nombre de réformes)

Cette représentation est totalement significative de ce despotisme éclairé

B) Les réformes de Joseph II

Sur base de ce fondement philosophique et intellectuel, dès son accession au trône, **Joseph II veut multiplier les réformes**, transformer ses territoires en commençant par les Pays-Bas (territoires les plus riches de l'Empire autrichien)

Les **Pays-Bas** sont le **joyau de l'Empire autrichien** (territoire où la population est plus dense et villes avec une activité économique importante – Gand, Bruges, Anvers, Bruxelles, Malines, Louvain)

C'est donc là qu'il veut effectuer les réformes les plus profondes et rapides

Il s'intéresse à deux domaines de réforme en particulier : la **religion** et l'**administration**

Et dans les deux cas, parce que c'est un despote éclairé, il ne va pas y aller avec le dos de la cuillère, il va y aller de manière franche et déterminée en effectuant une véritable révolution

Dans les **Pays-Bas**, contrairement à la France, la révolution ne démarre pas par l'initiative de la bourgeoisie ou du peuple mais elle démarre à l'initiative du monarque (tout en utilisant des moyens qui sont anciens : l'autorité monarchie pure et dure)

1) Pour une religion plus « humaine »

Joseph II monte sur le trône en 1780

Dès 1781 : **édit de tolérance** – religieuse (très modernisateur)

Incroyable pour les Pays-Bas (territoire ultra catholique, seule religion acceptée – enregistrement civil par l'Eglise, par le baptême)

Pour être citoyen, il faut être baptisé, catholique et par la suite, c'est toujours le curé de la paroisse qui tient le compte des mariages (sacrement donc pas de divorce possible)

Funérailles enregistrées par la paroisse également, qui décide du lieu d'inhumation

Trois catégories possibles : inhumé dans l'Eglise, inhumé dans le cimetière qui entoure l'Eglise, inhumé dans la fosse commune sans sépulture

➔ C'est le clergé paroissial qui décide

La situation dans les Pays-Bas est telle depuis le Moyen-Age, la puissance de l'Eglise sur les individus

En 1781, par cet édit de tolérance, Joseph II **bouscule les traditions**

Tous les cultes sont permis dans les Pays-Bas, avec création d'un Etat civil pour ces autres croyances, qui échappe à l'Eglise catholique

➔ **Limitation de l'influence, du pouvoir de l'Eglise + calcul économique**

Il s'agit de **permettre à des protestants** ou des juifs (réputés pour les affaires commerciales) **de s'installer dans les Pays-Bas**

Joseph II se rend compte que certains grands territoires agricoles sont aux mains de congrégations religieuses qui vivent de manière plantureuse (>< ville, familles pauvres)

1783 : **suppression des congrégations religieuses qui n'ont aucune fonction sociale** (= ordres inutiles)

Les 20% des congrégations dites contemplatives (seule fonction est de prier) sont supprimées

➔ **Il peut donc récupérer leurs terres, les domaines agricoles, qu'il vend au profit des bourgeois**

Avec cet argent, il **subventionne des caisses sociales dans les villes qui nourrissent celles et ceux qui n'ont pas assez de moyens** de subsistances (logique du despotisme éclairé)

1784 : Joseph II fait en sorte que le **mariage** ne soit plus exclusivement un sacrement mais devienne un **contrat civil** dont les clauses sont réglées par un service non religieux

Le mariage devient donc un contrat qui peut cesser en fonction de la vie des parties

On voit, par ces trois décisions, que **l'objectif est de diminuer l'emprise de l'Eglise sur les populations locales, de l'ouvrir davantage et aussi d'améliorer le sort, les conditions de vie de la population**

Ces trois réformes ne plaisent pas au clergé des Pays-Bas et un certain nombre de prêtres sont invités à critiquer Joseph II, notamment à l'intérieur des églises

→ **Ouvre un conflit entre l'Eglise catholique et Joseph II**

Réaction = soumettre les sermons des prêtres à une censure (1786) + création de lieux d'instruction destinés aux prêtres mais organisés par les pouvoirs publics (séminaires d'Etat – écoles pour prêtres)

Ces années 1780-1786 sont celles des réformes religieuses et provoquent cette opposition, relativement limitée tout de même, entre l'Eglise et Joseph II

2^e iconographie



Légèrement sarcastique, humoristique

On est sur la place d'une ville relativement importante dans nos régions

Multiplication de lieux de cultes visibles

Statue représentant un romain, un Empereur

Sur le socle de la statue, on trouve des affiches, le texte des réformes religieuses de Joseph II

Plus précisément, la suppression d'ordre religieux

inutiles

On voit des militaires entourer un moine, une bonne sœur, qui prennent leurs affaires pour partir

Au pied de la statue, on **tond complètement les moines** pour montrer qu'ils ne sont plus moines (triste, humoristique)

Mais il est difficile de savoir si l'auteur de la peinture critique la réforme ou non

Les réformes religieuses de Joseph II passent plutôt bien auprès de la population qui voit l'emprise de l'Eglise se desserrer un peu

Tout ça dans l'esprit de Voltaire (« Écrasons l'infame »)

2) Pour une administration rationnelle

À partir de 1787, Joseph II veut faire table rase du passé

Dans nos régions, chacun a un système local particulier

Or, Joseph II **veut un système administratif efficace**

→ **Suppression de toutes les juridictions provinciales et locales et on met en place un système juridique hiérarchisé avec des tribunaux locaux, des juridictions supérieures et tout est géré depuis Bruxelles et Vienne (système centralisé)**

Les **principautés** sont **supprimées et remplacées par 9 cercles**, chacun de ces cercles étant dirigé par un intendant (nommé directement par l'Empereur lui-même et lui doit des comptes)

➔ Système rationnel, homogène, hiérarchisé

Joseph II en profite pour introduire des nouveautés soutenues par les philosophes des Lumières

L'abolition de la torture

Joseph II considère la torture comme l'exacte opposé de l'usage de la raison (aucune notion de preuves ni de justice, torture pour forcer l'aveu)

Il introduit également de manière systématique l'appel

Il considère qu'une décision judiciaire est avant tout une **décision humaine** (erronée) et prévoit donc un deuxième examen

Avant, on considérait que le juge, comme représentant du roi, de Dieu sur terre

Or, Dieu ne se trompe jamais et le roi non plus donc le juge ne se trompe pas (pas d'appel possible donc)

Toutes ces réformes bousculent complètement l'organisation administrative et judiciaire des Pays-Bas

On supprime des juridictions DONC

➔ **On supprime des fonctions** (des fonctions honorifiques !)

Toutes les élites des Pays-Bas s'offusquent de voir ce système détruit alors qu'il existait depuis des siècles (traditions)

C'est le **soulèvement général**

C) La révolution brabançonne

1) La « petite révolution »

Les élites des Pays-Bas décident d'une **contre-attaque** face à ces réformes

Janvier 1787 : les Etats (surtout de Brabant) **refusent l'impôt**

Il faut justifier ce refus de payer l'impôt, on demande alors à un **avocat de rédiger une motivation**

Cet avocat est un bruxellois, **Vander Noot** (membre des Etats du Brabant)

Suite à ce refus, ceux qui s'opposent aux réformes de Joseph II se regroupent dans le **camp des statistes** (camp des anti-réforme)

Cette campagne de refus de payer l'impôt fonctionne, est efficace

D'autant plus que Joseph II est aux prises de guerres avec l'Empire Ottoman

Les **gouverneurs dans les Pays-Bas** prennent peur par rapport à cette opposition et **décident de suspendre les réformes de Joseph II** (décident en son nom)

Cette annonce de suspension est accueillie avec des mouvements de joie et aussi des émeutes (s'en prennent à ceux qui défendent les réformes de Joseph II – car il a aussi des partisans)

Les Pays-Bas sont plongés dans un **chaos** à la suite de l'annonce et au retrait de ces réformes

Quand Joseph II l'apprend, il n'approuve pas du tout

Lui, le monarque, despote éclairé, n'en a que faire des révolutions et en 1788, il répète sa volonté d'imposer les réformes alors que s'élèvent de nouvelles critiques qui viennent directement de l'Eglise catholique

L'Eglise catholique qui n'a pas vraiment osé bouger au début des années 1780 lorsqu'elle était concernée par les réformes, voit une opposition en 1787 aux réformes administratives, décide en 1788 elle aussi de critiquer Joseph II et mobiliser les paroisses, les campagnes contre lui

Joseph II tient bon face à ces critiques et **milieu 1788**, **confirme ses réformes**, ce qui **renouvelle l'opposition des Etats** et notamment des **Etats du Brabant** (principauté la plus riche des Pays-Bas – avec Bruxelles, Anvers, Malines, Louvain)

Dans ces localités, on **refuse ces réformes**, on **réaffirme le refus de payer l'impôt** et l'intention de prendre les armes s'il le faut

Vander Noot s'exile en Hollande et commence à **recevoir des moyens financiers** de toutes parts pour lever une armée

L'**année 1788** se termine dans cette ambiance lorsqu'en **1789**, **l'ambiance se désagrége** une nouvelle fois suite à la contagion des événements de Paris (convocation des Etats généraux et prise de la Bastille, mainmise de l'AN sur le pouvoir en France)

= nouvelle ambiance

Un **troisième camp opposant** apparaît aux Pays-Bas : **les démocrates**

Ce sont des bourgeois des villes des Pays-Bas qui ne sont pas fondamentalement opposés aux réformes de Joseph II, qui trouvent ces améliorations assez positives mais qui regardent vers la France et trouvent le modèle politique français plus pertinent dans la mesure où les choix politiques ne sont pas faits par le roi mais par des représentants du peuple

Ce troisième camp s'oppose à Joseph II parce qu'il impose des réformes sans s'appuyer sur des représentants du peuple, sans tenir compte du principe de la souveraineté nationale, principe dont la valeur a éclaté à Paris, dans le cadre des événements du printemps

Au milieu de l'année 1789, Joseph II se retrouve face à **trois opposants**

- **Les statistes** (Vander Noot)
- **L'Eglise catholique** (repris du poil de la bête)
- **Les vonckistes, les démocrates** (avocat bruxellois Vonck qui compare la situation des Pays-Bas avec la situation française et réclame davantage de participation)

2) L'insurrection armée

Ces trois oppositions **fusionnent** et en **octobre 1789**, **3000 combattants**, soldats, financés par les statistes et l'Eglise, appuyés sur quelques bourgeois mobilisés, **chassent les**

quelques troupes autrichiennes présentes dans les garnisons des Pays-Bas à Anvers, Gand, Mons, Namur

Les **troupes autrichiennes** ne faisant pas le poids, elles sont **chassées jusque dans l'actuelle province de Luxembourg** (qui reste fidèle à Joseph II)

Libération du territoire des Pays-Bas de l'occupation autrichienne et le soulèvement contre **Joseph II** qui est **destitué** en s'appuyant sur un texte rédigé par Vander Noot : **le manifeste du peuple brabançon** (= déclaration d'indépendance des USA)

Dénonce l'autoritarisme de Joseph II considérant que celui-ci n'a pas respecté les anciennes coutumes

N'ayant pas respecté les anciennes coutumes avec ces nouvelles réformes, le peuple peut se révolter contre lui

= presque les mêmes arguments qu'avait utilisé **Jefferson**

Le mobile n'est pas identique mais le résultat est le même

Dans les Pays-Bas, il va donc falloir mettre en place un nouveau régime politique

On invente la **République des Etats-Belgique Unis**

Apparaissent un certain nombre de caricatures (la plupart ont un objectif assez simple et évident : se moquer, décrédibiliser – accentuer les défauts, exagérer les particularités)

Un des moyens de la caricature est d'**identifier un responsable**, d'incarner un mouvement général sous les traits d'une seule personne

3^e iconographie



Ici personnage central : **Vander Noot**

Le caricaturiste se moque de Vander Noot de diverses façons

Le personnage a des **insignes liés à la religion catholique** (soutane et écharpe ornée de la croix chrétienne) – tous les habits d'un ecclésiastique

À côté, d'autres attributs renvoient à une autre activité : **épée, fusil et baïonnette, chapeau orné d'une cocarde** (paradoxe)

- ➔ **Contradiction**, opposition contre Joseph II menée par l'Eglise catholique entre autres (mais toute l'opposition ne se résume pas à l'Eglise catholique seule)
- ➔ **Volonté de discréditer** cette opposition en limitant à un seul acteur et en montrant que cet acteur est celui qui peut le moins se révolter, le moins prendre les armes (Eglise)

D'autre part, le caricaturiste met en scène un geste, une attitude, qui peut être considéré comme **blasphème** : avec ses pieds nus, il touche la couronne (blasphème suprême) – c'est un vanupied (être ou avoir une existence de vagabond – donc pas de domicile)

Ce vagabond, qui porte des armes et un habit religieux, pose son pied sur la couronne qui représente Dieu

En écrivant son manifeste du peuple brabançon, qu'il tient dans sa main, Vander Noot se fait coupable d'un blasphème (acte attentatoire au respect divin)

→ Il se condamne lui-même à un juste châtement

Message envoyé par les Autrichiens : *comment ce vulgaire roturier peut mettre en cause l'autorité impériale qui vient de Dieu ?* (Centre du message – légitimité de Vander Noot à s'opposer à Joseph II)

Le reste de la caricature évoque les effets catastrophiques de ce mouvement de mauvaise humeur

Caricature divisée entre la gauche – période où les Pays-Bas sont soumis à l'autorité impériale (armoirie, aigle) et la droite – éclatement en une multitude de petits Etats insignifiants à l'échelle européenne

Jaune = lié à la situation socio-économique

Situation avantageuse, de prospérité (tonneau rempli, corne d'abondance, boîte de mendicité – ce que les pauvres agitent sous le nez des bourgeois – renvoie à la situation de famine, de pauvreté dans laquelle se trouve les P-B après cette révolte)

Cette révolte, au lieu d'améliorer la situation des habitants, la détériore (donc à condamner une nouvelle fois)

Tant sur les principes (qu'un vulgaire homme du peuple mette en cause l'autorité impériale choisie par Dieu) que sur la pratique (cette opposition n'amène que des problèmes et un affaiblissement du pays), cette révolte est condamnable et doit être battue par tous les moyens

Néanmoins, ce discours critique de la part de l'Empire autrichien n'empêche pas la mise en place d'un nouvel Etat

3) La République des Etats Belgique Unis

Mise en place très rapide, à partir de **janvier 1790**, et qui **s'inspire très librement de la République des USA**

Ce n'est **pas une monarchie**, il n'y a plus d'autorité royale qui exerce le pouvoir

Il s'agit d'un **Etat confédéral** (encore + confédéral que les USA suite à la Const de 1789)

Les **compétences fédérales** sont limitées à l'armée, la diplomatie et une partie des finances mais tout le reste des compétences reste au niveau des principautés

Il n'y a plus d'autorité royale, il existe un **président** qui **change toutes les semaines**

Ce régime rétablit la **religion catholique comme unique religion d'Etat** (côté très conservateur de cette nouvelle entité politique)

Cette caractéristique conservatrice, voire réactionnaire, qui s'établit dans les Pays-Bas **ne fait pas plaisir à tous les opposants** qui s'étaient levés contre Joseph II (ne fait pas plaisir aux démocrates, vonckistes – pas favorable à des mesures si conservatrices, décisions toujours pas prises sur une participation populaire)

Des trois opposants de départ, il y en a un qui commence à critiquer ce nouvel Etat

Les **démocrates** sont **persécutés, poursuivi, emprisonnés** par le nouveau pouvoir conservateur (affaiblit le mouvement belge)

Le côté très confédéral de cette nouvelle entité crée un certain nombre de problèmes car les **principautés se disputent entre elles** (conflits s'élèvent entre les différentes principautés)

Dès la première année, les ennuis se multiplient

En outre, du côté autrichien, les choses bougent aussi

Dans un premier temps, **Joseph II** ne se remet pas de ce soulèvement belge, qu'il ne comprend pas (toutes réformes faites dans son intérêt)

Joseph II en **meurt le 11 février 1790**

4) La Restauration inévitable

C'est son frère **Léopold** qui lui succède (totalement différent de Joseph – pas philosophe, ni idéaliste, il est pragmatique)

Ce qui l'importe est de **rétablir la souveraineté autrichienne** sur les P-B

Il mène sa **politique** de manière **habile en jouant sur deux tableaux** (la sécurité en invitant les puissances européennes pour s'assurer qu'aucun d'entre eux n'a d'intérêt dans les P-B, indifférence par rapport à la situation des Pays-Bas) puis il promet à tous ceux qui ont joué un rôle dans la révolution brabançonne l'amnistie s'ils abandonnent le camp statiste pour à nouveau obéir à l'autorité autrichienne

À la **fin de l'année 1790**, voyant les difficultés internes de la République des Etats-Belgique Unis, il **relance de nouvelles troupes dans les Pays-Bas** qui ne reçoivent qu'une opposition complètement désorganisée, uniquement menée par un certain nombre d'ecclésiastiques un peu fanatiques lors de la bataille de Falmagne (petit village dans le sud de la province de Namur)

Au cours de cette bataille, les curés rassemblent ce qu'ils peuvent de combattants pour faire face à l'armée autrichienne

Cette échauffourée tourne, en **septembre 1790**, à l'avantage des **Autrichiens** qui **rétablissent progressivement leur autorité** sur l'ensemble des PB

À la **fin de l'année 1791**, **c'en est fini de cet épisode brabançon**, de cet épisode « Belgique »

Chapitre 3 – L'exportation de « régime français »

A) La valse des occupations étrangères

1) La première restauration autrichienne (1790 – 1792)

Durant ces quelques mois (à peine deux années), **Léopold II** pratique une **politique d'apaisement** (respecte ses promesses et abroge toutes les réformes introduites par Joseph II depuis 1780 – tout ce qui concerne les réformes religieuses et administratives)

Ce qui ne règle pas nécessairement tous les problèmes dans la mesure où dans les **P-B**, le **pouvoir politique s'est fracturé en deux camps** :

- Ceux qui, dans les années 1780, ont appliqué les réformes de Joseph II et qui les ont appréciées
- Ceux qui s'y sont opposés et ont joué un rôle (peu important) lors de la révolution brabançonne

Ces deux derniers restent en fonction mais les **relations** sont donc **tendues** entre ces deux camps

Dans les faits, Léopold II ne change rien

Néanmoins, **Léopold II meurt assez rapidement** et c'est son **fil François** qui **lui succède en 1792** (plus agressif vis-à-vis des nouvelles idées qui se développent en France à cette époque)

François mène l'opposition à l'Etat français et à ses réformes progressistes

Fatalement, entre l'Autriche et la France, les combats se déroulent dans les Pays-Bas (espace géographique qui se trouve entre les deux)

La première opposition, assez spectaculaire, se déroule à proximité de Mons (**Jemappes**) où les **troupes autrichiennes sont écrasées** de manière surprenante, à la surprise de toute l'Europe, par les armées républicaines, françaises, commandées par le **général Dumouriez**

2) La première occupation française (1792 – 1793)

Ce général français **introduit dans les Pays-Bas les principes républicains, à la base de la Révolution française**

Suite à cette bataille de Jemappes, **Dumouriez** n'est **pas favorable à une conquête des Pays-Bas** mais il **se compare à un libérateur**, considérant que l'ennemi commun des peuples sur l'ensemble du continent européen est avant tout le **pouvoir monarchique, la tyrannie**

Il ne voit pas la population belge comme une population à envahir et à conquérir mais il la voit comme la population française d'une certaine façon

Dumouriez appelle donc **ce peuple** belge à se saisir de son destin, **à refuser l'autorité monarchique**, tyrannique, et à emprunter la même voie que celle choisie par les Français depuis le printemps 1789

Autrement dit, il libère les Pays-Bas de l'oppression monarchique

Face à cela, **les populations belges ne comprennent rien** (rien demandé)

Dumouriez, croyant rencontrer un enthousiasme révolutionnaire, **déçante** et la greffe ne prend pas

Néanmoins, un certain nombre de personnalités plus convaincues et motivées par les nouvelles idées proposent que certaines institutions, créations françaises soient mises en place dans les PB (première élection de magistrats locaux par ex)

On assiste à une assez **grande désorganisation** et on observe certaines localités réclamant leur rattachement à la France tandis que d'autres localités ne le font pas du tout – **situation anarchique** où cohabitent à la fois des localités très conservatrices et plutôt progressistes

Cette situation anarchique **ne dure pas très longtemps** parce que les **armées autrichiennes se réorganisent**, le **général Dumouriez tombe en disgrâce** aux yeux des républicains, qui l'accusent de vouloir prendre un peu plus de pouvoir personnel

Donc, au **début de l'année 1793**, les **armées autrichiennes battent les armées françaises**, de nouveau dans les Pays-Bas, dans le **Brabant flamand**

3) La deuxième restauration autrichienne (1793 – 1794)

Ce deuxième rétablissement se fait **sous l'autorité d'un nouvel empereur autrichien : François**

Lui **veut supprimer toute référence aux nouvelles institutions françaises** (anti-français) et il **organise une répression politique** très dure vis-à-vis de ceux qui se sont un jour opposés aux autrichiens (reprise en main violente, agressive >< Léopold)

Cette nouvelle restauration autrichienne ne va pas durer très longtemps car dès l'année suivante, **milieu 1794**, une **nouvelle bataille** a lieu entre autrichiens et français – à **Fleurus**

Ce sont les **Français** qui **remportent la victoire grâce au général Jourdan** (utilise des montgolfières d'observation – première utilisation)

4) La deuxième occupation française (1794 – octobre 1795)

➔ Période terrible où les armées françaises exploitent le pays avec un objectif purement économique et matériel

On réquisitionne tout ce qui peut l'être (but = prendre un max le plus rapidement possible car ils savent qu'ils ne vont pas garder ce territoire longtemps)

Ils rentrent partout, volent tout et vont jusqu'à démonter toitures et portes

La plupart des habitants fortunés quittent le territoire pour trouver refuge en Allemagne, Hollande, Grande-Bretagne

➔ C'est la **panique totale**

Cette absence permet aux troupes françaises de se servir de tout ce qu'ils peuvent et de tout ramener à Paris (jusque les bibliothèques, livres détruits pour en faire des cartouches)

Tout ce qui est installé dans les Pays-Bas au nom de la France à ce moment-là ce sont essentiellement des **bureaux en vue de réquisitionner tout ce qui est possible**, d'avoir des déclarations des biens des gens pour leur voler (un certain nombre de français sont envoyés dans nos régions pour exercer ces fonctions)

En 1795, le directoire se met en place et change d'optique, il annexe donc officiellement les anciens Pays-Bas pour en faire des départements français

À partir d'octobre 1795, toutes les transformations effectuées en France depuis 1789 sont exportées en bloc dans les ex-provinces des ex-Pays-Bas autrichiens

Ces **principautés deviennent** donc **françaises** avec une **refonte complète des institutions**, une transformation profonde // réformes de Joseph II (mais dans un sens beaucoup plus extrême, plus radical)

4^e iconographie



Œuvre d'un anversois, notaire de son Etat (observateur lettré, instruit) : **Goetsbloets**

Assez doué sur le plan artistique

C'est un témoin extraordinaire car il **observe et reproduit les changements qu'il observe avec un certain regard critique**

Il utilise un certain nombre de symboles bien compris à l'époque et il oppose la situation des Pays-Bas (femme couchée à gauche, mélancolique) et l'homme au-dessus (étranglé par un soldat qui se trouve derrière lui, l'habit de ce soldat renvoie à Rome)

À droite, on retrouve le drapeau, **étendard** sur lequel sont inscrites 4 lettres (**SPQG**, par le Sénat et le peuple Gaulois

// SPQR, par le Sénat et le peuple romain)

Présence d'un **coq** (gallus) au-dessus de l'étendard, symbole de la Gaule et de la France

Le sens de cette caricature, d'associer Rome et la France, est de montrer que les romains sont l'exemple même du peuple impérialiste, conquérant, qui cherche absolument à dominer les territoires tout autour de la méditerranée pour exercer leur pouvoir

Pour Goetsbloets, les Français sont les romains de son temps, impérialistes, conquérants, qui veulent avant tout piller les richesses des autres pays

Au centre de cette caricature, la scène principale est celle d'une jeune femme à moitié dénudée, vêtue de haillons, qui est aussi pieds nus, aussi pauvre qui n'a plus rien et qui se jette sur le trésor des richesses belges (incarne la France pauvre, sans ressource mais qui est portée par des armées conquérantes, violentes et efficaces)

Il va plus loin dans la critique, il **dénonce toute l'hypocrisie française**

L'objectif de la conquête française est le pillage des ressources mais moralement légitimé, justifié par le bien

Car s'ils volent, ils apportent les symboles que l'on trouve à l'extérieur de la caricature :

Le **bonnet phrygien** posé sur un arbre de la liberté – symbole de l'égalité (exactement opposé de la couronne)

La liberté – l'égalité – légalité (la souveraineté nationale dont émane la loi)

Les tables de la loi sont aussi présentes (autre valeur républicaine)

Le message de cette caricature est de dire : les Français se comportent dans notre pays comme des romains, ils disent venir pour diffuser les valeurs républicaines mais le véritable motif de cette conquête est un pur pillage économique, du vol sous le manteau de la générosité

B) L'annexion à l'Etat français

1) La création des départements « ci-devant autrichiens »

Première transformation = **nouveau découpage administratif de nos régions**

Nos actuelles provinces en sont directement issues et plutôt éloignées du découpage de l'Ancien régime

Une fois le territoire des ex-Pays-Bas annexé à la République française, les dirigeants de nos territoires créent **9 départements** qui sont à l'origine de nos actuelles 10 provinces (Brabant divisée en 1993)

Sous l'ancien régime, nos territoires sont composés de différentes principautés (territoires parfois mélangés, principautés de tailles différentes)

À la place et en quelques mois, les administrateurs français proposent un **découpage où tous les départements sont de taille plus ou moins semblable** et où le chef-lieu de ce département est accessible par tous les habitants du département en faisant max une journée à cheval (principe choisi pour déterminer la taille de chacun des départements – logique, rationalité)

On **supprime toutes les enclaves** – territoires, qui à l'intérieur d'une principauté, appartenaient à une autre principauté (dans un département, toutes les localités inscrites à l'intérieur des frontières de ce département appartiennent sans distinction, sans enclave à ce département)

La République française souhaite faire table rase du passé et **renommer ces circonscriptions administratives** en oubliant les vieilles appellations et en créant de nouvelles, rationnelles en tenant compte des **caractéristiques topographiques**

Comté de Flandre divisé en deux : **département de la Lys** et **département de l'Escaut** (car ces cours d'eaux y coulent)

La logique s'étend à tous les départements belges

Le **Brabant** va être divisé en deux départements (en fonction des cours d'eau)

La **principauté de Liège** se résume à un département autour de Liège qui est arrosé par l'Ourthe

Le namurois prend le nom de **Sambre et Meuse**

Le **Luxembourg** prend le nom de **département des forêts**

Le **Hainaut** est débaptisé et on lui donne le nom de **département de Jemappes**

Cette administration **veut supprimer tous les vestiges de la tradition pour créer un nouveau système rationnel, efficace et compréhensible**

2) La déclaration des Droits de l'Homme

Deuxième changement : politique, institutionnel

Exportation des principes de base du système politique français républicain mais aussi de toute la logique révolutionnaire de cette époque

Ce qui incarne le mieux cette nouvelle pensée politique est la **déclaration des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789** (dont le texte est sacralisé)

Fondement des nouvelles institutions

Premier plan = droits fondamentaux

Éléments communs, droits des citoyens en fonction des déclarations

Droits en question : **liberté, sûreté et propriété**

Ces trois droits reviennent systématiquement dans les diverses déclarations, et sont les acquis majeurs, les fondements principaux de tous les systèmes politiques, de référence

Les citoyens ont droit à la liberté, aux libertés, notamment la liberté religieuse, la liberté d'expression, la sécurité des individus - considérée comme fondamentale

La **propriété devient la base du devoir politique**, du droit à la participation au pouvoir politique (principe durable dans le temps)

Être citoyen est avant tout être propriétaire de son bien (être propriétaire d'une parcelle du sol de la République)

C'est ce statut qui donne accès au privilège du citoyen

Ce texte devient une référence qui va durablement influencer la Constitution des Etats qui vont se succéder sur notre sol

Ces principes se retrouvent dans les différents régimes politiques construits en France et dont certains vont être exportés chez nous **à partir de 1798**

En **1795**, les acquis des régimes précédents sont exportés

3) Le Traité de Compo Formio (18 octobre 1797)

Le statut diplomatique de nos territoires change fondamentalement suite aux négociations menées par Napoléon Bonaparte en **1797**

La Belgique était jusque-là un **territoire traditionnellement acquis à la souveraineté des familles des Habsbourg**, qui étaient de ce fait, souverains des Pays-Bas

Or, ce Traité de Compo Formio conclu par Napoléon, **détruit cette tradition diplomatique**, voulant que les Pays-Bas étaient une possession Habsbourgeoise, **pour en faire un territoire français**, considérant que le sol français s'étend jusqu'au Rhin

Ce Traité, du point de vue français, met fondamentalement en cause l'indépendance des territoires belges et hollandais

Ce traité **ouvre pour la Belgique** comme pour les P-B **une période où l'indépendance belge est quelque chose de mis en cause** et qui ne s'impose pas, ne va pas de soi (grande ère d'instabilité)

4) La rationalisation administrative

Cette période de 20ans d'annexion à la France va être une **période de rationalité administrative**

C'est le cas pour le découpage des territoires et pour d'autres aspects de l'administration

a) Le principe électif

Nos populations ont fait l'expérience, dès 1792-1793, du **système électif** (n'existe pas ou peu sous l'Ancien régime) qui veut que dans une communauté, ses membres se choisissent des représentants pour exercer l'autorité sur le territoire (se choisissent par élection)

Le mode électif **devient mode légitime pour exercer une autorité** (que ce soit dans le domaine purement politique mais aussi dans le domaine judiciaire // USA)

Cette transformation est progressive et inégale mais le principe s'impose mentalement, remplaçant le système d'achat ou de filiation

b) La séparation des pouvoirs

Le principe de séparation des pouvoirs gagne du terrain

Il est observé que, pour que l'autorité soit exercée au bénéfice de l'ensemble, du peuple, il vaut mieux que cette autorité soit exercée par des individualités, personnalités différentes

Autrement dit, qu'une même personne concentre un minimum de pouvoir

c) La centralisation administrative

Par contre, dans un objectif d'efficacité et d'uniformité, l'administration républicaine et impériale française choisit et renforce le **principe de la centralisation**

Principe **très étranger à ce qu'on connues nos régions** (nous avons toujours connu un système très décentralisé)

Dans un régime centralisé, **les décisions sont prises au sommet de l'Etat et doivent s'appliquer partout sur le territoire, sans considération, sans exception pour des particularités locales**

La décentralisation est de considérer que les principes fondamentaux sont pris au sommet de l'Etat et leur application est laissée à la pondération locale

La France a toujours construit une administration de plus en plus centralisée, et ce modèle est exporté chez nous

Les mêmes mesures sont appliquées dans le département des forêts comme à Marseille ou Nice car décidé à Paris

Pour nos régions, c'est une véritable révolution

d) L'efficacité fiscale

Tout nouveau

Sous l'ancien régime, les rois demandent la levée d'un impôt (augmentation d'une année à l'autre)

Les principautés refusent rarement sauf dans certains cas déjà évoqués

Le système républicain français et surtout napoléonien rompt avec ce système problématique

L'Etat français invente la fiscalité permanente en s'appuyant et en réorganisant deux modes de contribution différentes et complémentaires

L'impôt direct : chaque citoyen paie ou pas, en fonction d'un élément objectif et valable pour tous les citoyens quelle que soit sa position dans la société

Déterminé par sa propriété (// principes droits de l'H)

Contribue aux besoins de l'Etat en fonction des propriétés qu'il possède

Leur valeur est déterminée par le **cadastre** (cartographie de toutes les parcelles qui existent dans l'Etat français et chaque parcelle est attribuée à un propriétaire et est évaluée)

Chaque citoyen propriétaire paie l'impôt en fonction de la valeur de ses propriétés et de l'étendue (assure à l'Etat des recettes fixes et stables)

➔ Permet au citoyen de payer un impôt proportionnel à sa richesse

Restera le seul impôt chez nous jusqu'à la Première Guerre mondiale

L'impôt indirect : perçu chez certains commerçants par rapport à la vente de produits de consommation qui ne sont pas de première nécessité (l'Etat français taxe la vente de produits pas absolument utiles à l'alimentation de la population)

Par ex : les boissons alcoolisées, le sucre, le tabac, le café, la viande

Logique et automatisation dans la rentrée fiscale même si cette rentrée est variable

Le pouvoir utilise bien souvent ces taxes pour augmenter son revenu alors que l'impôt fixe ne le permet pas

➔ Véritable efficacité fiscale qui remplace un système inégalitaire et injuste de l'Ancien régime

e) Le système métrique

Si on parle désormais partout de mètres, grammes, litres, hectares, etc. c'est grâce à l'**uniformisation du système métrique dans l'Etat français** (avant chaque localité avait ses mesures et unités locales)

L'Etat français impose de nouveaux poids et mesures (facilite la vie quotidienne et les échanges commerciaux)

Ce système est si efficace qu'il s'étend à la plupart des pays de la planète sauf les anglo-saxons

f) Le calendrier républicain

L'Etat français veut aussi introduire de la rationalité là où il n'y en a pas

On garde les douze mois (logique, raison car cycle de la lune, rationnel)

Mais ils **changent les noms des mois** et leur donne un nom **en fonction du climat de l'époque**

La **datation par rapport à la naissance du Christ** est évidemment **abolie** étant donné la liberté religieuse qu'il convient d'avoir et la datation se fera désormais à partir de la République

Et ce système sera en fonction **de 1792 à 1806**

Au **1^{er} janvier 1806**, Napoléon, Empereur depuis deux ans, abolit ce système pour rétablir le calendrier grégorien

5^e iconographie



Aquarelle de **1795** (**Goetsbloets**)

Met en évidence les **fonctionnaires français** qui débarquent dans les principautés belges

Cette époque **impose le port de signe distinctifs** par rapport au reste de la population (gardé aujourd'hui)

La logique est poussée assez loin car les uniformes ne passent pas inaperçu, intégrés dans un décor de théâtre

Disposition en plusieurs rangs : hiérarchisation des fonctions au sein des différentes branches du pouvoir

Trois rangs – trois pouvoirs traditionnels de l'Etat

Le pouvoir législatif représenté par les deux personnages les plus habillés (un membre du Conseil des Anciens et un membre du Conseil des 500)

Le pouvoir exécutif est représenté par les deux personnes les plus à gauche (membre du directoire)

Rang plus dense que les autres – pouvoir judiciaire avec les magistrats qui appartiennent aux différents cours et justices en fonction de leur hiérarchie (importance)

Perception claire de **deux nouveaux principes** : **séparation des pouvoirs et égalité** entre eux

5) La réorganisation judiciaire

a) Une justice à visage humain

Prise en compte plus importante de l'humanité

Rendre une justice qui doit servir au bonheur public et non plus une justice qui doit obéir aux principes religieux

Objectif = ordre dans la société (ce n'est plus le fait d'obéir aux principes religieux)

b) La séparation du pénal et du civil

On considère que la justice a deux missions essentielles

Droit pénal : mission de punir, sanctionner les infractions aux lois

Droit civil : régler les litiges entre justiciables, arbitrer les conflits entre parties

Justice représentée avec deux attributs dans chaque main : glaive de la justice pénale (frappe les coupables) et la balance (arbitre les conflits)

➔ Deux types de juridictions différentes

L'admin française établit deux types de juridictions : pénales et civiles

c) La formation d'un corps judiciaire

Pour accomplir ces missions fondamentales tout en distinguant cette mission des autres missions de l'Etat, l'administration française crée un **corps professionnel propre** : le corps judiciaire (= individus qui suivent des formations, acquièrent des pratiques en vue de rendre le plus efficace possible leur travail judiciaire qu'il soit pénal ou civil)

Sous l'Ancien régime, les individus qui rendaient la justice étaient avant tout des **nobles**, **aristocrates** qui avaient reçu par la naissance le droit de juger (d'exercer la justice sur un territoire quelles que soient les matières)

Organisation plus rationnelle : sur un territoire, des juridictions traitent au civil ou au pénal les affaires qui leur sont soumises et ces affaires sont traitées par des professionnels qui ont suivi des cours de droit et qui appliquent une procédure précise sous la surveillance d'une hiérarchie qui peut intervenir sur la manière dont les choses ont été faites

➔ Toute une nouvelle logique se met en place

d) La hiérarchisation judiciaire

Sur le **plan civil**, c'est la valeur, le **montant des litiges** qui concernent les différentes parties qui fixe la hiérarchisation

Plus les montants sont élevés, plus la juridiction est importante

- Justice de Paix
- Tribunal de première instance

Sur le **plan pénal**, c'est la **peine encourue par l'auteur de l'infraction** qui classe l'importance de la juridiction

- Tribunal de police
- Tribunal correctionnel

Cette structure s'applique encore maintenant (mais déstructuré)

e) La révolution pénale (codification et humanisation)

Désormais, les **peines** sont **structurées** dans le cadre d'un code, le **Code pénal** (organise cette hiérarchie des peines en fonction de la hiérarchie des infractions)

Pas de peine si pas de délit, pas d'infraction (tout est dans le Code)

Sur le plan des pénalités, la volonté est d'être plus humain

La révolution pénale multiplie, étend un type de peine peu utilisé jusque-là : la **privation de liberté**

Révolution insiste parmi les droits fondamentaux humains sur la liberté

Si on abuse de sa liberté au détriment des autres, on voit sa propre liberté restreinte par un temps de privation de liberté

En outre, la prison apporte au détenu moins de souffrance, une douleur moins directe (apparaît comme une humanisation)

f) La sacralisation du Code civil

La période française va permettre, sous l'égide de **Napoléon Bonaparte**, l'achèvement d'un grand chantier qu'est la **codification civile** (Code civil de 1804)

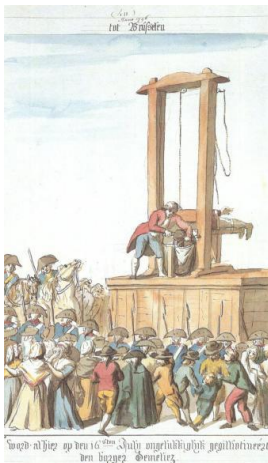
Certes une **œuvre très imparfaite et critiquable** (surtout dans le domaine des relations homme-femme dans la sphère familiale et dans la société) **mais organise la société selon de nouveaux principes**

Cette organisation de la société s'impose durablement, de manière presque complète jusqu'au 20^e siècle et s'étend sur le plan géographique à la plupart des Etat occidentaux

L'impact de ce Code civil est considérable, détruit les principes d'Ancien régime qui établissait des différences entre les classes (privilégiées ou non)

Mais **introduit de nouvelles inégalités**, essentiellement **basées sur la propriété** et donc sur la richesse

6^e & 7^e iconographies



Deux iconographies de la justice française

Représentation très critique de **Goetsbloets**

Guillotine, considérée comme progrès par les républicains

La peine de mort continue à exister au niveau de l'arsenal pénal français mais contrairement à l'ancien régime où la peine de mort était effectuée de multiple façon selon le type d'infraction commise mais surtout en fonction de la qualité de la personne, on assiste à une **uniformisation de la mise à mort**

La guillotine apparaît comme un mode d'exécution humain (mécanique, plus rapide, pas de distinction selon la classe sociale, etc.)

MAIS symbole sanglant de la terreur aussi

À droite, une vision idéaliste, idéalisée de Napoléon qui semble écrire un texte, le code civil de 1804

Se mue en **pacificateur de la société**, il est dans les airs, comme une divinité

Œuvre saluée par la mort

Cette œuvre est donc **immortelle**, va assurer à Napoléon, au-delà de la gloire politique, militaire, la célébrité et l'immortalité

Rien de parfait non plus mais constitue la base de la société occidentale pendant des années

6) La conscription militaire

a) Loi Jourdan (5 septembre 1798)

À partir du directoire, durant la période pendant laquelle la Belgique est annexée à la France, on introduit un nouveau système d'organisation militaire : la conscription

C'est un principe qui veut que **tous les hommes, citoyens en âge adulte doivent servir la patrie**, payer l'impôt du sang

L'armée ne doit plus être domaine réservé à l'aristocratie ou être attribué à une classe de mercenaires professionnels : **les armées doivent réunir des citoyens de la nation qui défendent leur territoire face aux menaces venant de l'étranger**

Ça devient un **devoir sacré du citoyen**, en échange d'une certaine manière, des droits qu'il a obtenu via les déclarations des droits de l'Homme etc.

Ce principe est organisé par une loi (la **loi Jourdan de 1798**) qui rend applicable ce principe

Cette loi prévoit que, pour les hommes qui atteindront l'âge de 20ans – au plus tard l'âge de 25ans – un certain nombre d'entre eux devront faire un **service militaire pendant 5ans** (apprendront le maniement des armes ou envoyés au front)

Service militaire obligatoire mais pas pour tous

b) Principe du tirage au sort (1er Empire)

Chaque année, le **Parlement** décide d'un **contingent** (nécessaire pour la défense nationale)

Une fois ce contingent fixé, chaque commune doit fournir X hommes entre 20 et 25ans en fonction de sa population pour accomplir le service militaire

Entre l'ensemble des hommes entre 20 et 25 ans, aptes au service et ceux qui font effectivement leur service militaire, il y a une différence

Pour établir ceux qui partent ou non, on **tire au sort**, c'est le hasard qui détermine qui doit ou non faire son service militaire

c) Etat de guerre permanent (1799 – 1815)

Étant donné l'état de guerre permanent qui existe entre la France et le reste de l'Europe entre 1799 et 1815, la plupart des jeunes hommes aptes vont être mobilisés

Cette nouveauté apporte une telle supériorité militaire à la France que ce **principe** est **copié par toute l'Europe pour devenir le principe de base des armées modernes** jusqu'à la fin du 20^e siècle

Ce système va être corrigé avec une **possibilité de rachat**

Ceux qui ont les moyens vont acheter les bons numéros

Aspect de justice un peu inégale dans ce domaine

8^e iconographie



Iconographie pour représenter ce système

Hommes mesurés et tirage au sort

Tout est réalisé sous le regard de l'armée

7) La laïcisation de l'Etat

a) La sécularisation (1789 – 1793)

Faire en sorte que l'Eglise ne soit plus chargée de fonctions publiques sans rapport avec le culte (rentrez dans le siècle, dans la réalité)

En sécularisant l'Eglise, **on fait en sorte qu'elle se limite à son rôle d'exercice du culte**

Par ex : enregistrement civil, enseignement, l'aide aux démunis, les soins de santé

Tout cela est **pris à la charge de l'Etat** et plus à la charge de l'Eglise

On confisque à l'Eglise ses biens immobiliers

La république décide d'exercer les charges publiques que l'Eglise exerçait avant

Tendance dans le mouvement du temps de l'époque

b) La déchristianisation (1793 – 1801)

La république française se montre trop radicale car **entre en conflit avec une bonne partie de l'Eglise catholique** qui refuse d'obéir à l'Etat français

De fait, à la suite des réformes religieuses importantes qui ont lieu dans la phase de sécularisation, l'Etat français met en place un **corps de fonctionnaires qui s'occupe du culte** – des prêtres qui prêtent serment de respecter la Constitution, d'obéir aux autorités civiles et d'exercer le culte dans le cadre de la République française

Certains prêtres acceptent ce statut, mais la majorité refusent cette soumission considérant qu'ils n'ont de compte à rendre qu'à leur hiérarchie ecclésiastique et in fine, qu'à Dieu et au Pape

Ils deviennent des **prêtres réfractaires** (ils refusent de se soumettre)

Par la même, devenant réfractaires, ils deviennent des **hors la loi**

Ils entrent en clandestinité mais conservent leur autorité sur les populations catholiques de leur paroisse (influence morale très importante)

C'est l'époque où **la guerre civile explose** dans la République française entre 1793 et 1794

La république mène une **guerre contre ces prêtres réfractaires**, elle considère dès lors que l'Eglise est une ennemie de l'Etat français

Mène à la **phase de déchristianisation** (remise en cause du calendrier grégorien, interdiction de toutes les fêtes religieuses, manifestations religieuses, destruction des Abbayes, certaines églises, etc.)

On cherche à détruire l'Eglise

Cette période conduit à une très forte instabilité au sein de l'Etat français car conduit à des **soulèvements populaires** dans de nombreuses régions

c) La restauration des relations Eglise – Etat (1801 – 1814)

En 1801, **Napoléon** met fin à cette situation conflictuelle pour apaiser l'intérieur de l'Etat français

Il négocie un accord pragmatique, un cessez-le-feu, entre l'Etat français et l'Eglise catholique profitant du fait de détenir le Pape Pie VII

Est négocié le **Concordat de 1801** qui **rétablit l'église catholique dans son rôle moral**

Le catholicisme est considéré comme religion de la majorité des Français MAIS PAS à l'exclusion des autres cultes

Reconnaissance de la liberté de culte, de religion

Il donne cependant un avantage au culte catholique étant connu du fait de sa prépondérance au sein de la population française

Suite à cela, **l'Etat prend en charge les frais du culte**, les salaires des prêtres, etc. considérant que le culte répond à un besoin du peuple (positif pour lui)

En échange, **l'Eglise catholique accepte l'autorité politique de Napoléon**, à côté de celle du pape (intervient donc pour la nomination des évêques)

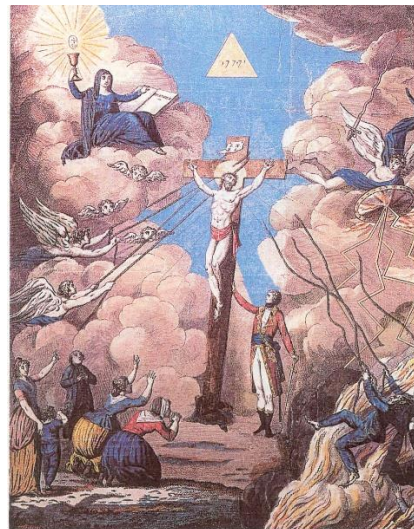
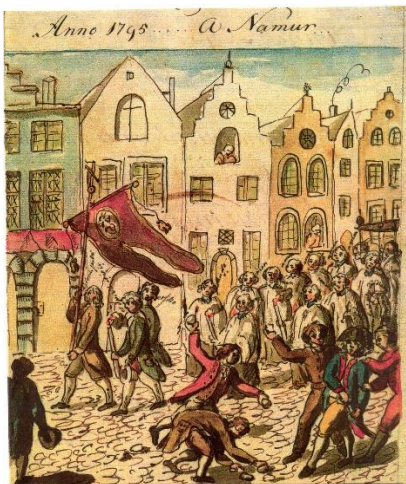
Financement – obéissance

Aide mutuelle, soutien mutuel

C'est ainsi que l'Eglise catholique retrouve sa place au sein des cérémonies publiques

Par exemple, le sacre de Napoléon en 1804 vient manifester cette nouvelle période de coexistence pacifique entre système politique et hiérarchie religieuse

9^e & 10^e iconographies



Iconographie de gauche

Représente la **déchristianisation**

La scène se déroule à Namur, décrite par Goetsbloets

L'arrière-plan

La foule prie (amen) dans les rues

Ils **manifestent publiquement le culte catholique** (or : interdit à l'époque)

L'armée, un soldat intervient pour faire respecter la loi et faire cesser ce tumulte à l'ordre public

On lui lance des pierres

Cela montre ce contexte, cette ambiance de tension publique autour des manifestations du culte

Iconographie de droite

Représente l'**apaisement**

Dessin de propagande qui met en scène celui qui est devenu l'homme fort du directoire et du Consulat : **Napoléon Bonaparte**

La croix redressée grâce à super Napoléon qui la tient d'une seule main (= rétablit la religion catholique)

Avec l'épée dans son autre main, il a coupé les cordes qui étaient l'objet d'une lutte entre deux camps

- Le **camp des méchants** (droite) – sortent des enfers, le MAL = ceux qui ont voulu déchristianiser l'Europe, régime politique précédant Napoléon
- Le **camp des gentils** (haut gauche) = les croyants catholiques

Soutenu par quelques anges, cette corde permet de maintenir la religion catholique en place (sens du concordat)

Objectif de ce concordat : favoriser la représentation de Napoléon (même taille que Jésus)

En bas à gauche, le **peuple se prosterne**, s'agenouille **devant Napoléon ET le Christ** (rétablir l'autorité de l'Eglise ET bénéficier de l'obéissance du peuple)

8) La francisation des départements belges

Question de la linguistique

Avant, on utilisait les **patois locaux**, il n'y a pas de langue propre aux Pays-Bas, ni de sous-langue, que des **dialectes**

Dans les relations entre le pouvoir et les administrés, la distance était suffisamment courte pour faire que l'administré pouvait être compris par le pouvoir politique dans son dialecte (pas de centralisation)

Avec la mise en place de l'Etat rationnel français, tout va changer

a) Le prestige du Français au XVIIIe siècle

La **langue française du Bassin parisien** s'impose comme langue internationale (langue diplomatique)

Prestige international très important (équivalent actuel de l'anglais)

Très forte inégalité de statut entre la langue française et les différents dialectes locaux dans nos régions

b) La centralisation linguistique

Les **administrations françaises publient toutes les lois et normes en français**, y compris chez nous (pas de prise en compte de la langue locale)

Si on ne trouve pas de fonctionnaires (juges) en suffisance dans ces territoires qui parlent une autre langue, on les importe

On a des **préfets** qui viennent de régions de l'intérieur de la France

Pendant 20ans, nos départements font l'expérience d'une administration en langue étrangère

Langue étrangère pour nous

Forcément, cette langue française est langue officielle, de l'ascension sociale

Le français s'étend, progresse dans la bourgeoisie

c) L'influence de la conscription

Ceux qui sont engagés dans l'armée napoléonienne n'ont pas d'autre choix que de comprendre le français

Facteur de francisation actif/passif de toute une série d'hommes du peuple

d) La « résistance » flamande : La guerre des Paysans

Face à cette francisation, les populations non francophones ne restent pas inactives

Deux zones sont touchées par d'importants mouvements populaires (région germanophone du Luxembourg et centre de la Flandre actuelle)

Ces deux régions se soulèvent en **1798** contre l'administration française

Pour divers facteurs : facteurs liés à la conscription, facteurs religieux, facteurs liés à la linguistique (opposition plus forte dans les zones non francophones)

Néanmoins, les départements belges vont plutôt **bénéficier de l'annexion à la France**, notamment sur le **plan industriel, commercial** où les produits fabriqués dans nos régions peuvent se vendre dans l'ensemble du territoire français (prospérité économique)

Chapitre 4 : le mariage tumultueux avec la Hollande

A) L'œuvre du Congrès de Vienne

Intégration non souhaitée, voulue par les populations de ces territoires

Cette nouvelle construction politique est complètement et exclusivement le résultat d'une énorme négociation européenne : le **Congrès de Vienne** (grande réunion diplomatique qui se déroule sur toute une année à Vienne et durant cette réunion, une nouvelle carte de l'Europe est dessinée)

Bénéficiaires : **Prusse**, **Autriche** (accès à la mer), **Russie** (Pologne annexée), **Grande-Bretagne** (pas de nouveaux territoires visibles mais territoires très stratégiques – Malte ou Gibraltar par ex)

La **Hollande** récupère le **territoire du cap** (dans le viseur de la G-B donc mène un marché, **échange** avec la Hollande)

La Hollande laisse les territoires du cap à la G-B et cette dernière intervient dans le Congrès de Vienne pour permettre à la **Hollande** de **récupérer la Belgique** (extension territoriale)

La Belgique est donc rattachée à la Hollande pour former un nouveau royaume : le **royaume des Pays-Bas**

Annexion justifiée au niveau géopolitique par la **G-B** : important de créer un Etat puissant au nord de la France pour gêner les volontés impérialistes de la France (sous Louis XIV, Napoléon)

La G-B vend cette idée comme bonne idée au niveau de l'Europe alors qu'elle poursuit ses propres intérêts

11^e iconographie



Tsar Alexandre comme arbitre du marchandage, il rétablit l'Ancien régime comme si les révolutions européennes n'avaient jamais eu lieu

On rétablit sur le trône de France la dynastie légitime : la **dynastie des Bourbon** (frère cadet de Louis XVI qui est appelé à régner en France)

On rétablit le principe de la légitimité d'Ancien régime

On sort Napoléon

Ferdinand est rétabli également

C'est dans ce contexte que **Guillaume** hérite de la **couronne des Pays-Bas** mais avec une tâche complexe dans la mesure où **il doit créer un pays pacifique**, face à une France qui peut de nouveau être une menace

Or il doit faire face à deux populations relativement différentes (fracture entre belges et hollandais qui concerne la religion)

Les hollandais sont protestants et très attachés à cette religion tandis que les Belges sont catholiques

B) Le Gouvernement de Guillaume Ier

1) Le système politique

a) Une monarchie constitutionnelle

Guillaume dispose d'un avantage, il **veut exercer son pouvoir de manière autocratique**

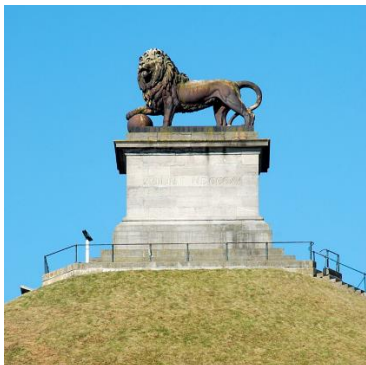
Le Congrès de Vienne a bien mis en place un retour à l'Ancien régime

Néanmoins, Guillaume considère qu'il est **plus favorable, plus moderne d'établir un texte constitutionnel** sur le modèle américain voire sur le modèle napoléonien

La monarchie qui va être établie sur le royaume des Pays-Bas est une **monarchie constitutionnelle**

b) Un pouvoir autocratique

12^e & 13^e iconographies



On reconnaît le **trône** et la **couronne** (+ posture)

Guillaume s'inspire très nettement du pouvoir monarchique d'Ancien régime

Il ajoute néanmoins un élément qu'il montre du doigt : une **loi fondamentale** (met en place un régime très autocratique)

Sa volonté est de prendre en compte les progrès juridiques du temps (entourer le régime d'une légitimité constitutionnelle) tout en respectant les mesures prises au Congrès de Vienne qui visent à rétablir l'autorité d'ancien régime

Sa volonté n'est PAS de créer un Etat libéral

Régime hybride (constitutionnel et de type d'ancien régime)

Monarchie constitutionnelle mais un pouvoir autocratique (pas de respect du principe de la séparation des pouvoirs par exemple)

L'exemple de Guillaume est **Napoléon Bonaparte** (Constitution autocratique)

Guillaume est prépondérant dans les trois branches du pouvoir

Plan de l'exécutif

Le roi est chef de l'Etat, commandant de l'armée, **dirige le Gouvernement**, les ministres n'ont de comptes à rendre qu'à lui

Il dirige toute une série de départements ministériels (armée, diplomatie, finances, marine, colonies) → constitue des postes clés des pouvoirs publics au sein de ce royaume des Pays-Bas (presque l'exécutif à lui seul // Napoléon et le Consulat)

Plan du législatif

Régime **proche du régime britannique** : système bicaméral avec une **Chambre haute** (siègent des représentants, députés, tous désignés à vie par le roi Guillaume, choisis dans la noblesse – **restauration du prestige social et politique de l'aristocratie**) et les **Etats généraux** (députés élus selon un **système indirect** – désignés par les conseils provinciaux, seuls les propriétaires peuvent voter, ils élisent des représentants des conseils provinciaux qui désignent les représentants aux Etats généraux)

La participation du citoyen est relativement faible, pouvoir politique monopolisé par l'élite (noblesse bénéficie d'une suprématie importante)

Le pouvoir législatif a **pour objectif d'élaborer les lois** de ce royaume des Pays-Bas où chacune des assemblées doit participer de manière semblable à l'élaboration des lois : une loi doit avoir l'assentiment de la Chambre haute et des Etats généraux

L'aristocratie, la noblesse contrôle le processus législatif (peut bloquer des lois qui seraient contraires à ses intérêts & intérêts du roi)

Le roi peut gouverner par des décrets (pouvoir législatif à lui seul également)

Les normes sont de nature parlementaire et royale

Plan du judiciaire

Le pouvoir judiciaire est **entièrement confié aux magistrats** (pas de jurys) – suppression du jury populaire (même au sein des juridictions les plus élevées)

Tous les magistrats sont désignés par le roi (nommés et révoqués par le roi)

Le roi contrôle, oriente les décisions judiciaires (possible de poursuivre pour des raisons politiques un certain nombre d'opposants qui critiqueraient le gouvernement)

La plupart des fonctions judiciaires importantes sont attribuées à des membres de l'aristocratie de façon préférentielle

Ressemble fort à la situation d'Ancien régime (appui sur la noblesse, pouvoirs du roi, place prépondérante)

MAIS la question des relations Eglise-Etat diverge

c) Un état sécularisé (laïcisé)

Guillaume fait le choix, presque contraint, de **chasser les églises d'une intervention dans le domaine public**

De fait, il doit prendre en compte des catholiques (Belges) et des protestants (Hollandais) : impossible de ne s'appuyer que sur une seule Eglise

Il prend la décision en s'inspirant d'une politique républicaine de **laïcisation de l'Etat** :

Religion = affaire privée et ne peut intervenir dans aucun domaine de l'action publique

Etat laïcisé : ne considère aucune manifestation religieuse (France par exemple)

C'est la solution que Guillaume met en œuvre pour permettre une paix religieuse

Mais cette décision **déplaît très fortement à l'Eglise catholique belge** : elle voulait retrouver son influence d'Ancien régime (permis dans les autres pays >< Guillaume qui coupe toute référence aux cultes) via l'enseignement, l'Etat civil, etc.

d) Un idéal national : l'amalgame

Politique qui se veut **nationaliste**

Guillaume souhaite supprimer toutes possibilités de conflits entre catholiques et protestants mais il **souhaite surtout créer**, à l'instar du régime français napoléonien, **une nation néerlandaise** qui avec ses propres symboles, caractères culturels peut devenir une Nation

Il essaie de **créer des symboles** qui doivent unir les habitants de ce nouveau royaume

Un des premiers symboles qu'il met en place est le lion de Waterloo : monument érigé par Guillaume en souvenir de la bataille de Waterloo qui a vu la victoire sur Napoléon (obtenue grâce à l'intervention britannique et surtout qui a vu côte à côte des soldats belges et hollandais)

Ce lion de Waterloo devient un **symbole de l'union, de l'amalgame** (mélange) des Belges et hollandais contre les Français

Ce lion devient le symbole du royaume des Pays-Bas (ordre du lion Belgique // légion d'honneur)

Guillaume tente d'ancrer cet amalgame dans deux domaines

➤ Politique d'enseignement

Ce n'est plus l'Eglise qui va mettre en œuvre l'enseignement (peu importe le niveau) mais c'est l'Etat (première fois que l'Etat investit des moyens pour développer l'instruction de l'ensemble de la population)

Guillaume crée + de 1000 places d'instituteurs en vue de développer l'instruction de base de la population (les plus aisés sont instruits à la maison par des précepteurs tandis que les familles populaires ne voient pas leurs enfants instruits)

Guillaume crée des places d'instituteurs qui doivent donner des cours à titre gratuit pour les familles populaires, financés par l'Etat

Dans les différents chefs lieux de provinces, il crée un établissement secondaire pour enseigner les humanités classiques (latin, grec, chant, musique, etc.)

➤ Création des premières universités publiques

Il crée trois universités pour les 9 provinces

→ Liège et Gand (1821)

→ Leuven

Ce sont des **universités d'Etat** : les enseignants sont financés par l'Etat et l'enseignement est laïque et veut développer, au sein de la population, un raisonnement qui s'écarte des présupposés et croyances religieuses

Volonté d'**instruction du peuple et des élites** en vue de **renforcer leurs compétences**, favoriser les progrès techniques et scientifiques

+ lutter contre l'influence de l'Eglise catholique sur les élites (réfléchir selon les dogmes religieux n'est pas rationnel)

Guillaume espère bâtir une nation belgo-néerlandaise sur les bases de ce projet intellectuel en essayant de favoriser l'attachement des jeunes hommes à la nouvelle Nation dès le plus jeune âge

2) La politique économique

Guillaume (visionnaire) **comprend**, contrairement aux vieux monarques, **que l'économie a changé** et que sur ce plan il y a un exemple à suivre : la G-B

Il faut que l'Etat intervienne pour assister la modernisation de l'économie au sein du royaume des Pays-Bas

Il faut **transformer cette économie encore très fortement agricole vers une économie de + en + industrielle** (machines alimentées par la nouvelle énergie : énergie vapeur)

Charbon, très présent dans nos régions

Guillaume met ensemble les différents atouts de l'économie belgo-néerlandaise

a) Les débouchés coloniaux (atout traditionnel)

Il dispose de colonies à travers le monde, qui **permettent l'écoulement de la production locale** (clients assurés)

Flotte marchande très efficace : ces bateaux peuvent exporter les produits fabriqués dans le royaume presque partout dans le monde

b) La société générale (nouveau)

Banque publique, d'Etat

Son objectif est de **favoriser les projets de modernisation d'entrepreneurs** qui viendront s'installer ou qui sont installés dans le royaume des P-B (>< banques capitalistes)

Ces entrepreneurs ont besoin de capitaux pour **investir dans des machines à vapeur**

→ **Guillaume encourage les esprits entrepreneurs** (du royaume ou étrangers)

La société générale est donc une banque qui traite de l'argent pour permettre aux entrepreneurs de moderniser leurs activités et qui, grâce aux remboursements des prêts avec intérêts, les avoirs de la banque se développent et elle dégage des bénéfices

Cette création **accélère le processus d'industrialisation du royaume des Pays-Bas, mais surtout de la Belgique**

c) L'industrialisation

Présence de charbon

Ces entreprises qui **peuvent produire plus, et moins cher**, peuvent ensuite **exporter ces produits à travers le monde entier** (système efficace)

d) Les voies de communication

Guillaume développe des **voies de communication** (routes & canaux) pour transporter les produits des usines aux ports

Système industriel et économique qui permet à une partie, catégorie assez réduite de la population, d'**accumuler des richesses** considérables en peu de temps

Guillaume espère appuyer son royaume, **développer l'attachement de la population** à ce nouveau royaume grâce au développement de l'instruction, de l'éducation, des sciences, de l'intelligence et grâce au développement industriel, économique et donc grâce à l'amélioration du niveau de vie de la population qui va en retirer des bénéfices

- ➔ Napoléon apparaît toujours comme une inspiration pour Guillaume (établir la légitimité de son pouvoir sur une réussite politique, économique)

3) Les mécontentements des Belges

Mais de la volonté à l'objectif, il y a parfois un écart trop important et à la fin des années 1820, malgré tous les efforts, notamment financiers effectués par Guillaume, il apparaît de + en + que son objectif d'amalgamer Belges et Hollandais dans un projet national commun s'apparente à un échec

a) L'échec de l'amalgame

Échec dû principalement à des **facteurs culturels**

Des personnes ont toutes les raisons de bien s'entendre et travailler ensemble mais ça ne passe quand même pas

14^e iconographie



Caricaturiste français, fin des années 1820

Un couple se bat

Le **ménage** est **prospère** (sur le plan matériel tout va bien)

La scène principale nous montre des **violences** conjugales (coups de chopes)

Cette caricature représente **la dispute continue entre Belges et Hollandais** à cause de différences gastronomiques (donc

culturelles)

Cette **opposition crée des conflits, des distensions permanentes** (entre Belges et Hollandais on ne s'entend pas)

En voulant multiplier les lieux d'échanges et de mélange entre les deux populations, Guillaume multiplie les occasions pour les deux populations de voir à quel point elles sont différentes l'une de l'autre

Cela crée cette opposition, ambiance de conflit continu

b) Les raisons des mécontentements

Sur cet aspect anodin, viennent se greffer du p.d.v. belge, un certain nombre de mécontentements (s'amalgament les uns aux autres pour constituer un faisceau d'opposition au gouvernement de Guillaume)

Les Belges vont manifester de façon de plus en plus ouverte et claire leur mécontentement face à Guillaume et son gouvernement

Tout ce qui se passe rejaillit sur l'image du roi (positif ET négatif)

- Facteurs administratifs

Guillaume favorise la noblesse, les individus qui lui sont proches et dans l'Etat néerlandais, **l'administration est aux mains de personnalités hollandaises**

Il n'y a qu'un fonctionnaire sur quatre qui est d'origine des départements belges, les autres viennent du nord des Pays-Bas (considérés comme étrangers)

Au fur et à mesure des années, **les Belges considèrent qu'ils sont gouvernés par des étrangers** (// Ancien régime, période française)

Le roi est hollandais, son entourage aussi

➔ Ordre du ressenti

Les Belges ont l'impression que les intérêts hollandais priment sur les leurs (faux in fact car c'est la Belgique qui en bénéficie le +)

- Facteurs linguistiques

Guillaume espère construire un Etat néerlandais, de fait, un des ciments les plus importants au nationalisme est de **partager une langue commune** (unification italienne, allemande)

Il tente donc de favoriser l'émergence d'une langue commune à l'ensemble du royaume des Pays-Bas

Il se retrouve face à une réalité qui va l'empêcher de réaliser son objectif et qui entraîne d'importants mécontentements

Cette réalité est celle du début du 19^e siècle qui voit la **coexistence** entre une langue de niveau international avec une forte réputation et une série de dialectes qui ont un impact local / régional au sein des Pays-Bas

En effet, entre 1815 et 1830 coexistent le **français** (grande langue internationale mais politiquement problématique car langue de la révolution) et **LES dialectes flamands / néerlandophones**

Guillaume tente d'opérer la même opération que celle réalisée par les rois de France : imposer la langue proche du roi à l'ensemble des habitants du royaume

Le néerlandais d'Amsterdam (parlé par Guillaume) se voit considérer comme **langue officielle**, administrative, **dont l'usage devient obligatoire**, au moins dans les territoires de culture néerlandaise

Cette langue est également **introduite dans l'enseignement** (secondaire, universitaire) et les francophones sont invités, si pas de l'utiliser de manière obligatoire, à la comprendre et à l'apprendre

Cette politique linguistique soulève un tolet dans les élites intellectuelles belges (N et F) dans la mesure où celles-ci ont pdt 20ans été habituées à l'usage du français pour désormais apprendre une langue qui n'est qu'un dialecte alors qu'ils préféreraient utiliser leur propre dialecte (attachement)

➔ **Rejet vif de cette politique linguistique, augmente le sentiment du fait d'imposer une culture, un mode de vie que l'on ne souhaite pas**

- Facteurs fiscaux

Guillaume est face à une **réalité problématique** (face à un outil fiscal de la Révolution française – l'impôts direct)

L'impôt direct pèse directement sur les propriétaires, proportionnellement à leurs propriétés (cadastre)

Ce dont Guillaume dispose pour payer sa politique (dispendieuse) sont ces impôts

Pour augmenter ses revenus, comme il s'appuie sur la noblesse, il ne peut pas trop augmenter ces impôts sur la propriété

Il faut alors taxer d'autres choses (idéalement pas les partisans de Guillaume – nobles – ni les industriels)

Il faut **taxer la population**

En 1820, quand on veut taxer la population, **on taxe les produits de consommation non essentiels** (tabac, viande, bière – mou et abattage des bestiaux)

Taxes considérées comme étant des taxes qui **visent essentiellement les Belges** (bière plutôt de conso belge et viande aussi)

➔ Ressenti comme oppression

- Facteurs religieux

L'Eglise catholique continue à revendiquer l'organisation de l'enseignement et parvient même (via des congrégations religieuses qui ont la liberté de s'installer en Belgique) à diffuser un enseignement primaire (les frères de la doctrine chrétienne) qui s'installent en Belgique et proposent un enseignement catholique

➔ Ces écoles sont fermées manu militari par le royaume des Pays-Bas

Incompréhension au sein de la population (pourquoi ferme-t-on des écoles qui accueillent gratuitement des élèves pour suivre une instruction et une éducation religieuse qui tient à cœur aux populations)

➔ **Augmente les ressentiments**

- Facteurs politiques

Guillaume s'est évertué à développer l'enseignement secondaire et universitaire et cette politique fonctionne, au-delà des espérances

Beaucoup de jeunes hommes, issus des classes de la petite bourgeoisie urbaine (artisans, fils de fonctionnaires ou de professions libérales) s'inscrivent dans ces établissements

Beaucoup arrivent à réussir et décrocher un diplôme (en masse à partir des années 1825 – 1828)

Ces **effectifs diplômés augmentent** (Hollande & Belgique)

Le **milieu professionnel** dans le royaume des Pays-Bas **reste monopolisé par la noblesse** (magistrature, barreau)

Un grand nombre de jeunes diplômés (bien formés, dynamiques) **ne trouvent pas les postes auxquels ils pourraient méritoirement postuler** (postes occupés par des individus qui n'ont même pas les compétences)

Ces diplômés désœuvrés **critiquent cette situation dans** les médias, **les journaux écrits** (se dvp car instruction se dvp aussi, demande ++)

Pour développer l'audience, plus une info est critique et négative plus elle est lue

Les jeunes diplômés critiquent le gouvernement dans des journaux (autorisé si reste anonyme, liberté de presse)

Mais quand on s'en prend à des individus (ministres, roi), leurs critiques deviennent des **délits de presse** (attaque personnelle, individuelle comparée à une attaque physique)

Un certain nombre de journalistes, à partir des années 1827-1828, qui s'en prennent non plus à des politiques au sens large mais commencent à **cibler** (ministre de la Justice et roi) sont poursuivis

Ils sont poursuivis dans le cadre d'un certain nombre de **procès** où le public peut assister, être présent

De plus, ces procès sont eux-mêmes retransmis dans la presse

→ L'agitation dans les villes devient importante

C'est d'autant + le cas que certains de ces journalistes sont **condamnés** (en l'absence de jury) à des peines de prison, de bannissement (chasser du royaume ces journalistes)

Certains trouvent d'ailleurs refuge à Paris

- Facteurs sociaux

Problèmes sociaux dans certains lieux en particulier (certaines villes belges où s'est dvp l'industrie textile artisanale – Bruxelles, Gand, Tournai, Mons, Liège)

À partir des années 1820, la **mécanisation se développe et les industries s'installent plutôt à proximité des charbonnages** (et non plus dans les villes, près des ateliers)

→ Délocalisation de l'industrie (pas niveau mondial mais national)

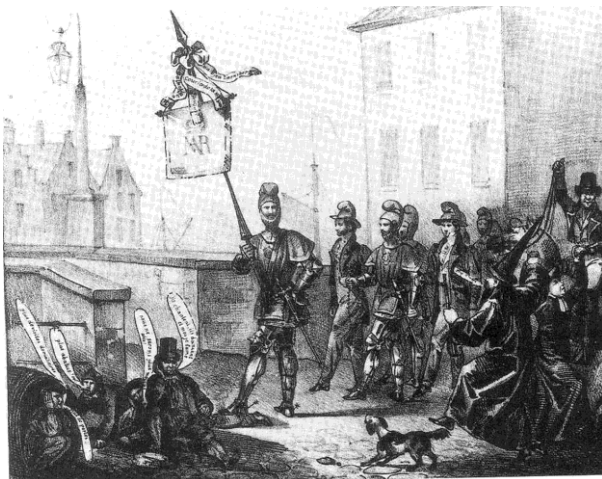
On installe des usines avec des machines à proximité de régions charbonnières (confection ne se fait plus dans de petits ateliers artisanaux)

Dans les villes, il y a une **forte population ouvrière qui ne trouve plus de travail** (population peu qualifiée, payée journalièrement jusque-là)

La population en veut à Guillaume, à son gouvernement

Crise particulière aigue en hiver 1829-1830 car les réserves de céréales sont vite épuisées et le prix des matières premières explose (valable à Bruxelles et ailleurs en Europe, notamment à Paris)

15^e iconographie



Caricature hollandaise qui **perçoit les insatisfactions exprimées en Belgique**

Montre qu'elles sont **perçues depuis la population hollandaise** et permet de comprendre comment elles sont comprises par la population hollandaise (mesure la fracture entre Hollandais et Belges)

Pose le décor qui pourrait être Anvers : mâts, architecture brabançonne → petite ville de Flandre (Bruges, Gand)

On peut distinguer **trois groupes de personnes**

Premier groupe (bas à gauche)

Ils se lamentent, râlent et ne font rien (« on ne veut plus être abattus » - taxe sur le droit d'abattage)

Représente le ras-le-bol des Belges qui se sentent persécutés

Deuxième groupe (droite)

Chaque personnage renvoie à un journal

Ecclésiastique : *Catholique des Pays-Bas*

Cavalier : *Courrier de la Meuse*

Magicien : *Le Mathieu Lansberg*

Ces trois journaux (titres présents sur l'étendard) attaquent le gouvernement

Insiste sur le **côté agité** des trois acteurs (s'agitent pour rien, font du bruit)

Troisième groupe (arrière-plan)

Habits plutôt recherchés / armure = quelques députés des Etats généraux (représentants des provinces belges)

Transmettent les ressentiments des Belges vis-à-vis de toutes ces mesures (les font remonter au niveau politique)

Le caricaturiste **discrédite ces députés** : le bonnet phrygien (renvoie aux principes républicains d'égalité)

➔ Ce qu'ils disent, ils le disent car opposés au roi par principe

En résumé, l'**opposition belge est parfaitement incarnée par le personnage central** (accoutrement anachronique) : un chevalier, Don Quichotte

Les Belges, se sont Don Quichotte (il veut vivre des aventures héroïques comme les grands chevaliers du Moyen-Age et veut accomplir des épreuves extraordinaires alors qu'il est déphasé, victime d'hallucinations), ils hallucinent

Ils vont subir le même sort que lui, éveil douloureux

Le petit chien (avant-plan) renvoie et renforce cette réf à Don Quichotte (chien qui aboie ne mord pas)

➔ **Les Belges n'ont aucune raison de se plaindre**

Ces hallucinations risquent de leur faire + de mal que de bien

c) L'union des Belges

Campagnes de pétitionnement durant l'hiver 1829-1830 (faire le tour des maisons pour critiquer le gouvernement) à l'initiative de l'Eglise

Chapitre 5 – La Révolution de 1830

1) Les troubles de Bruxelles

a) La contagion révolutionnaire

Agitation, qui se maintient, en 1830, sur laquelle vient se greffer un évènement qui a des répercussions internationales :

La Révolution de Paris (met fin au règne de Charles X) – Les trois glorieuses – qui met fin à une monarchie très autoritaire et voit l'arrivée sur le trône en France de Louis-Philippe d'Orléans et un régime + parlementaire, constitutionnel

Grâce à la presse, ces faits sont connus très rapidement, encore plus à Bruxelles où le régime sévère de Charles X a poussé à l'exil un certain nombre de journalistes

Cette ambiance révolutionnaire française est assez vite transmise à Bruxelles (car colonies françaises)

On peut parler de **contagion** car une ambiance contre le pouvoir en place était déjà bien présente à Bruxelles et cette ambiance est renforcée par les évènements qui se sont produits à Paris

Dans un certain nombre de cercles bruxellois, il y a l'envie de faire comme à Paris, qui apparaît comme un modèle, un espoir à mettre en application

b) La crise économique

Cette contagion s'installe dans un contexte économique qui reste difficile

L'ambiance est toujours morose

Sur le plan industriel, les ouvriers des villes belges voient leur **travail concurrencé par les industries mécaniques**

➔ Climat très tendu à Bruxelles

Mais rien de très violent jusqu'à début août

Le **pouvoir en place** reste **très confiant**, incompréhension vis-à-vis des mécontentements belges et donc pas de prise de conscience de l'ampleur du problème

c) L'émeute du 25 août

Ceci se marque à la fin du mois d'août, dans une volonté de faire comme si de rien n'était et d'organiser, comme prévu, des festivités en l'honneur du roi, pour son anniversaire (maintenues pour éviter de montrer une certaine faiblesse)

Grand spectacle à l'opéra de la Monnaie à Bruxelles en accueillant l'opéra de la muette de Portici

Cet opéra raconte l'histoire d'une révolte (romantique) des napolitains contre le roi d'Espagne

L'arrière-fond de cette histoire romantique est une **révolte politique** (se termine mal)

Tout le monde est conscient du **parallèle possible** à la situation belge mais les politiques sont confiants

Cet opéra attire un grand nombre de membre de la bourgeoisie bruxelloise (activité culturelle par excellence)

Lors des scènes les plus patriotiques, le public reprend en cœur les airs enflammés de la troupe, et à l'entracte, **le public sort de l'opéra** et ne revient pas pour la fin du spectacle, **se rue en ville sur tout ce qui symbolique l'autorité hollandaise**

Casser les vitres des propriétaires de journaux pro gouvernementaux, des résidences des ministres, etc.

En début de nuit, les désordres tournent en véritable pillage (un certain nombre de personnes désœuvrés en profitent pour voler des biens dans les magasins)

Les autorités ne parviennent pas à rétablir l'ordre pendant la nuit

Le bourgmestre de Bx s'enfuit, les troupes armées n'osent pas intervenir et restent coincées dans les casernes

➔ Anarchie, chaos

2) L'installation de la garde bourgeoise

a) La fuite des autorités hollandaises

Le lendemain matin, face à cette situation, **les bourgeois** (propriétaires qui ont des magasins, entreprises à Bx) **prennent peur et décident de s'organiser et de former une troupe de civils** pour protéger les propriétés

Ils se rendent à l'hôtel de ville, où se trouvent les armes, et constituent des patrouilles

Pour se distinguer, ils **reprennent les vieilles couleurs de la révolution brabançonne** de 1789 (noir, jaune, rouge) pour montrer qu'ils font partie de cette garde civile qui a comme mission d'assurer l'ordre

C'est ainsi que les couleurs brabançonnnes, qui deviennent **les couleurs belges se diffusent**

Par la presse, dynamique et rapide, les événements de Bx sont connus très vite dans la plupart des villes importantes de Belgique et la peur des désordres face à l'incapacité hollandaise d'assurer l'ordre, provoque les mêmes effets ailleurs dans les provinces belges :

Partout, à titre préventif, des gardes bourgeois s'installent (troupes de civils qui assurent l'ordre)

Reprennent les couleurs noir – jaune – rouge qui deviennent les **couleurs de la garde civile**

Les autorités hollandaises ne savent pas comment réagir par rapport à cette prise de pouvoir (de la rue ou de la bourgeoisie)

b) L'envoi des délégations

Un certain nombre de villes, dont Bruxelles, envoient auprès du roi Guillaume des **délégués** pour voir ce qu'il s'agit de faire car les autorités légitimes sont paralysées ou absentes

Vide de pouvoir occupé par ces gardes bourgeoises sans légitimité

Cette délégation arrive début septembre et certains en profitent pour tenter un marchandage (garder le pouvoir qu'ils ont pris)

Ces délégations sont **ignorées par le roi**, humiliées par l'entourage royal

3) Les combats révolutionnaires

a) L'intransigeance de Guillaume Ier

Le roi fait vite comprendre qu'il ne négociera pas avec des révoltés et que les gardes civils ont intérêt à déposer rapidement les armes sinon ils seront traités comme des révolutionnaires et une répression dure pourrait être exercée

Les délégations reviennent en Belgique avec ces messages d'intransigeance et le discours change au sein des bourgeois

Ils se fédèrent, établissent des liens entre eux pour lancer une **nouvelle revendication** auprès de Guillaume : demander la fédéralisation du royaume des Pays-Bas

Séparation administrative entre le nord (gouverné selon les intuitions prévues par la Constitution) et le sud (gouverné par un gouvernement dont les membres seront tous belges, s'appuyant sur des instances représentatives belges mais en gardant la souveraineté du roi Guillaume)

b) Les combats de septembre

Cette proposition apparaît saugrenue aux yeux de Guillaume, il décide de mettre fin à la récréation et il envoie son fils pour mater la révolution en réinstallant l'autorité hollandaise à Bx (septembre)

Il envoie une troupe qui lui semble suffisante, avec la difficulté que cette armée néerlandaise est composée de Hollandais comme de Belges (pas sûr)

Guillaume part du principe que la vue de cette armée va faire peur et que les bruxellois vont cesser leur opposition

Les premiers moments lui donnent raison

La troupe part de Hollande, arrive en Belgique par le nord, aucune opposition, ni résistance, elles sont même bien accueillies

Au plus les troupes s'avancent dans le centre de Bx, au plus l'opposition est forte et violente

Sans prendre de précautions, les Hollandais entrent au cœur même de la ville où ils font face à plusieurs journées de combat très dures avec un rapport de force qui tourne progressivement à l'avantage des révolutionnaires (combats connus dans le reste du pays avec des délégations, corps armés envoyés à Bx)

Plus les jours passent, plus les Hollandais se retrouvent en infériorité numérique, même si militairement ils sont supérieurs

Les troupes hollandaises se retrouvent **encerclées** au sein du **parc royal de Bx** où les troupes hollandaises finissent par quitter Bruxelles et révéler leur défaite face aux insurgés belges

c) La proclamation de l'indépendance

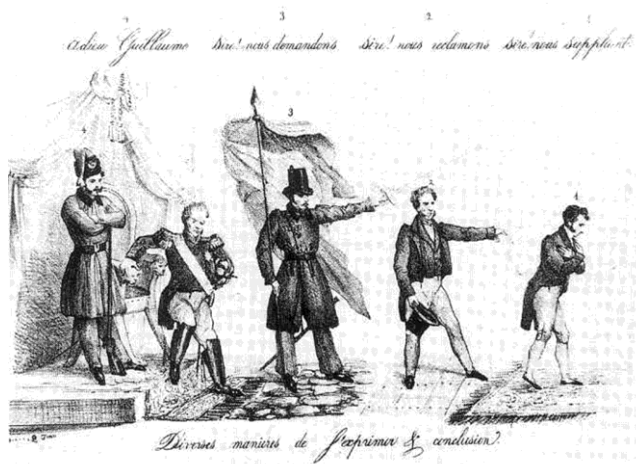
Une frontière a été dépassée, le sang a été versé et pour les révolutionnaires il n'est **plus question d'accepter la souveraineté de Guillaume**, qui a envoyé des hommes tirer sur ses sujets

Le 4 octobre 1830, les révolutionnaires belges mettent en place un **comité de gouvernement provisoire** qui **proclame l'indépendance de la Belgique** par rapport au royaume des Pays-Bas et la volonté de construire un pays dont le souverain ne peut plus être Guillaume (car a fait verser le sang)

On assiste à une **révolution par étapes** où le **patriotisme**, nationalisme n'est **pas l'élément moteur** de départ mais finalement la déclaration d'une indépendance est le résultat d'une succession d'évènements (>< révolution américaine)

Cette révolution se fait avec **volonté de gagner de la liberté et des droits politiques** plutôt qu'une révolution pour être indépendant d'une force étrangère

16^e iconographie



Se lit de droite à gauche

Montre l'attitude progressive d'un homme qui est censé incarner la population belge et qu'on retrouve aux quatre étapes de cet évènement, évolution

1 – homme soumis (position de soumission)

On peut imaginer que devant lui se trouve le roi Guillaume

« *Sir, nous supplions* »

➔ Réclame la clémence du roi par rapport aux différentes plaintes, revendications

Avant 25 août, au moment où toutes les plaintes se font entendre

2 – redressé par chapeau en main donc respect

« *Sir ! Nous réclamons* »

Émeutes du 25 août et la reprise des événements par les Belges eux-mêmes (ont de quoi négocier et peuvent donc réclamer)

Le personnage tient une feuille de texte en main (délégation)

3 – le Belge ne retire plus son chapeau, prêt à discuter « d'homme à homme », ne conçoit plus de situation inégalitaire

Drapeau belge (revendication devenue belge – demande de séparation administrative)

Guillage envoie des troupes

Armée, épée en main

« *Sir ! Nous demandons* »

Le roi ne veut pas l'entendre

4 – Guillaume est chassé du trône (exacte inverse de la représentation de Guillaume)

Le révolutionnaire s'appuie de manière assez détendue sur son fusil

« *Adieu Guillaume* »

Belgique a proclamé son indépendance et Guillaume est chassé (la révolution a eu lieu)

On voit cette révolution en différentes étapes qui **met fin au royaume des Pays-Bas et qui lance le processus de création de l'Etat belge**

Deuxième partie – L'Etat belge

Chapitre 1 – La naissance de l'Etat belge

A) Une reconnaissance internationale fragile

L'opportunité existe de créer un Etat (mais pas from scratch)

Il faut **assurer la reconnaissance de l'Etat belge**

Les révolutionnaires n'ont pas les cartes en main, dans la mesure où le Congrès de Vienne avait souhaité redessiner la carte politique de l'Europe une fois pour toute

Et les grands monarques européens (Tsar de Russie, Empereur d'Autriche, roi de Prusse) avaient émis le vœu qu'il y ait le respect du statu quo, respect la situation telle qu'elle était définie en 1815 pour des siècles et siècles

15ans après ce Congrès, les Belges viennent modifier cette carte en créant de toute pièce un Etat (problème international)

Pendant quelques mois et années, l'existence de la Belgique est très fragile et dépendante de la bonne volonté des puissances européennes

Ce sont ces puissances qui vont imposer les choix les plus importants pour l'Etat belge

Ce sont les grandes puissances qui imposent le choix du monarque (début 1831) et vont définitivement déterminer les frontières de l'Etat (suite à des traités internationaux négociés en 1831 et 1839)

1) La conférence de Londres (décembre 1830 – janvier 1831)

Guillaume a besoin de pays extérieurs (incapacité de rétablir son autorité seul)

Il demande à la **Russie, la Prusse, l'Autriche, la Grande-Bretagne** de faire ce qu'ils ont promis et de fournir une aide pour rétablir l'autorité de Guillaume (dans le but de maintenir la situation en l'état)

Une réunion diplomatique est nécessaire

Elle s'ouvre à Londres en **décembre 1830**

17^e iconographie



Ours polaire (blanc) = **Russie** (puissant et effrayant)

Renard = **Angleterre** (ruse, intelligence manipulatrice – diplomatie très variable – perfide Albion)

Lapin = **France** (gourmand – impérialisme français avec Napoléon)

Cheval = **Prusse** (cavalerie très dvp – roi Frederic Guillaume III)

Singe = **Autriche** (le plus intelligent des animaux – politique habile – empereur François Ier)

La décision se prend autour de cette table, par ces 5 puissances et non par les pays concernés

On montre que ce problème entre Belges et Hollandais est décidé par les 5 puissances

Les deux pays concernés sont retenus de part et d'autre de la pièce, attachés : comme deux enfants lors d'une dispute et ils n'ont pas leur destin en main mais imposé par les puissances

Belgique = dindon

« Le dindon de la farce est le pigeon de l'histoire »

Les révolutionnaires ont le droit à créer leur pays et ils n'ont pas à voir leur destin volé par d'autres

Hollande = chien, dog agressif

La **Belgique** est **doublement victime** : victime de l'agressivité hollandaise et victime d'une décision qui la concerne au premier chef et qui va être prise par d'autres

Elle est davantage victime au regard de la position adoptée par les différentes puissances autour de la table

La Belgique **n'a que la France de son côté** (que lapin)

La France de Louis-Philippe est **très favorable à l'indépendance de la Belgique** dans la mesure où ce pays reste très proche (intervention et annexion faciles)

Les autres puissances européennes ne veulent absolument pas que la France récupère la Belgique d'une manière ou d'une autre, toutes sont opposées à l'indépendance de la Belgique

Mais, distance géographique qui ne fait qu'aucun d'entre eux se sent capable d'intervenir sauf la Russie qui **promet à Guillaume d'intervenir dans les Pays-Bas pour rétablir sa souveraineté**

La promesse est faite, **l'armée se prépare**, met un peu de temps, les préparatifs sont en route

Angleterre a une attitude bcp **plus ambiguë** et ambivalente

Aspect + de l'indépendance belge : **plus facile à concurrencer**

Le royaume des Pays-Bas était devenu un concurrent (grâce au dvp de l'industrie de Guillaume, marine hollandaise) économique dangereux pour la G-B

Le morcèlement du pays assure, pratiquement de façon définitive, la supériorité britannique dans l'économie européenne, au moins pour quelques temps

MAIS

Condition absolue à une indépendance éventuelle de la Belgique :

La Belgique ne doit pas revenir aux mains des Français

Le pays doit être neutre (ne peut pas être annexé), **absolue neutralité**

Les pays européens devront donc défendre la Belgique en cas d'invasion

Décision acceptée en janvier 1831, la Russie réservant son accord (se donne le droit d'intervenir contre l'indépendance belge) mais ne le fera pas car Pologne

En **novembre 1830**, la Pologne s'est révoltée et durant toute l'année 1831, la Russie est occupée à réprimer cette révolution dans le sang

Les troupes prévues pour la Belgique restent coincée en Pologne

La Belgique garde son indépendance dans un contexte international extrêmement fragile

Tout s'est joué sur un fil (reconnaissance internationale très fragile)

2) Le choix du monarque (février – juin 1831)

La conférence de Londres estime qu'elle aura son mot à dire quant à la détermination de l'identité du chef de ce nouvel Etat, considérant que cet **Etat ne peut prendre d'autre forme que celle d'une monarchie**

Apparaissant en 1830, notre pays ne pouvait prendre comme forme politique qu'une monarchie (chef d'Etat = une seule personne, dont le règne serait stable)

Mais gros problème car il n'existe **pas de famille dynastique propre à la Belgique**, pas un roi ou reine ayant régné de manière éloignée dans le temps chez qui on pourrait aller chercher un nouveau membre pour régner

Cette **personnalité** doit être **considérée fiable**, avec une certaine **reconnaissance internationale** et qui **doit incarner la neutralité**

La Belgique joue un rôle d'équilibre européen (jusqu'à aujourd'hui – le rôle est de s'assurer qu'il n'y ait pas d'avantages plus importants pour certains pays que pour d'autres)

Le monarque doit convenir aux grandes puissances européennes

Or, ce sont les Belges qui doivent choisir ce monarque

a) L'élection du Duc de Nemours (février 1831)

Lorsque la constitution a finalement été adoptée, le Congrès doit prendre le choix du monarque

Le premier choix qui est fait est le fils de leur principal allié : les congressistes belges choisissent le **Duc de Nemours** (fils de Louis-Philippe) et qui apparaît comme intéressant (jeune, dynamique, bon militaire)

Choix **soutenu par le monde économique belge** (exportation)

Cette élection **ne peut pas passer** car la G-B s'y oppose fermement (dessein d'une union Fr-Belg)

Sous la pression anglaise, Louis-Philippe doit refuser l'offre faite à son fils de devenir roi des Belges

b) Le choix obligé d'un Régent

Le Congrès choisit un régent dans l'urgence (pas le roi mais exerce ses pouvoirs en son nom pour une durée limitée)

Régent **choisit de façon presque mathématique** : membre du Congrès le plus vieux, ancien

Surlet de Chokier (aristocrate liégeois), proche des orangistes

Dans cette période **de mars à juin 1831**, la Belgique est dans une **situation très instable** (Constitution mais pas validée par un roi)

Internationalement, diplomatiquement parlant, la Belgique n'existe toujours pas

Situation critique, il faut trouver un individu qui coche toutes les cases

c) Le consensus autour de Léopold (juin 1831)

Prince allemand, à Londres

Léopold de Saxe Cobourg (exilé à Londres car s'était marié à une héritière de la couronne britannique mais décédée en couche, il a obtenu une pension)

Personnage intéressant car **nombreuses relations en G-B** (mais PAS anglais)

Il est **d'origine allemande** (rassurant pour la Prusse et Autriche)

Russie ok car **a servi dans les armées russes contre Napoléon**

→ Personnalité foncièrement anti-bonapartistes et contre les Français (rassure les grandes puissances)

Pour établir un lien utile avec la France, il suffit de **conclure un mariage**, permet à la Belgique d'avoir un roi (assure un consensus des pays européens autour de l'indépendance de Belgique)

La Belgique devient vivable (Louise Marie rend vivable le pays)

Le **21 juillet 1831**, Léopold prête serment de respecter la Constitution belge et devient roi (acte de naissance de la Belgique)

3) La fixation des frontières (juin 1831 – 1839)

a) Le traité des XVIII articles (juillet 1831)

Après la prestation de serment, Léopold se met au travail et négocie ce qui doit constituer le nouveau point de repère pour la Belgique en 1831 : un **traité qui doit établir la frontière entre la Belgique et la Hollande** (Pays-Bas) car séparation effective

Léopold négocie, avec l'appui des puissances internationales, et obtient dès **juillet 1831**, le traité des XVIII articles

Ce traité offre à la Belgique une situation favorable car ses frontières **intègrent** des territoires – **grand-duché de Luxembourg** actuel et **duché du Limbourg**

b) L'invasion de la Belgique (août 1831)

Le traité est **négocié par Léopold** mais cette victoire diplomatique belge entraîne la **profonde** irritation, la **colère** de **Guillaume d'Orange** (a eu le temps de réorganiser ses troupes, constituées de soldats hollandais uniquement)

Face au succès belge, il **lance ses troupes sur la Belgique** à partir du mois **d'août 1831** et il **refuse de signer le traité des XVIII articles**

L'armée belge, à peine constituée, est incapable de faire face

On accuse même certains militaires de traîtres, proches des milieux orangistes

L'armée hollandaise se dirige droit vers Bruxelles et il ne fait guère doute que le pays va être envahi

Guillaume espère que malgré les promesses faites, aucun pays n'intervienne pour défendre la Belgique (aucun pays n'est intervenu pour défendre les intérêts hollandais en Belgique, malgré la promesse russe – Guillaume compte sur cette même indifférence)

Léopold, quant à lui, **demande l'aide internationale**, l'aide de la France

Louis-Philippe envoie une armée en Belgique pour défendre l'indépendance, l'intégrité du royaume voisin

Guillaume abandonne sans affrontement avec l'armée française sur le sol belge

Il faut **renégocier le traité** prévu (but = mieux assurer l'indépendance de la fragile Belgique)

c) Le traité des XXIV articles (novembre 1831)

Les grandes puissances imposent un **Traité plus favorable à la Hollande** (pour obtenir l'accord de Guillaume) en **novembre 1831**

Ce traité cède le Limbourg aux hollandais et attribue à titre personnel le gd duché de Luxembourg à Guillaume (en tentant de l'aguicher)

Néanmoins, **Guillaume refuse de signer le traité des XXIV articles** (veut toute la Belgique) et **continue à ne pas reconnaître l'indépendance de la Belgique**, cette dernière se voit forcée à rester en **état de guerre permanent** durant toutes les années 1830 (Guillaume faisant continuellement peser une menace, soit d'invasion du pays, soit de coup d'Etat)

Jusqu'en 1838, **Guillaume** refuse toujours de signer ce traité et seront instaurées divers **coups d'Etat orangistes** en Belgique

Toutes ces tentatives échouent et en **1838**, **Guillaume accepte enfin de signer**

Ce traité sera **formellement valide** en **1839** et seulement alors le Limbourg hollandais et Grand-Duché quittent l'espace belge (administrés par la Belgique entre temps)

Durant ce contexte des années 30, l'indépendance belge est très fragile et le destin de ce pays aurait pu tourner très différemment

B) Une Constitution libérale modèle

1) Le processus d'adoption de la Constitution

Constitution adoptée en 2 mois (très rapide !)

Le **processus d'élaboration** se veut appuyé sur le **principe de la souveraineté nationale**

La Nation va déléguer un certain nombre de citoyens pour réfléchir, examiner et adopter des dispositions constitutionnelles

Le gouvernement provisoire, à l'issue de ce processus, se retirera pour laisser la place à un gouvernement légitime, qui s'appuie sur le soutien du Congrès national

Ce Congrès sera composé de 200 membres

Le gouvernement provisoire décide du caractère particulier du scrutin qui doit mener à la désignation des congressistes et choisit un système mixte

Corps électoral réduit à des **personnes fiables** (soit des propriétaires, soit des diplômés)

Système plus démocratique que le système hollandais mais très **peu démocratique** car le droit de vote est réservé à un peu + de 46.000 électeurs sur 4M.

Système censitaire et capacitaire

40.000 inscrits (6.000 refusent de participer, des orangistes pour la plupart)

La grande majorité de ces notables soutient la révolution mais ils ne se rendront pas tous aux bureaux (- de 30.000 votants)

L'assemblée est composée à partir de la **fin du mois de novembre** :

238 individus qui vont siéger au sein de ce Congrès national

Ils sont avant tout notables, grands propriétaires, plutôt juristes, quelques prêtres (assemblée relativement conservatrice)

- ➔ Fracture entre ceux qui ont vraiment participé aux combats révolutionnaires (peu ont décidé de la forme constitutionnelle de la Belgique) et ceux qui restent les puissants et qui décident

Pour préparer le travail, une commission établit les grandes lignes

Différence de perception entre cette commission bcp + progressiste et le Congrès plus conservateur

Le résultat est un compromis entre une tendance progressiste, radicale et les conservateurs

2) Les principales caractéristiques et sacralisation de la Constitution

Grands principes

L'inspiration de ce Congrès est la **constitution française de 1795** (dans les idées, dans les choix importants) : « République monarchique »

On insiste surtout sur le phénomène de la **séparation des pouvoirs**

Dans la **Constitution de 1831**, les trois branches du pouvoir ont des **missions bien distinctes** et chacun à une **origine différente**, distincte

Corps législatif élu

Pouvoir exécutif aux mains du roi avec une origine héréditaire

Pouvoir judiciaire nommés à vie par le pouvoir exécutif

➔ **Trois pouvoirs strictement distincts**

La volonté est de laisser chaque branche du pouvoir dans sa fonction, sans interférence

Stricte séparation des pouvoirs, incarnée par la **colonne du Congrès** (Bx) : roi au sommet, nom des membres du Congrès national, bien indépendants, distants

Centralisation des pouvoirs, se distancier du modèle de la révolution brabançonne (république des Etats-Belgique unis avec son système confédéral)

Constitution **plutôt centralisatrice** (décisions prises à Bx au sein du pouv exécutif et doivent s'appliquer de manière hiérarchique dans les 9 provinces)

Les 9 provinces sont représentées au bas de la statue

Provinces subordonnées au pouvoir central (pas de confédéralisme)

Élément fédérateur de ce nouvel Etat belge (réuni tous les membres du Congrès national) : **absolue protection des libertés**

Constitution belge de 1831 = libérale

Dans le sens premier du terme (protège les libertés)

4 statues pour les 4 grandes libertés (base)

Liberté de presse : les journalistes peuvent exprimer ce qu'ils veulent et parfois même attaquer violemment et personnellement des membres du pouvoir politique

Liberté de culte : Eglise catholique se trouvant à une place favorable mais pas la seule religion

Liberté d'association : chacun peut former l'association qu'il veut, avec des objectifs politiques ou culturels

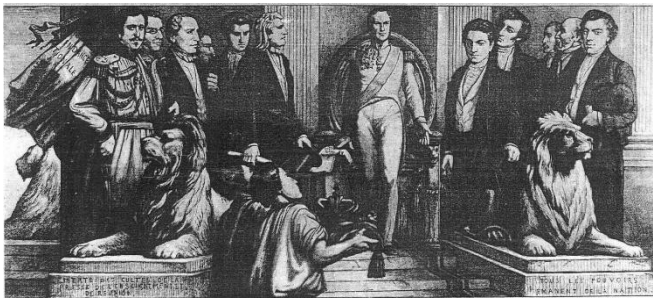
Liberté d'enseignement : il est possible à chaque citoyen d'organiser comme il le souhaite l'enseignement de ses enfants

Liberté linguistique : opposition à l'imposition de toute langue au sein du nouvel Etat belge (permet en pratique l'extension de l'usage du français, même si cet usage n'est pas imposé comme sous la période française), le français devient la langue usuelle du nouvel Etat (même si pas indiqué dans la Const)

La monarchie limitée

La Constitution **bride le pouvoir monarchique**, on parle parfois de monarchie républicaine (pouvoir du roi très limité)

18^e iconographie



Le roi est loin d'exercer un pouvoir autoritaire et personnel

Attributs habituels de la royauté : **trône**, **couronne** loin du roi (habituellement à proximité de sa personne)

La couronne **n'appartient pas au roi** mais **au peuple**

Manches retroussées donc travailleur (membre du peuple – anonyme – représentant le peuple)

Représentation de la souveraineté nationale, populaire

C'est au peuple qu'appartient le pouvoir fondamental

Le peuple confie cette tâche à un personnage en particulier : Léopold qui peut alors devenir souverain, après avoir prêté serment

Il jure de respecter la Constitution, les lois du peuple belge et qu'il va défendre l'intégrité du sol national (texte du serment constitutionnel royal)

Il doit prêter le serment **AVANT** de devenir roi, sans ce serment, il n'est rien (même pas citoyen belge)

Il peut alors prendre la couronne, la mettre sur sa tête et se saisir du sceptre

Monarchie qui est une **délégation**, le peuple délègue son pouvoir au roi qui peut l'exercer

Reprend le principe de monarchie à l'anglaise (on se distingue fort des monarchies absolues)

Première limite à cette monarchie symbolique mais importante

Dans la pratique, le pouvoir royal est particulièrement limité par la Constitution (pouvoirs **strictement** attribués au roi)

- **Nommer et révoquer les ministres** (le roi est responsable du gouvernement) mais les ministres sont responsables devant le Parlement (doivent obtenir leur soutien)

Pouvoir le plus important du roi mais déjà limité

- **Commander l'armée** (pas très constitutionnel mais tradition)
- **Peut attribuer des titres de noblesse** mais cette distinction ne peut être assortie de privilèges (plutôt de type honorifique)
- **Valider les textes de roi** : sanctionne la loi (signer) – mais n'a pas le choix, pas d'avis à donner, pas de droit de veto (plutôt de type administratif)
- **La personne du roi est inviolable** : ne peut pas être traduit en justice (une telle procédure entraînerait la paralysie du système belge, y compris dans sa vie intime et personnelle)

En dehors de ces compétences attribuées au roi par la Constitution, celui-ci va encore exercer toute une série d'**actes publics** comme prononcer des discours, effectuer des visites, rencontrer des personnalités : **actes pour lesquels il doit nécessairement avoir l'accord d'un membre du gouvernement** (contresignification ministérielle)

Un acte signé par la seule personne du roi ne vaut rien

Le ministre qui contresigne prend donc la responsabilité de l'acte posé par le roi devant le Parlement

Monarchie très limitée, surtout au regard du contexte international de l'époque

// G-B (mêmes principes)

- ➔ Refroidit l'enthousiasme de Léopold Ier quand il lit la Constitution assortie à sa nouvelle fonction de roi des Belges

Néanmoins, durant les 20 premières années de son règne, Léopold bénéficie de compétences qui dépassent celles prévues dans la Constitution

Ex : domaine diplomatique et militaire (aucune personnalité civile qui puisse obtenir de meilleurs résultats de Léopold – contacts et codes)

- ➔ **Ministre de la guerre** (Léopold choisit des généraux étrangers) et **ministre des Affaires étrangères de la Belgique**

Dans les faits, la Constitution limite très forts les pouvoirs du roi mais Léopold réussit à les étendre

Place des gouvernements

Gauche : gouvernement provisoire

Droite : premier gouvernement nommé après la Constitution

5 ministères principaux en Belgique en 1831 : guerre, finances, justice, intérieur, affaires étrangères

Depuis, ce système a été copié par divers autres

L'intérêt de la monarchie belge est qu'elle **transpose dans un texte constitutionnel ce système de monarchie dirigée**

Bicaméralisme à la belge

Le pouvoir législatif est exercé par un parlement qu'on dit bicaméral (nombreux débats)

Sénat et Chambre (// Amérique) → **système bicaméral et censitaire**

(On veut s'écarter le plus possible du système français, monocaméral)

Aux USA, le Sénat représente les différents Etats

On s'inspire de la G-B avec la Chambre des Lords

Mais en Belgique de 1831, la noblesse ne bénéficie plus de privilèges

On offre donc une **position avantageuse, privilégiée, à ceux qui ont atteint une position sociale importante par leur fortune** (donc l'ont mérité)

On considère qu'avoir atteint un certain niveau de fortune donne des garanties sur les compétences ou les capacités de ces personnes

Calcul politique : s'assurer la participation des plus grandes fortunes au régime (paient les plus gros impôts car calculés en fonction de l'importance des patrimoines)

Le Parlement est alors divisé en deux chambres : Chambre des représentants composée de **membres élus par des électeurs** qui doivent répondre à des conditions censitaires (payer un impôt minimum, inscrit dans la Constitution – 20 florins = impôt payé sur un gros domaine agricole ou une grande maison de maître en ville – donc propriétaire très aisé)

Pour être élu à la Chambre, il ne faut répondre à aucune condition de fortune (tout belge, de sexe masculin, de 25ans min)

On peut donc imaginer un.e député.e qui ne remplit pas les conditions pour être simple électeur

Au Sénat, plus luxueux et cossu, c'est l'inverse

Pour être élu au Sénat, il faut remplir des **conditions très sévères** (impôt de plusieurs milliers de florins – seulement quelques centaines d'individus à remplir ces conditions)

75 sénateurs sur environ 500 personnes éligibles

Les électeurs sont les mêmes que pour la Chambre

Les grosses fortunes du royaume, parfois voire majoritairement des nobles, se retrouvent au Sénat

Ce Sénat à la belge présente donc une certaine originalité

Dans les principes, on ne privilégie plus la noblesse car elle est la noblesse (>< G-B)

Mais dans les faits, c'est pensé pour la noblesse

➔ Hypocrite mais offre à la Belgique une garantie de survie (peut bénéficier de l'appui de la haute noblesse qui y trouve son intérêt)

Le **Parlement belge** – tant qu'il est composé de cette manière par la Chambre et le Sénat et élu par des électeurs censitaires – est un **système qui favorise les intérêts des milieux financiers belges**, des fortunes

Un pouvoir judiciaire indépendant

Avant, le pouvoir judiciaire était à la botte du monarque (tous les magistrats devaient leur nomination au monarque)

Mais le constituant belge veut un autre système, il **veut assurer à la magistrature une parfaite indépendance**

Il offre cette parfaite indépendance en insérant dans la Constitution deux principes importants :

- **Magistrats nommés à vie** (pas révocables sauf **énorme** faute – « il faut tuer père et mère »)

On ne prévoit même pas de mise à la retraite des magistrats

- **Inamovibilité du magistrat** (personne ne peut le forcer à bouger)

Magistrat complètement indépendant (échappe à toute force d'influence, de pression ou autre)

19^e iconographie



Ressemble presque à une allégorie

Représente l'indépendance et donc le **grand pouvoir du monde judiciaire**

Symboles belges

La Constitution, qui apparaît comme sacrée après 1831, il est extrêmement compliqué de la modifier (une législature peut décider des articles à modifier, entraîne la fin de la session et l'obligation de désigner un nouveau parlement, qui lui va modifier les articles choisis)

Constitution sacralisée

Constitution soutenue par une jeune femme = Belgique avec les symboles nationaux (lion, drapeau belge)

Belgique vue comme jeune, visage noble, élégant, distinguée, naturellement belle

Et solide, corpulente, en bonne santé, assises puissantes

Soutenue par différents acteurs (hommes qui occupent les fonctions publiques)

Fonctions importantes pour soutenir la Belgique

- **Agriculture** (gauche)
- **Industrie** (métallurgie) (droite)

= deux piliers économiques

- **Magistrat** (en dessous de la Const) pour porter le droit dans le territoire de la nouvelle Belgique (s'assurer que le droit va s'imposer, que la Constitution est respectée)
 - **Armée** (tient le drapeau avec une armure de cavalier)
 - **Garde civile** (maintient la sécurité à l'intérieur du royaume)
- ➔ **La Belgique se distingue des Etats du 19^e siècle**

Chapitre 2 – La naissance et le développement des partis politiques

Actuellement : participatie

En 1830, il n'y a **pas de parti politique en Belgique** (n'existent pas dans la Constitution mais ce sont eux qui décident)

A) La rivalité entre catholiques et libéraux

1) Un régime électoral censitaire

Les députés et sénateurs sont élus par un corps électoral très réduit

Dans le régime électoral mis en place, censitaire, il faut payer un cens de 20 florins

En 1831, on vote une loi électorale qui précise le déroulé des élections :

Le seuil de 20 florins est un minimum, qu'on peut augmenter selon les régions jusqu'à 100 florins (les propriétés ont plus de valeur dans les villes, donc plus cher)

La loi électorale de 1831 **privilégie les campagnes** où il sera plus facile d'être électeur (on paie le minimum constitutionnel)

On **réduit fortement la base électorale** (à peine 1% de la population) MAIS il n'y a pas de partis politique

Léopold Ier peut donc exercer son pouvoir arbitraire de choisir ses ministres (il les choisit plutôt parmi les conservateurs, notables, surtout dans les campagnes et qui vont soutenir ce que le roi souhaite)

2) Un gouvernement unioniste et une Constitution sacralisée

À l'intérieur du milieu politique belge, on **ne souhaite pas trop se disputer** car la **menace** de Guillaume pèse toujours sur le pays (jusqu'en 1839)

La Belgique est en **Etat de guerre** avec son voisin, la Hollande, qui ne reconnaît pas l'indépendance de la Belgique et qui veut toujours l'annexer

Donc le monde politique préfère ne pas se diviser et laisser Léopold Ier aux commandes (ce dernier a le soutien des familles politiques étrangères et s'y connaît un minimum en affaires militaires)

On mène une **politique unioniste**

Léopold, pourtant protestant, **s'appuie sur l'Eglise catholique** (ancrage nationaliste et frein à la diffusion des idées révolutionnaires françaises, laïques)

Dans les années 1830, on a un pouvoir qui augmente pour Léopold et pour asseoir cette augmentation s'appuie sur l'Eglise catho, qui **obtient un certain nombre d'avantages** (développer son enseignement de façon concrète là où Guillaume l'avait empêché)

À partir de 1830, ce **sont de nouveau les prêtres qui s'occupent des écoles de villages** et dans les villes, on retrouve la défense de toute une série d'écoles secondaires qui concurrencent les athénées créés par Guillaume

Les jésuites reviennent, s'installent juste à côté de l'Athénée (à Namur) et créent un collège, puis une université

L'enseignement revient sous la coupe de l'Eglise catholique, essentiellement grâce à Léopold qui laisse faire

Une vision critique de la situation apparaît alors à partir des **années 1840**

20^e iconographie



La liberté de la presse est totale, peut dire ce qu'elle veut

Intervention : la femme (Etat belge) et la Constitution ont chu (plus au sommet)

À leur place, on retrouve Léopold, assis sur un sac rempli de pièces d'or (liste civile – salaire du roi, voté par le Parlement)

L'idée est de critiquer Léopold Ier

Léopold est en Belgique pour prendre le pouvoir et s'enrichir (pas là pour aider les Belges mais se remplir les poches)

Pour y arriver, il a trouvé une armée de rats

Rat = animal nuisible par excellence, pire des vermines

→ **Hauts dignitaires du clergé, évêques**

Gauche : cardinal (gros rat)

Salaire de 5000 florins (inscrit sur le chapeau)

Rats qui grignotent la Const et d'autres qui grignotent l'Etat belge (femme nue et sans défense)

→ **Magistrature, ministres** (notables qui ont profité de la situation)

La caricature critique le pouvoir de Leopold Ier, trop important par rapport à ce que la Constitution prévoyait, et le fait que grâce à lui, l'Eglise catholique ait pu reprendre beaucoup de son influence d'ancien régime

Cette critique est portée par les nouveaux opposants au système juridique, les premiers à s'exprimer en 1839, une fois que la Belgique est reconnue internationalement par la Hollande

3) La création du parti libéral

Il n'y a plus de risque extérieur donc ceux qui se considèrent injustement exclus du pouvoir se réveillent (ni proche de Léopold Ier, ni catholique)

= **les libéraux, bourgeois** (habitants des villes qui électoralement sont moins privilégiés que d'autres)

Ils **décident de créer une association politique pour défendre leurs intérêts**

C'est donc le **premier parti politique belge**, créé le **14 juin 1846** à Bruxelles et se nomme le **parti des libérés** ou **parti libéral**

Ce parti peut s'appuyer un réseau d'acteurs politiques présents dans tout le royaume avec des organisations qui existent depuis déjà longtemps en Belgique : les **loges de francs-maçons** (permet d'échanger librement, notamment sur des questions philosophiques à un moment où on est assez contrôlé et restreint)

On retrouve un certain nombre d'acteurs qui veulent absolument empêcher le pouvoir de retrouver trop d'importance et l'Eglise catholique de retrouver toute son influence d'Ancien régime

Ces loges s'installent surtout dans les villes et créent un établissement d'enseignement : l'Université Libre de Bruxelles, fondée en **1834**

Le but est d'**empêcher la capture de ces sphères d'enseignement par les catholiques**

Puis en **1835** (réaction) : **Université Catholique de Louvain**

La Belgique est donc dotée de **4 grandes universités** (Université d'Etat de Liège, l'université d'Etat de Gand, l'ULB et l'UCL)

Le programme politique de ce parti libéral est à la fois **logique et pragmatique**

Il **réclame la laïcité** (que l'Eglise catholique n'ait plus d'influence dans la société, encore moins dans l'enseignement)

Ils veulent **limiter les pouvoirs du roi à la stricte interprétation, observance de la Constitution**

Ils veulent **augmenter le corps électoral**, permettre à + de Belges de voter (pourquoi pas même les femmes ?)

Le programme du parti libéral se résume à ces trois points importants

- Augmenter le corps électoral (la part des Belges qui peuvent voter)
- Diminuer les pouvoirs du roi, dans les limites de la Constitution
- Limiter l'influence de l'Eglise catholique

Comme il s'agit du premier parti politique, il **remporte les élections en 1847**

= tous ceux qui sont membres du parti libéral ont la maj des sièges à la chambre, ils peuvent donc appliquer leur programme

- ⇒ **Les libéraux peuvent donc imposer au roi le choix des ministres** (grâce à cette majorité à la Chambre et grâce au système de la responsabilité ministérielle)

S'il n'y a que des personnalités qui soutiennent l'Eglise catho au gouv, ils ne voteront pas pour eux et rien ne passera

Ils **exigent 5 personnalités libérales**

Ce gouvernement libéral dépose directement un projet de loi, une réforme électorale pour abroger la loi de 1831 et en revenir au système constitutionnel

Pour être électeur en Belgique, il suffit de payer le cens de 20 florins (pas plus loin car il faudrait modifier la Const)

Ils **doublent le corps électoral** en Belgique (passe de 1 à 2%)

Ils donnent satisfaction aux villes et petits bourgeois (moins les moyens d'être électeurs)

21^e iconographie



Conséquence de cette abrogation de la loi électorale

Calice qui contient le sang du Christ, ce qu'il y a de plus sacré

Les gens déposent un bulletin dans le calice donc : voter = geste sacré et doit être limité à un certain nombre de personnes

Perspective de ce milieu conservateur catholique

La réforme des libéraux fait que n'importe qui peut voter

On peut voir un vanupied, vagabond qui vote (pouilleux)

Derrière ce sont des femmes qui attendent de voter

Cette caricature vient appuyer que le suffrage, même partiel, adopté par le gouvernement libéral va conduire au suffrage universel, qui est une absurdité totale (indication sur le fossé de mentalité)

C'est dans ce public (petites villes et bourgeoisie moyenne en Europe) que vont se recruter ceux qui mèneront des révolutions dans pratiquement tous les pays européens lors du Printemps des Peuples

Ce mouvement touche toute l'Europe centrale, qui flambe, sauf la **Belgique** qui y échappe

Ce pays, qui institutionnellement et culturellement, a l'air si fragile, frappé par la crise agricole et industrielle, n'est pas du tout déstabilisé par les vagues révolutionnaires qui déferlent sur toute l'Europe, en particulier dans les Etats les plus autoritaires (observations menées)

Ce paradoxe, fragilité de l'Etat, **difficultés économiques MAIS stabilité politique**, frappe les observateurs de l'époque et les historiens actuels

Pistes d'explications

La **réforme électorale** de 1847-1848 assure une certaine **participation au pouvoir politique** qui coupe l'herbe sous le pied des agitateurs

En Belgique, une partie du terreau qui porte ailleurs les révolutions, n'existe pas en raison de cette réforme électorale

Léopold Ier le remarque et se félicite de s'être appuyé sur ce gouvernement libéral pour échapper aux mouvements révolutionnaires qui déstabilisent les trônes de tous les autres monarques en Europe

En Belgique, le **Printemps des Peuples** aboutit à une **certaine stabilisation du pays** mais aussi à la **légitimation de l'action politique du parti libéral** (apparaît comme un fortifiant de l'Etat belge, garantie de stabilité)

4) La guerre scolaire

Dans ce cadre et progressivement, le parti libéral applique la deuxième partie de son programme, centrée sur l'éducation scolaire, l'enseignement primaire en priorité (proposé aux enfants, qui n'est pas un enseignement obligatoire)

Loi organique sur l'enseignement primaire (fondamental) adoptée en 1842

La seule obligation que cette loi précise est l'**obligation pour chaque localité, village, à avoir une école** (pas le cas jusque-là)

Chaque commune doit se débrouiller pour avoir un local où une classe est organisée à destination des enfants du village (filles & garçons)

➔ **Pratiquement la seule obligation contenue dans la loi**

L'instituteur.trice, engagé.e par la commune doit apprendre aux enfants l'écriture, la lecture, des notions de mathématiques et une instruction religieuse assurée par un ministre du culte (le plus souvent le curé de la paroisse)

Cette loi, qui ne souhaite pas peser trop lourdement sur les finances des différentes petites communes, leur **permet de faire une adoption d'école** : si les autorités communales sont d'accord, l'instruction peut être donnée par un privé (permet à la commune de ne pas se charger elle-même de cette mission)

Dans les faits, l'enseignement sera principalement mené par le **curé du village**

Dans la plupart des cas, **cette loi ne change pas grand-chose**

L'école n'est pas obligatoire, les enfants y vont lorsqu'ils ne travaillent pas

⇒ N'assure pas une forte extension de l'instruction de base en Belgique, elle conforte plutôt l'influence, au niveau local, des prêtres, donc de l'Eglise catholique

Seules dans des villes, grandes villes, sont organisées des écoles aux mains d'instituteurs laïques (cours de religion quand même obligatoires)

➔ **Permet le dvp d'un enseignement dit libre** qui échappe en grande partie aux pouvoirs publics

C'est contre ce système que les gouvernements libéraux veulent se battre

Loi organique sur l'enseignement moyen adopté en 1851 (par le gouvernement libéral)

Les **humanités** sont **essentiellement dispensées par les athénées royaux** et par une série d'**établissements catholiques** (collèges) de tous types

En **1850**, **plus des ¾ de la population scolaire de ces écoles secondaires est instruite par des congrégations religieuses** (influence religieuse forte dans ce domaine également)

Or, le **gouv libéral** **tente d'étendre l'influence de l'enseignement public** dans les milieux urbains (en créant plus d'établissements)

Loi organique sur l'enseignement primaire adoptée en 1879

Loi **extrêmement ambitieuse**, notamment sur le plan financier, car **prévoit la création d'une école primaire dans chaque commune** où nécessairement, l'instruction est donnée par une instituteur.trice qui a obtenu un diplôme public et où l'instruction religieuse n'est plus absolument obligatoire

➔ Le cours de religion peut être remplacé par un **cours de morale** (laïque – donc principes moraux)

Ces écoles communales **doivent obligatoirement être organisées et financées par le pouvoir communal** (enseignants payés par le pouvoir communal)

Cette loi, qualifiée de loi de malheur par les Eglises catholiques belges, est **fortement critiquée**

Se met en place une **très forte mobilisation de toute une série d'institutions catholiques**, notamment au niveau local, qui veulent absolument conserver leurs propres écoles dites libres

⇒ **Dans chaque commune, coexistent deux écoles** : **écoles libres**, sous le patronage d'un saint et **écoles communales** primaires

Ces deux réseaux sont **concurrents** (veut toujours avoir plus et de meilleurs d'élèves que les autres écoles)

C'est une **concurrence très dure** qui s'engage entre réseau libre et réseau officiel, et les parents, dans ce contexte, sont soumis à de fortes pressions (liées à leur emploi par exemple)

Le curé du village fait également pression sur les membres de la communauté religieuse pour que ceux-ci mettent absolument leurs enfants dans l'école libre du village

On voit une **Belgique** qui est **coupée en deux** entre partisans de l'école libre et de l'école officielle

C'est dans ce contexte de la **guerre scolaire** que va naître le deuxième parti politique belge : **le parti catholique**, qui s'organise de manière bcp plus distendue à partir de nombre d'associations locales (cercles locaux)

Ce parti catholique va être progressivement articulé autour de ces associations locales entre **1879 et 1884**

Une nouvelle fois, cette organisation du monde catholique permet d'obtenir une **victoire électorale aux élections de 1884** (entre 1884 et 1914, ce parti catholique siège de manière ininterrompue au gouvernement en s'appuyant sur sa maj parlementaire)

Cette guerre scolaire tourne au **désavantage du parti libéral**, notamment à cause du **poids financier** que cette réforme de l'enseignement fait peser sur les communes (vision négative)

22^e & 23^e iconographies



Caricature de gauche

Deux instituteurs, deux religieux (soutanes)

Deux prêtres qui font de la pub pour leur institution : *institution picpus*

- ➔ Montre comment ces enseignants font une pub grossière pour l'enseignement libre (si vous mettez vos enfants dans l'établissement catholique, il deviendra élève des jésuites, bon petit élève obéissant qui aura une vie positive, si pas il deviendra élève de l'Etat, pendu car criminel)

Hypocrites, dénonce le caricaturiste

Tête de brute et d'idiot

Les enseignants de l'école catholique sont soit des **idiots du village**, soit des **crapules**

Martinet (méthode pédagogique de l'enseignement libre, les sévices corporelles)

Bougies « sentiment noble » et « intelligence » éteintes (donc pas de moralité dans ces écoles)

But de l'enseignement = faire payer les élèves

Écoles libres, sans subsides publiques donc les parents paient l'enseignement

Le message du caricaturiste est de dire que l'enseignement libre est hypocrite (maltraitance + but de lucre)

Le caricaturiste se représente en apparaissant derrière, sous les traits d'un crocodile avec son pinceau (hostile à la religion)

- ➔ Vient du parti libéral

Caricature de droite

Catholique, utilise un type de discours tout aussi caricatural

École mondiale pour se moquer du terme de l'école communale

Avant : les élèves arrivent tout beaux, enfants bien

Une fois ressortis de l'école, ils **ressortent crasseux et voyous** (pistolet, poignard)

Le responsable de cette transition, transformation est le cochon avec son chapeau melon : **instituteur communal**

- ➔ Le cochon se reproduit en dehors de phases de reproduction, copule tout le temps

Le cochon, comme l'être humain, se laisse aller à la luxure

- ➔ L'instituteur a un comportement immoral, de cochon : n'instruit pas correctement les élèves mais les éduque aux péchés DONC ils deviennent des bandits

Suite à l'arrivée au pouvoir du parti catholique en **1884**, il y a **coexistence des deux réseaux** (pas de suppression d'un des réseaux)

Le **parti catholique** **accorde aux établissements d'enseignement libre les mêmes** (ou presque) **avantages financiers que les écoles publiques**

Paradoxe d'avoir **deux types de réseaux d'enseignement subsidiés** :

Un officiel, totallement organisé par les pouvoirs publics

Un libre, partiellement organisé par des associations privées

Cette guerre scolaire permet véritablement l'émergence de la famille catholique, deuxième parti politique

B) L'émergence de la question ouvrière

1) La révolution industrielle et ses conséquences

Le **parti ouvrier** naît avant tout d'un **problème** qui se développe au fur et à mesure de l'industrialisation de la Belgique (pas de parti ouvrier sans développement industriel)

La **Belgique** va être **un des Etats les plus industriels d'Europe** (juste après la G-B)

On trouve dans ce nouveau pays, les **quatre principaux critères** qui permettent cette explosion industrielle

- Présence d'importants capitaux financiers dans le pays

= des fortunes qui se sont créées durant les siècles précédents, qui existent sur le sol belge ou ailleurs mais investi en Belgique

Grand symbole : **société générale** (créée par Guillaume), continue le soutien financier à l'industrialisation

Banques présentes en Belgique pour prêter de l'argent à des entrepreneurs qui souhaitent développer leur industrie

Il s'agit d'un **critère essentiel** : il faut des capitaux présents, prêts à être investis dans la production industrielle

- Réseau de chemin de fer

À partir de 1834, on voit apparaître une grande innovation technique qui n'existe nulle part sur le continent européen : le **réseau de chemin de fer**

Le **gouvernement belge**, alors que ses moyens financiers sont moyens / modestes, **se lance dans la construction d'un réseau de lignes de chemin de fer qui vont relier les différentes villes du pays** (projet soutenu par Léopold qui a vu fonctionner des lignes de chemin de fer en G-B)

L'avantage en Belgique est l'absence de relief (facilite ce projet)

Entre 1834 et 1875, on **multiplie les réseaux de chemin de fer par plus de dix**

- Opportunité des gisements charbonniers

Charbon = carburant exclusif de cette révolution industrielle

Intéressant d'avoir ce chemin de fer pour **exporter ou acheminer le charbon dans le pays**

- Exploitation de la main d'œuvre

Abondance de main d'œuvre

Densité de population conséquente (conditions de vie meilleures, propices à différents types de cultures agricoles, petites villes)

Chance extraordinaire pour l'industrie

→ **Main d'œuvre bon marché**

Tout le monde est prêt à venir travailler donc **pas de réglementation de salaire**

+ **femmes et enfants** travaillent, encore moins cher

Jusqu'à la **fin du 19^e siècle**, les industries belges **peuvent se servir dans l'énorme réservoir de main d'œuvre qui existe en Belgique en la sous-payant et en l'enfermant juridiquement** (sans aucun problème ni conséquence)

Invention du livret ouvrier : document qui autorise un ouvrier à travailler, détenu par son patron durant toute la durée de son emploi

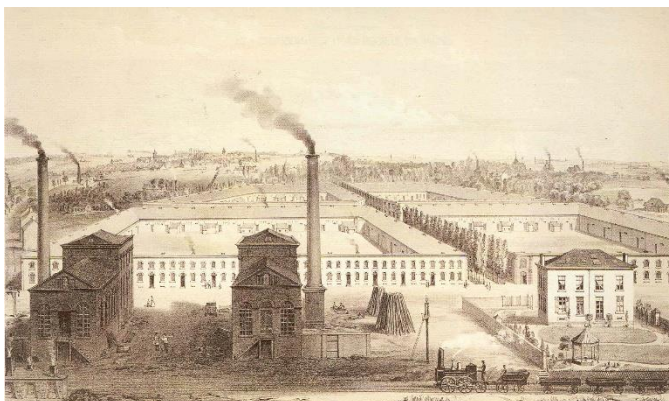
Un ouvrier ne peut être libre de son travail que si son patron veut bien qu'il soit libre de son travail (lié)

Salaire fixé directement par l'employeur (aucune réglementation)

Grève = entrave à la liberté du travail donc **délit de coalition** (interdit par le code civil de 1804, les grévistes peuvent être arrêté, traduit en justice correctionnelle et condamné à plusieurs années de prison)

⇒ Le patronat fait ce qu'il veut et les bénéfices sont plantureux, la Belgique s'industrialise encore plus

24^e iconographie



Bois-du-Luc

Exploitation charbonnière (machines à vapeur qui activent les ascenseurs qui conduisent les travailleurs dans les mines et activent les ponts qui retirent l'eau des mines)

Montre la présence du patron de la mine (château, manoir à proximité de l'exploitation)

Critère fondamental : main d'œuvre

localisée le plus près possible des mines

Habitations stéréotypées, les **corons**

Illustre bien le phénomène industriel de la Belgique

Il faut attendre que cette situation provoque une mobilisation, un groupement des intérêts ouvriers pour revendiquer

Il n'y a pas vraiment de mouvement avant les **années 50**

Mais à partir des **années 60**, des caricatures apparaissent

Elles révèlent la volonté, de certains ouvriers, de mettre en cause la situation qu'ils vivent

25^e iconographie



Caricature **un peu naïve** (une des premières à évoquer le problème)

Pose le cœur des problèmes et des revendications ouvrières qui vont être à la base de la création du parti ouvrier belge (aujourd'hui le parti socialiste)

La caricature joue sur le **contraste entre deux parties**

- **Personnage central**, prend les ¾ de la caricature
- **À la marge du dessin**, on voit toute une série de petites scènes
- ➔ Frontière, séparation entre deux mondes

On voit le **monde privilégié** : un grand personnage, qui prend beaucoup de place avec un certain nombre de détails qui mettent en exergue cet aspect de privilège, de situation dominante

➔ **Domination d'une partie de la société sur l'autre**

Marginaux, à l'écart de la société, de l'Etat juridique des personnes qui sont des citoyens à part entière (citoyen.ennes de seconde zone)

La marge évoque, insiste sur les **conditions de vies déplorables, alors même qu'ils travaillent très dur**

On peut voir un paysage industriel, des conditions de vie difficiles, dangereuses, insalubres

Une dame tient un enfant dans ses bras, lavés dans une bassine sale, il se jette sur un reste de repas, il est très mince

➔ **Conditions d'alimentation insuffisantes et conditions d'hygiène déplorables**

Cette vie de labeur est associée à une vie de mendicité (manche dans la rue, par rapport à un bourgeois capitaliste)

Même si le mari travaille durement à la mine, ce salaire est insuffisant pour donner à manger aux enfants et nécessite encore de mendier dans la rue

Ces **travaux** sont également **dégradants** (éboueurs)

Certains, qui n'ont plus la capacité de travailler, physiquement notamment, sont obligés d'effectuer ces travaux dégradants

L'existence de cette population ouvrière est une **existence de service** (domestique)

La population ouvrière est la population qui est le larbin de la bonne société bourgeoise

Réf = évangile (personnage de la passion du Christ), **Ponce Pilate** : condamne Jésus et dit « je m'en lave les mains »

➔ Ponce Pilate se lave les mains de la situation, scandaleux mais s'en fout

Ponce Pilate = **ministre des Finances** (ministre le plus important du gouvernement, presque chef du gouvernement – Frère Orban)

On reprend une phrase prononcée à la Chambre

C'est ce qui révolte la population ouvrière au 19^e : situation de merde et **face à cela, l'Etat belge, puissant, ne veut pas intervenir** (qu'il soit gouverné par les libéraux ou les catholiques)

Hypocrisie

L'Etat ne fait rien **car il est constitué par les patrons** (les électeurs sont les patrons, pas les ouvriers)

Ceux qui votent sont ceux qui ont les entreprises, qui sont actionnaires

2) La naissance du mouvement ouvrier

Les initiatives bourgeoises

Les ouvriers comprennent que l'aide ne viendra pas de l'Etat, mais de **certains bourgeois** empathiques (empathie mais pas de réactions)

Ils **lancent des enquêtes**, découvrent que les enfants commencent à travailler à partir de 5 ou 6 ans, les journées de travail tournent autour des 12 à 15 heures en été, la mortalité est énorme dans les villes

On s'inquiète **mais pas de réelle réaction**

Les travailleurs comprennent que s'ils veulent améliorer leur situation, le seul moyen est de s'unir, s'organiser, trouver des moyens collectifs pour améliorer des existences individuelles compliquées

Les initiatives ouvrières

Naissent alors des **syndicats**

Ils **cherchent à mettre en adéquation l'effort mis en œuvre par le travailleur et le salaire accordé** (minimum avoir accès aux conditions minimales)

But = **améliorer les conditions de travail** (horaires, primes, sanctions)

Des syndicats se forment dans les **années 1850** dans plusieurs régions du pays, entreprises et secteurs d'activité

Ils **tentent ensuite de faire pression** pour améliorer les conditions de travail

Le meilleur moyen de pression est la **grève** (interdite jusqu'en 1867, où seulement les meneurs sont poursuivis, plus les simples grévistes)

Quand il y a grève, les forces de l'ordre interviennent et non dans le détail, sabres, chevaux et fusils, la gendarmerie charge, rentre dedans, frappe les manifestants

L'Association Internationale des Travailleurs (1865)

Créée à Londres par **Karl Marx** en vue de créer une internationale des travailleurs (regroupe tous les prolétaires du monde, européens, pour faire en sorte que les actions ouvrières aient un impact international et donc plus fort)

Une section de cette internationale est créée en Belgique **à partir de 1865** et diffuse dans le monde ouvrier belge l'idéologie marxiste et donc le communisme (idéologie éminemment attractive pour des travailleurs qui ne possèdent rien)

Principe : les ouvriers doivent se révolter pour prendre le contrôle des moyens de production (usines) et pouvoir distribuer à chacun la juste part des bénéfices de la production

L'idéologie communiste, socialiste vient, à partir des années 60, en contact avec les organisations ouvrières

26^e iconographie



Les gendarmes sont à cheval et tirent sur la foule des travailleurs en faisant évidemment des victimes



Ceux qui ne sont pas étendus dans la rue sont arrêtés et vont être traduit devant tribunal correctionnel pour être jugés et condamnés

3) La création du Parti Ouvrier Belge

C'est dans ce contexte et en « copiant » la création du parti libéral que **toute une série d'organisations ouvrières en Belgique, syndicats et coopératives** (mutuelle) **décident de se rejoindre à Bruxelles le 5 avril 1885** (// loges de Franc maçonnerie) **pour créer le Parti Ouvrier Belge** (POB)

➔ Fondation à Bruxelles (5 avril 1885) sur base fédérative

Programme

Point politique : conscience, conviction que tant que les ouvriers belges n'ont pas le droit de vote, ils ne seront rien dans la société

1^{ère} revendication : suffrage universel

Mais peu de voix s'élèvent pour inclure les femmes (même au sein du POB)

2^e revendication : **mise en œuvre de la collectivisation** dans la droite ligne des idées de Marx (revendication économique)

Il faut que certaines entreprises soient publiques et ne suivent pas le seul intérêt capitaliste

Parti républicain, réclame l'égalité

Le POB se distingue de bcp de partis socialistes en Europe en se montrant **plus réformiste que révolutionnaire** (pas de volonté de chgt par la violence mais par le moyen légal, prise de pouvoir politique)

27^e iconographie



Montre les progrès formels réalisés au niveau du dessein politique au sein du monde ouvrier

Résume parfaitement le programme du POB

Caricature paraît en Une du journal du POB « Le peuple » seulement un an après la création du POB

Le parti cherche à mobiliser autour de lui et diffuse cette caricature

L'objectif du POB à long terme est le soleil, une vie nouvelle et meilleure, LE bonheur (c'est ce que le POB promet)

Un bonheur pour tous ici sur terre et pas hypothétiquement dans une vie après la mort

Pour arriver à ce bonheur, **il faut obtenir la République** (liberté – égalité – fraternité)

Le POB est républicain (ne veut pas que la Belgique devienne française pour autant)

Avant d'avoir la République, **il faut chasser les profiteurs**

Correspond à la **lutte des classes** dans le communisme (sentiment d'appartenir à un groupe, les prolétaires, exploités par des profiteurs, les capitalistes, qu'il faut identifier et chasser)

C'est l'ouvrier, personnifiant l'unité des travailleurs, le POB, qui chasse les profiteurs/capitalistes

En étant uni, le parti, sous la bannière rouge, peut obtenir le suffrage universel et l'emporter définitivement sur les censitaires, les monarchistes, le roi, les ecclésiastiques et ainsi les chaînes des ouvriers seront détruites, statut de presque esclave détruit

Ce POB obtient une partie de ses revendications

Chapitre 3 – La première révision de la Constitution

A) La création du suffrage universel tempéré par le mode plural

1) La révision constitutionnelle (18 avril 1893)

Première rupture constitutionnelle importante, change quelque peu, notoirement, le système politique (= première révision de la Const)

But = augmenter le corps électoral de la Belgique

Pas vraiment de suffrage universel (femmes absolument pas prises en compte)

Par ailleurs ce « suffrage universel » est tempéré par un **système d'inégalité** : **vote plural**

Permettra l'organisation de nouvelles élections en 1894 et l'**adoption d'une première législation sociale** mais très timide

Un vote est accordé à **tous les hommes de 25ans accomplis** (pseudo suffrage universel)

D'autres voix sont accordées à certaines catégories d'électeurs : **système plural**

Une voix supplémentaire à des **hommes qui apparaissent plus sage** (plus âgés, au moins 35ans, pères de familles et propriétaires)

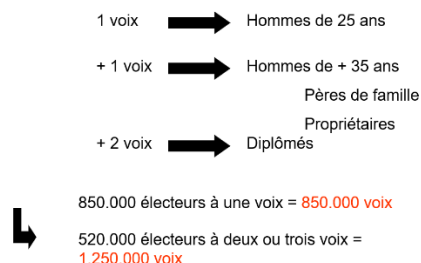
Deux voix supplémentaires accordées à des **électeurs éclairés** : diplômés de l'enseignement moyen

Maximum de trois voix

Cette réforme, très difficile à voir émerger, est votée dans l'urgence sous la pression de la rue

La Belgique en 1893 est **au bord de la guerre civile** : les hommes se battent contre l'armée aux portes même du Parlement quand on vote cette modification de la Const

Elle **finit par rétablir le calme** même si elle établit une disproportion entre les électeurs à une voix et ceux à deux ou trois voix (moins nombreux mais pèsent plus)



La minorité bourgeoise instruite du royaume a plus de poids que la majorité non-instruite du royaume

2) La première élection au SU (14 octobre 1894)

Ce nouveau système électoral ne change pas grand-chose

Le **parti catholique** profite de la nouvelle législation électorale dans la mesure où il obtient 100 sièges/150 (très confortable maj absolue)

Le système plural lui profite, progressivement le parti catholique est devenu le parti conservateur (tel qu'on le connaît encore aujourd'hui dans de nombreux pays)

Les électeurs considèrent que le système politique est satisfaisant car ils sont dans une position favorable dans la société (ces électeurs se retrouvent dans le vote plural)

Ces **catholiques remportent tous les sièges des arrondissements en Flandre**

Si ce parti catholique obtient 2/3 des sièges, il n'obtient que 900.000 voix sur 1.800.000 voix

➔ **La moitié des voix mais 2/3 des sièges** (surprenant)

Les **libéraux** : 500.000 voix pour moins de 10% des sièges (>< 30% des voix)

Le **POB** : 230.000 voix pour 21 sièges

Explication de ce paradoxe

Les libéraux arrivent presque 2^e partout (**Belgique toujours dans un régime majoritaire** – dans une circonscription électorale, le parti qui arrive en tête obtient la totalité des sièges)

Cette particularité pousse les députés à la Chambre à passer au **système proportionnel** : distribue de façon plus équitable les sièges en fonction du nombre de voix (appliqué à partir de **1899-1900**)

3) Une législation sociale timide (1887 – 1914)

Le résultat de cette modification constitutionnelle **va légèrement influencer la législation de l'époque**

Ces parlementaires (POB) votent des lois qui s'intéressent, **réglementent un peu le monde du travail** (pour corriger certains abus)

Suppression d'abus

1887 : Truck system

Permettait aux patrons de payer leurs employés en partie ou entièrement en nature (bons à valoir sur un certain nombre de marchandises distribuées à l'intérieur de l'entreprise)

1889 : Travail des enfants

Ne l'interdit pas mais le limite

Interdiction d'envoyer les enfants dans un contexte souterrain au moins jusqu'à 14ans (transformation modeste)

1903 : Accidents de travail

On oblige les employeurs à verser des indemnités lors d'accidents du travail (mais très limité – accidents circonstanciels uniquement, pas maladie chronique causée par le travail)

1905 : Repos dominical

Jour de congé non payé : le dimanche

Considéré comme jour où le travail est interdit

1914 : Obligation scolaire

Loi **votée sous la pression de l'ensemble des partis d'opposition** (parti libéral et POB)

Pas appliquée car la guerre éclate

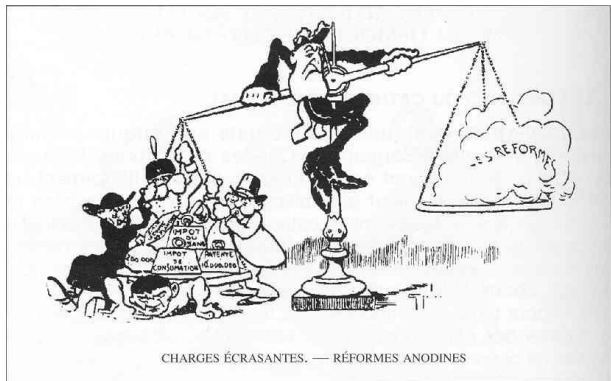
Les enfants sont **obligés** de suivre des cours d'enseignement fondamental (jusqu'à 14ans)

➔ **Ils ne peuvent pas être employés**

Modification importante mais assez tardive

Pour le **POB**, ces lois, cette législation sociale **reste largement insuffisante**

28^e iconographie



Balance montre **deux aspects de la vie publique belge** qui sont mis en parallèle

Les **réformes** (lois précitées) : représentées comme du **brouillard**, des **nuages** (ne pèse rien)

Le **poids fiscal** : **pèse sur un travailleur**, les privilégiés de l'époque sur le plateau (ecclésiastiques, militaires, capitalistes)

Au **milieu des deux** (semblant être à l'origine de cette injustice, ce déséquilibre), on trouve le **roi**

Grande barbe blanche : **Léopold II** (à l'origine de la création de l'Etat du Congo, avare, autoritaire), vu par les ouvriers comme **quelqu'un de négatif** (anti-monarchie assez forte au sein du POB)

Le système mis en place par le gouvernement catholique en lien avec Léopold II est une **législation sociale relativement timide qui s'appuie sur la liberté subsidiée**

On attend des employés qu'ils se préparent aux difficultés plutôt que l'Etat n'intervienne à leur bénéfice

On invite les ouvriers, tant que la situation est favorable, à épargner, prendre des assurances invalidité au cas où ils perdraient leur travail ou seraient en invalidité

➔ **Principe de liberté subsidiée**

4) L'insatisfaction des milieux progressistes

Cette situation ne satisfait pas l'opposition, incarnée par le parti libéral et le POB qui expriment leur insatisfaction

La caricature fait transparaître cette opposition

29^e & 30^e iconographies



Caricature de gauche

Vient du **POB**

Référence à la République avec le **bonnet phrygien** (sur statue bruxelloise – qui incarne l'ensemble du peuple belge)

Manneken Pis urine sur un certain nombre de personnes (acte dénigrant, montre son manque de respect)

Les personnages ont **plusieurs bouches**, donc **plusieurs voix** (sens du vote)

→ **Montre que le POB, même s'il a réclamé le SU, considère le suffrage plural comme scandaleux**

À partir de la fin du 19^e et début 20^e, le **POB** reprend ses actions d'oppositions : **grèves** et **manifestations** pour **réclamer le SU pur et simple** (système qui n'intègre toujours pas les femmes – revendication faible car on estime que les femmes voteraient plus catholique)

Caricature de droite

Deux étages

Le parti libéral cherche à montrer son objectif principal (bas de la caricature) : **chasser une partie des privilégiés**

→ On voit des **religieux** quitter la ville, on les met dehors

Fait référence à des lois adoptées par des pays voisins : religieux expulsés et terrains confisqués

L'idée est surtout de **chasser le parti catholique du gouvernement**

Pour se faire, le parti libéral propose l'union des travailleurs et des socialistes (haut de la caricature)

Drapeau des couleurs de gauche et de droite (rouge – bleu)

Union pour voir le soleil se lever

Stratégie utilisée lors de certaines élections mais **échoue**

Jusqu'à la 1^{ère} GM, le système du SU plural est maintenu et pas d'énormes modifications sur **le plan de la société belge** (à part la prise en compte de certains aspects sociaux)

Sur le plan électoral, on **impose le suffrage obligatoire** (à partir de 1893)

B) L'émergence d'une « question linguistique »

1) Le processus de francisation de la société belge

Quatre étapes importantes

La Belgique, lors de son indépendance, devient un pays francophone dans sa quasi-entière

Puis, les premières lois linguistiques apparaissent

Ensuite, l'imposition d'un bilinguisme qui reste théorique

Enfin, le développement, renforcement d'un mouvement flamand (jusqu'à aujourd'hui)

Entre 1831 et 1914, la Belgique est considérée comme un **Etat unilingue francophone**

Pourtant en 1831 la **Constitution prône la liberté linguistique**, l'intègre dans les textes

La Constitution n'oblige pas à utiliser telle ou telle langue (mais prescrit constitutionnel de liberté des langues)

À partir de 1831, c'est le **français uniquement** qui est utilisé dans les institutions belges parce qu'il s'agit de la **langue la plus utilisée** (langue la plus commune)

Paradoxe

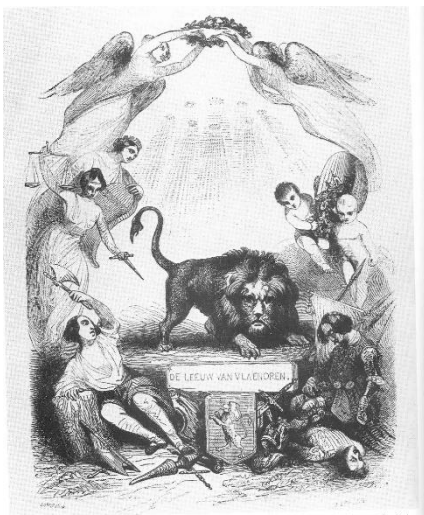
+ de néerlandophones MAIS **pas encore de langue unifiée** (chaque région flamande a son propre patois qui est différent l'un de l'autre)

Le français s'impose donc dans les tribunaux, dans les administrations provinciales, au Parlement, dans les institutions belges, dans les administrations communales des grandes villes, dans les écoles (pas en primaire mais dans toutes les humanités)

La plupart de la littérature et journaux sont publiés en français

Cette situation amène à une prise de conscience parmi un certain nombre d'intellectuels flamands d'un danger

31^e iconographie



Dessin réalisé par **Gustave Wappers** (artiste financé par le gouvernement belge) pour un livre (le lion des Flandres) rédigé par **Henri Conscience**

→ Va devenir le **fondateur du mouvement flamand**

Ce dessin illustre la position des intellectuels flamand début 19^e

Le **lion** a une attitude tout à fait caractéristique, il est **méfiant, défensif**

→ C'est l'**attitude de ce mouvement intellectuel flamand** : volonté de défendre le patrimoine culturel

flamand, menacé de disparition par l'omniprésence de la culture française

Évènement représenté = lutttes des villes flamandes au M-A contre la volonté du roi de France de l'époque de conquérir, d'imposer la souveraineté de la France sur les villes flamandes

Symboles (qui veulent défendre une culture flamande en danger de disparition par rapport à l'omniprésence de la culture française) : joueurs de théâtre, comédiens, qui meurent, succombent à une supériorité française

Au-dessus du lion apparaissent les **deux revendications des intellectuels flamands** :

Balance et glaive – **justice** (juste utilisation des langues en Flandre) et deux enfants – pouvoir **protéger l'enseignement en langue flamande** (va être progressivement unifiée à partir des **années 1860**, on va pouvoir commencer à parler de néerlandais, de flamand)

- ➔ Standardisation qui permet un enseignement d'une langue qui n'est pas un patois mais qui peut être comprise un peu partout
- ⇒ **Mouvement flamand très défensif et se veut très belge**

Wappers et Conscience sont des belgicains et considèrent que **si la culture flamande n'est pas intégrée au sein de la Belgique, il risque de manquer de spécificité belge par rapport à la France** (et alors rien n'empêcherait une annexion de la Belgique par la France puisque ce serait la même culture, la même langue, la même histoire, sans différence)

- ➔ **L'aspect flamand en Belgique permet de faire la différence avec l'Etat français**

Ces membres du mouvement flamand, intellectuel, littéraire, sont avant tout des Belges contre un éventuel mélange, amalgame franco-belge

2) Les premières lois linguistiques

Dans la **seconde partie du 19^e siècle**, certaines revendications émises par cette minorité d'intellectuels flamands vont être prises en considération et le **Parlement** va adopter **trois lois** (alors qu'il s'exprime toujours majoritairement en français) **qui corrigent les abus** (// lois sociales)

L'emploi du flamand en matière pénale (1873)

Fait **suite à de nombreux scandales judiciaires**

Deux paysans flamands condamnés à mort pour assassinat crapuleux dans le Hainaut

Ils sont jugés en français, donc ne comprennent rien à leur situation, et sont condamnés

Quelques temps après, une bande criminelle est arrêtée et avoue avoir commis le meurtre dont étaient accusés les deux paysans flamands (pas tués, encore en prison et peuvent être libérés)

Les représentants du mouvement flamand peuvent mobiliser ce cas pour défendre leur cause (situation scandaleuse)

Cette première loi **impose l'usage du néerlandais mais dans des contextes limités** : dans les provinces flamandes et uniquement dans les juridictions répressives (cour d'assises et les tribunaux correctionnels)

L'emploi du flamand en matière administrative (1878)

Correction d'un abus scandaleux

Dans certaines grandes communes, les habitants ne pouvaient rien déclarer à la commune en néerlandais mais obligatoirement en français (décès, mariage, naissance, etc.)

En matière administrative et dans les provinces de Flandre, il sera obligatoire pour les administrations communales et provinciales d'utiliser le flamand

L'emploi du flamand dans l'enseignement moyen (1883)

Touche moins de personnes mais symbolique

Dans les écoles secondaires du réseau de l'Etat, il faut utiliser le néerlandais pour l'enseignement de certaines matières (y compris le néerlandais)

Avant, le néerlandais ne figurait pas sur le programme humanitaire

3) Le principe du bilinguisme théorique

Cette première génération de lois linguistiques est suivie de **quelques réformes légères qui vont évoluer vers un bilinguisme théorique**

Certains députés à la chambre déposent des propositions de lois visant à étendre la visibilité du néerlandais dans les espaces publics belges

Le **moniteur belge** est notamment visé (décisions rendues publiques par ce biais et fait œuvre d'authentification normative)

Sans publication au moniteur, aucune norme n'a force de loi en Belgique et c'est par le biais de cette publication au moniteur que les décisions sont rendues publiques au sein du royaume de Belgique et fait œuvre d'authentification des dispositions normatives

Entre 1831 et 1888, le moniteur belge ne publie qu'en français

Suite à la demande des parlementaires flamands, on organise une **publication en deux colonnes**

Est publiée une traduction non officielle (permet de faire comprendre mais ne peut pas être utilisé comme justification légale), seule la version française reste la version officielle

Il faut attendre **1898** pour qu'une **loi d'équivalence linguistique** soit adoptée (les deux langues sont égales, équivalentes sur le plan juridique)

À partir de 1898, la Belgique est légalement un pays bilingue : deux langues officielles, français et néerlandais

Mais ce bilinguisme reste absolument théorique

4) L'insatisfaction du mouvement flamand

32^e & 33^e iconographies



Caricature de gauche

Coremans (député flamand) et deux membres du gouvernement, deux ministres libéraux francophones (Rogier et Bara)

Cette caricature représente la **première discussion sur la première loi linguistique** (déposée par Coremans)

Dans cet atelier de menuiserie, **les deux ministres rabotent l'impact de cette loi linguistique** (en déposant des amendements)

Ces deux ministres sont affublés de **chapeaux** qui renvoient au métier d'avocat

Les avocats sont contre cette loi Coremans car ils n'ont pas envie de faire l'effort de plaider en néerlandais donc essaient de limiter l'impact de la loi

Dans les faits, on remarque que cette loi est faiblement appliquée (notamment par le barreau)

⇒ Dans la loi, les deux langues sont sur un pied d'égalité mais dans les faits, la situation reste inchangée

Caricature de droite

Origine francophone (publié dans le Vif)



Critique **trois acteurs politiques flamands**

Franck, Huysmans et Van Cauwelaert

Issus de trois partis politiques différents mais tous les trois déposent une **nouvelle proposition de loi** à la chambre qui **réclame la néerlandisation de la seule université publique en Flandre : l'université de Gand**

Une université sur le sol flamand et tous les cours y sont donnés en français (obstacle au dvp économique, culturel, intellectuel de la Flandre)

Cette attitude est critiquée par le Vif en représentant ces trois acteurs par une **hydre**

La revendication flamande apparaît monstrueuse, dangereuse : unilinguisme flamand en Flandre

Cette néerlandisation de l'université de Gand est **refusée catégoriquement** par le Parlement belge qui ne considère même pas possible de discuter de cette proposition (pas du tout appliqué avant 1914)

Chapitre 4 – La Grande Guerre (1914 – 1918)

A) L'invasion et l'occupation du Royaume

Pour rappel, la **Belgique** est **neutre et protégée par les Etats signataires de la conférence de Londres**

L'Allemagne (Prusse) **pose un ultimatum** (02/08/1914) : soit la Belgique laisse passer les armées allemandes qui ont pour objectif d'envahir la France, soit la Belgique sera impitoyablement attaquée et considérée comme un Etat ennemi par l'Allemagne

La Belgique n'a, in facto, **presque pas de marge de manœuvre**

Si la Belgique accepte que l'Allemagne passe pour accéder à la France, elle ne respecte pas son statut, le trahi

Si elle ne fait rien, elle va se faire envahir par une puissance militaire beaucoup plus importante que la puissance militaire belge (qui ne s'est même jamais préparée puisque protégée par son statut de neutralité)

L'Etat belge ne sait rien faire et le roi **Albert** n'est pas préparé non plus (pas le fils de Léopold II mais son petit neveu, monté sur le trône en 1909)

⇒ **Un roi et une armée pas préparés face à la plus grande puissance militaire mondiale en armée de terre de l'époque**

Le **gouvernement belge** **refuse l'ultimatum allemand** et donc **annonce que l'armée belge se défendra pour empêcher cette invasion** (qui a bien lieu)

Cette armée belge est **complètement balayée** en **août 1914** mais elle **se défend** et surprend les **Allemands** qui **se vengent sur la population civile** (5000 belges exécutés)

En **septembre**, l'armée allemande est déjà en France mais stoppée dans **la Marne** et pendant 4ans le front va être bloqué depuis la mer du Nord jusqu'à la Suisse, faisant de la Belgique un territoire occupé par les Allemands (en grande majorité, seul un petit morceau de la Belgique échappe à l'occupation car l'Yser constitue une frontière infranchissable)

La conséquence pour la Belgique et sa population est dramatique

Il est évident que la population va mourir de faim dans ce contexte d'occupation

Les Alliés (France et G-B) **décident de faire le blocus** de l'Allemagne et donc des territoires occupés (aucuns produits étrangers ne peuvent rentrer ni sortir)

La Belgique qui vit de l'importation et de l'exportation est mise à mal

Le territoire belge doit accueillir des millions de soldats supplémentaires (car à l'arrière de la ligne de front)

Le pays qui est déjà incapable avec ses propres ressources de nourrir ses habitants doit nourrir une présence militaire étrangère en plus

Le pays est appelé à mourir de faim, pour nourrir l'armée allemande

Mais intervient la **première humanitaire internationale**

Certains pays neutres acceptent de transférer en Belgique des vivres en assurant à l'Allemagne que cette nourriture ne sera destinée qu'à la population belge et en assurant aux Alliés que cette nourriture ne sera pas distribuée à la présence militaire allemande

Cette aide humanitaire est **principalement assurée par les USA, Hollande et Espagne**

Ils inventent le principe d'aide humanitaire (copié depuis lors)

Cette aide humanitaire sauve la population belge, même si elle se contente de survivre

Grande particularité : **toute la population belge, peu importe la catégorie sociale, souffre de cette situation** (inédit)

La fracture sociale s'amenuise pendant cette période de guerre difficile pour tout le monde

Un million de belges quittent la Belgique, émigrent

Iconographies



Affiches diffusées pour montrer la misère de la population belge, le désarroi des familles (on appuie sur le malheur de la Belgique)

34^e iconographie



Cette caricature **représente l'invasion de la Belgique et le grand prestige que la Belgique va tirer de son attitude** en 1914 et qui retombera sur la figure mystique du roi Albert

Parue dans le Punch

Représente en **août 1914** un **jeune garçon**, plutôt de milieu populaire (casquette avec écrit *Belgium*) positionné devant une barrière *ne pas passer* derrière laquelle on trouve le territoire belge, paisible

Face à ce jeune homme, se trouve **un vieux monsieur armé d'un gros gourdin** (combat inégal)

Des **saucisses de Francfort** sortent de sa poche : Allemand sans aucun doute et pour attirer l'enfant, chantage

La Belgique retire de cette attitude courageuse un grand crédit international (qui lui permet d'obtenir l'aide internationale)

Un grand **travail de propagande** est fait autour de la pauvre petite Belgique, forte et courageuse mais victime

B) La rupture de l'Union sacrée

À l'intérieur du pays, on assiste à un nationalisme belge poussé (on se sent patriote)

Face à cette situation, l'occupant allemand tente une stratégie visant à disloquer ce nationalisme belge

→ La guerre s'éternisant, l'Etat allemand envisage l'annexion d'une partie de la Belgique

En vue de cette annexion, il sera plus facile de détruire le nationalisme belge voire de justifier cette annexion par des revendications internes allant dans ce sens

À partir de 1915, l'occupant allemand, personnifié par le **général Von Bissing**, **décide de mettre en place la Flamenpolitik** (stratégie pro flamande)

L'idée est de favoriser systématiquement la population flamande ou les demandes venant du monde culturel flamand pour se ménager un allié interne

→ Distribuer des miettes, qui ne coûtent pas grand-chose à l'Allemagne mais qui vont lui permettre de se payer des alliés à l'intérieur du royaume de Belgique, qui réclamaient des choses à l'Etat belge mais qu'ils n'ont jamais obtenu

Entre 1915 et 1918, de manière habile, **Von Bissing** donne de l'argent à des organisations culturelles flamandes pour qu'elles publient des journaux en langue flamande, pour qu'elles financent des organisations culturelles (tout ce qui était impossible sous l'Etat belge)

Plus loin, en 1916, on **inaugure une université flamande à Gand** (flop total, même au sein de la population flamande, reste nationaliste belge, haïe les Allemands)

Certains activistes (grande minorité) collaborent activement avec les Allemands pour organiser cette université, discrédité en Belgique comme *Université Von Bissing*

L'occupant va encore plus loin et crée en 1917 un **Parlement flamand** : *Raad Van Vlaanderen*

PAS sur base d'élection mais de désignation au sein de réunions plus ou moins organisées

Ce Raad Van Vlaanderen à la fin de la guerre, complètement sous domination allemande, décrète l'indépendance de la Flandre

- ➔ Historique des revendications indépendantistes flamandes, pèse lourdement dans le débat plus tard
- ➔ **Ces actions sont soutenues par une infime minorité de flamands qui vivent quotidiennement un rejet du reste de la population**

La grande majorité de la population flamande, notamment du personnel politique, il y a un **consensus**, une unanimité pour se mettre d'accord sur des **revendications minimales**

- ➔ Après la guerre il y a des changements à apporter sur le plan linguistique (néerlandophones et francophones en sont conscients) MAIS pour le moment c'est la guerre et il faut d'abord chasser les Allemands (on reformera après)

Il y a une autre situation plus problématique qui annonce bcp de difficultés pour l'après-guerre, au sein même de l'armée

Armée numériquement plutôt composée de soldats flamands

Or, comme dans la plupart des armées européennes et mondiales, les fonctions supérieures sont plutôt occupées par les francophones (culture supérieure, moyens financiers supérieurs, enseignement supérieur)

Officiers pour la plupart tous francophones

Sur le front, un certain nombre de soldats flamands se rendent compte qu'ils se cassent la pipe mais qu'on continue de leur parler français, ordres en français

Par ailleurs, les chefs sont de moins en moins populaires au fil du temps (exaspération par rapport aux officiers)

Cette exaspération **prend une coloration linguistique** (oppression)

Certains cercles se créent sur l'armée belge du front pour réclamer des réformes linguistiques (pendant la guerre sur le sol national)

À l'armée, en temps de guerre, on n'accepte pas les discussions

En effet, certains bougent et **forment des associations**, qui **elles-mêmes forment le frontbeweging** (mouvement du front)

Il **réclame un respect pour le soldat**, qui commence par le respect linguistique

Pas accepté, répressions (certains sont punis, jusqu'à obliger à accomplir des missions dangereuse)

Certains meurent et deviennent des **martyrs de la cause flamande**

AVV VVC (sur les croix des tombes des martyrs flamands)

Alles voor Vlanderen, Vlanderen voor Christus

Devient la devise du mouvement frontiste

Certains prennent contact avec des activistes flamand de l'autre côté du front, considéré comme trahison à la partie

Traîtrise probable

C) L'Unionisme de Guerre

En face de cette fracture qui commence à apparaître en Belgique entre activistes et minimalistes sur ces questions flamandes sur le territoire occupé en Flandre, entre frontistes et le reste de l'armée

Mais **développement de l'Unionisme** en dehors des questions spécifiquement linguistiques

La Belgique reste solidaire et groupée en dehors de ce contexte précis

Cette solidarité se note d'abord sur le **plan politique** avec la formation pendant la guerre d'un gouvernement qui trouve refuge en France : un **gouvernement d'union nationale** (tous les partis politiques ont des représentants au sein de ce gouvernement) géré par de **Broqueville** (catholique)

Ouverture politique (on essaie de passer outre les querelles)

De manière surprenante, le **POB** va rapidement prendre parti pour le **nationalisme belge** (à cause de la violence allemande notamment) et la figure qui incarne le mieux cette transition est le président de ce POB, **Emile Vandervelde**

Il fait de la propagande en Europe dans les différents partis socialistes pour expliquer en quoi le roi Albert est un bon roi

Le POB devient alors un parti nationaliste et royaliste

À l'intérieur du pays, on retrouve un **Comité national de secours et d'alimentation** (association privée) présidé par le président de la société générale belge

→ Devient la sécurité sociale de l'époque, distribue les aides à l'ensemble de la population et la prépare au principe de l'aide sociale (quand on est dans une situation extrême, on a besoin d'aides sociales)

Le **roi chevalier** apparaît comme **mythe unificateur à l'intérieur et même l'extérieur de la Belgique**

Le **roi Albert** (pas prêt à régner) épouse une **princesse allemande** et ce couple se révèle **absolument efficace sur le plan de la gestion de la période de guerre**

Pendant et après la guerre, on développe une véritable légende du roi chevalier (personnage qui multiplie les représentations iconographiques – cartes postales)

35^e iconographie



Ce support est exploité par la famille royale pour diffuser une image, classique, de ce roi en habit militaire qui porte le casque des soldats de tranchées de 14-18 (pas de couronne ou autre signe distinctif pour montrer la hauteur de sa fonction ou son autorité)

→ Il veut se montrer au plus proche du peuple, du combattant

Il refuse même de s'exiler dans un lieu plus confortable

Il porte aussi une capote, veste longue de soldat, laissant juste entrevoir son col orné de décoration

(chef des armées belges)

Volonté martelée de montrer que le roi est proche de son armée, de ses soldats

Il reçoit des hautes personnalités dans les tranchées par ex, il visite les membres du gouvernement mais son attention est surtout portée sur les aspects militaires

On utilise la **figure de la reine Elisabeth** pour la première fois en Belgique

Elle **se met à disposition de la Nation belge dans le cadre de cette guerre contre l'Allemagne** (donc contre son pays natal)

Elle exploite son expérience dans les soins médicaux pour se faire représenter comme infirmière, donnant des soins à des soldats (peu le cas mais visites d'hôpitaux)

Apparaît une figure protectrice de la part de la reine (représente de courage des Belges qui résistent jusqu'au bout)

En tant que chef de l'armée, **Albert va imposer la compétence militaire du roi** (pas si évident dans la Constitution), ne transige pas, parfois même contre le gouvernement belge, il refuse de participer à une série d'offensives menées par les Alliés (se révèlent toutes être des hécatombes – causent d'énormes pertes sans obtenir aucun avantage sur le terrain militaire)

→ Protecteur de ses soldats

Sauf lors de la dernière offensive en **septembre 1918** où il accepte de prendre la tête d'une des grandes armées qui attaquent les troupes allemandes et qui vont reculer jusqu'à la date du 11 novembre (armistice)

Apparaît comme ayant protégé la Belgique pendant la guerre, celui qui a épargné la vie de ses soldats et celui qui participe à la victoire finale, la libération du territoire national

36^e iconographie



Entrée triomphale à Bruxelles en novembre 1918

Souverain et souveraine arrivant sur leur destrier (héros médiévaux) à la tête des armées en véritables chevaliers, héros médiévaux

Le **roi Albert** est le **chef de l'Etat belge** dont les structures politiques ont volé en éclats et il a les cartes en main pour faire évoluer la Belgique dans un nouveau sens

Chapitre V – La Nouvelle Belgique

A) La voie du progrès social et de la marche vers la Démocratie

Le **roi Albert**, **plus progressiste** que ses prédécesseurs, considère que le système politique belge a été, avant la guerre, trop monopolisé par les élites économiques, le parti catholique et que les structures doivent évoluer et être modernisées

Il prononce donc le **22 novembre** à **Bruxelles** devant ce qu'il reste des députés, un **discours du trône** qui **dresse le programme politique pour la nouvelle Belgique** qui doit naître de cette terrible épreuve qui a été la Grande Guerre

Cette Belgique qui a failli se faire rayer de la carte renaît miraculeusement et **Albert** apparaît comme le **deuxième fondateur d'une Belgique** qui serait plus moderne

Il annonce **trois axes principaux** qui doivent guider les hommes politiques dans la reconstruction de cette nouvelle Belgique

- La quasi-démocratie

Pas démocratie « complète » car on n'annonce **pas le SU complet**

⇒ **SU masculin non plural**

Dans cet objectif, la Belgique doit prendre en compte les classes moins favorisées et mettre en place une **législation sociale plus protectrice de la population**

Cet axe est présenté comme une **réponse au sacrifice que tous les Belges ont fait durant la guerre** (soldats et habitants)

- Question linguistique

Les tentatives allemandes n'ont pas été oubliées et **Albert promet que la question des langues sera traitée de façon plus juste entre les différentes populations du pays**

- Axe socio-économique

Reconstruction du pays dont l'industrie a complètement disparue suite à l'occupation

+ nécessité de prendre en charge moralement la population, notamment en luttant contre un certain nombre de problèmes comme le manque d'instruction, l'alcoolisme, débordements délinquants

➔ **Volonté de mieux encadrer la population**

Ce discours du trône est **programmatique** car le roi n'a pas de compétence propre pour mettre en œuvre ces différents axes de réforme, il doit s'appuyer sur un personnel politique qui doit être renouvelé

- Il faut **organiser de nouvelles élections** et elles auraient dues l'être organisées selon les anciens mécanismes prévus (SU plural)

De façon anticonstitutionnelle est adoptée une loi qui instaure le suffrage universel (modifie un système électoral inscrit dans la Const sans modifier cette Const)

Cette nouvelle Belgique est mise en place suite à un coup d'Etat royal

On parle de coup d'Etat mais le peuple attend cette réforme avec impatience donc aucun impact, pas de crédit

Les premières élections sur le mode du SU masculin un homme une voix sont organisées dans la foulée

Par la suite, **d'autres réformes constitutionnelles sont adoptées** en 1921 et **transforment le Sénat**

Le Sénat, alors réservé à l'élite, est profondément réformé

La plupart des électeurs peuvent être élus au Sénat (direct ou cooptés)

Principale limite = 40ans min.

Chambre réservée aux personnes fortunées → chambre réservée aux plus sages

Les transformations les plus marquantes ont lieu dans le **domaine social** (votées très rapidement après la fin de la guerre)

Ces lois ont un impact très fort sur la vie sociale et sur le domaine du travail en Belgique

1919 : réforme fiscale

Désormais, la grande partie des recettes de l'Etat ne sont plus tirés sur l'impôt foncier mais est **alimentée par les revenus de tous les Belges** (leur salaire ou les bénéfices qu'ils tirent de leur activité d'indépendant)

- Ne permet pas simplement d'avoir + de moyens pour intervenir auprès des moins aisés mais **ce régime fiscal se veut redistributeur** (l'impôt est calculé en fonction de tranches imposables : plus on gagne, plus on paie d'impôts (tranche de %))

Grâce à cette réforme fiscale, l'Etat a plus de moyens et peut **créer un fonds pour le chômage** (les Belges qui perdent leur travail peuvent obtenir une allocation de chômage qui sera distribué par le syndicat auquel le travailleur est affilié)

Avant de toucher le chômage, il faut avoir été travailleur (être affilié à un syndicat qui reçoit l'argent du fonds et qui redistribue l'argent au syndiqué)

Nouveau dispositif (assure la survie des travailleurs durant leur carrière professionnelle)

Limitation de la journée de travail à 8h (48h de travail par semaine), impossible pour un employeur d'aller au-delà

L'Etat belge dégage des moyens financiers pour continuer des aides conçues durant la période d'occupation pour aider certaines parties de la population (surtout les enfants)

Au sein de la population belge, les enfants ont été particulièrement privilégiés dans la distribution de l'aide alimentaire

La **population enfantine**, pas vraiment prise en compte jusque-là (interdiction du travail jusqu'à 14ans en 1914 seulement), est **maintenant protégée**

La période de guerre a montré qu'il fallait protéger ces enfants qui sont l'**avenir de la Nation** (garantie d'avenir)

Période 14-18 = **période de forte dénatalité** (la première depuis des siècles)

➔ Hommes séparés des femmes (prisonniers ou au front)

Se met en place l'**Office National de l'Enfance** (ONE) créée en 1919 dans la prolongation des institutions mises en place pendant la guerre

Visite des nourrissons par ex (on suit la croissance des enfants)

Très rapidement, **l'Etat belge veut construire un pays plus social**, qui prend davantage en compte le bien-être de ses habitants et en particulier les portions les plus fragiles

Prémices d'une aide sociale

Mettre en place un système de concertation sociale

= l'Etat encourage les associations patronales et syndicales à se rencontrer, dégager des accords et les couler en force de loi pour assurer une organisation du travail en adéquation avec les intérêts des travailleurs et employeurs (modèle inventé par la Belgique et importé par la suite)

Remplace un système où c'étaient les patrons qui imposaient unilatéralement les règles de travail, les montants de salaire, etc.

Désormais, tous ces éléments qui organisent le travail devront être négociés entre patrons et syndicats

Ces accords, objet d'une négociation, **seront ensuite garantis par l'Etat** (pas seulement convention en particulier mais bien une loi qui doit s'appliquer sans aucune discussion)

⇒ Permet le développement de syndicats et de mutualités dans un **système de pilarisation** : piliers dans la société belge, constitués par plusieurs grands ensembles d'associations, constitués par les grandes familles d'influences en Belgique (familles libérale, catholique et socialiste)

Un syndicat et une mutualité de chaque famille (chacune des familles a sa propre organisation)

La société belge s'organise autour de deux grands piliers essentiellement : pilier chrétien et pilier socialiste

Mission = protéger leur membre, être des lieux de solidarité interne (financement d'Etat + financement propre venant des affiliés qui cotisent à une caisse de solidarité)

Les dirigeants de ces piliers, de ces syndicats, sont des personnalités importantes de la Belgique

Il n'y a pas un mot dans la Const sur les syndicats, mutuelles ou partis politiques mais ce sont des organes structurels forts

Cette polarisation **se retrouve aussi dans le domaine politique**

37^e iconographie



Représente la **concurrence entre les différents partis politiques**

Objectif du parti socialiste : se montrer devant dans la course électorale car vont + vite

De fait, leur mode de déplacement est plus moderne : avion (nouveau, innovation, d'autant plus dans le domaine civil)

Le parti socialiste **veut se montrer plus moderne que les autres** (plus rapide et

plus sûr aussi)

Objectif vers lequel le parti se dirige = soleil qui se lève (habituel – Nouvelle Belgique, nouvelle ère)

La **Belgique construite après la guerre** est **plus sociale et plus démocratique** que celle d'avant 1914

Son visage politique n'est plus celui de 1885 (forme politique de République)

Ici, le **POB** s'inscrit dans un contexte institutionnel qui est celui du Parlement belge et donc de la monarchie constitutionnelle de 1831 (après 1919, le POB est devenu monarchiste, notamment car le roi Albert est plus proche des idées socialistes que ne l'était Léopold II)

Catholique : moyen de locomotion du siècle passé

Libéraux : diligence, idées presque d'Ancien régime

À la marge, on trouve les **parti frontiste** et **parti communiste** (créé en 1921 – républicain, collectiviste, révolutionnaire)

La guerre et ses réformes ont fait **rentrer les partis à l'intérieur du cadre institutionnel belge**

Les leaders socialistes ont compris qu'ils parviendraient à avoir plus de réformes en restant dans le cadre institutionnel plutôt qu'à l'extérieur

B) Une renaissance économique fragile

Il faut reconstruire la Belgique et la **pacification sociale** est absolument indispensable

Les travailleurs doivent répondre présents, ne manifestent pas, pas de grève, etc.

Mesures sociales prises en ce sens (besoin de tous les travailleurs)

La Belgique a perdu l'essentiel de son matériel industriel (détruit ou emporté en Allemagne)

➔ **Il faut reconstruire le matériel et retrouver les marchés**

L'Etat belge multiplie les investissements durant les **golden twenties**, les années 20 (l'industrie reprend)

Tout ce qui est reconstruit **après 1918** sera **neuf, moderne, technologiquement à la pointe**

Ces nouvelles infrastructures **permettent à la Belgique d'être à la pointe très vite** (après en effet une période compliquée)

Ex : **SNCB** (société nationale uniquement, acteur public important), **SNCI** (banque nationale belge), **canal Albert** (permet de donner du travail à beaucoup de chômeurs)

La volonté est de **diminuer la valeur du franc belge pour rendre les exportations moins chères**

Les deux unités les plus utilisées sont le livre sterling et le dollar

Comme la valeur du franc belge diminue face à ces deux monnaies d'échanges commerciaux, les produits belges se vendent moins chers que ceux venant d'autres pays

➔ Manière pour la Belgique de retrouver ses clients d'avant la guerre tout en fabricant de la même manière

La Belgique se spécialise dans de nouveaux produits : l'industrie automobile

On fabrique les automobiles en Belgique (matières métallurgiques, charbon, plastique et Anvers devient une plateforme de distribution de pétrole qui vient du Moyen Orient)

La Belgique devient un **fleuron de la fabrication internationale de l'automobile**, et ce jusqu'à aujourd'hui (pendant un siècle, la Belgique est le pays où on fabrique le plus de voiture par habitant)

+ main d'œuvre formée, très qualifiée

Dans ce contexte, on commence à observer une **modification de la géographie industrielle de la Belgique**

Entre 1831 et 1914, l'essentiel de l'industrie s'était installé là où il y avait du charbon (sur le sillon Sambre – Meuse donc essentiellement en Wallonie)

À partir des années 20, un nouveau lieu s'établit entre **Bruxelles** et **Anvers** (devient un très grand port d'importation de matières premières et d'exportation de produits finis)

Les nouvelles usines, qui ont moins besoin de charbon et plus de pétrole, s'installent entre Bruxelles et Anvers

On découvre en **Flandre** (Campine) des **gisements de charbon**

Le charbon wallon devient de plus en plus cher (de plus en plus profond) donc on s'intéresse finalement au charbon flamand

Nouveau triangle industriel : Bruxelles – Anvers – Genk – Liège (canal Albert)

Cette région se développe de manière très importante

Des outils financiers apparaissent aussi en Flandre : **VEV** (regroupe les petits patrons flamands au sein d'une association)

Permet de négocier (accords de concertation sociale et des syndicats) et d'attirer en Flandre un certain nombre de société multinationales (font travailler des sous-traitants flamands)

➔ Pas de correspondant en Wallonie (aux mains de société belge, siège à Bruxelles – pas de volonté de défendre les industries wallonnes)

La Flandre a tiré partie d'une grave crise agricole de la fin du 19^e qui a obligé les fermiers flamands à s'unir au sein de la Buren Bold (grande coopérative) : dégage des bénéfices qui sont confiés à une banque (va devenir la 3^e grande banque en Belgique : KBC / CBC, crédit bank)

À partir de l'entre deux guerres, la Flandre n'est plus le désert industriel et uniquement rural qu'elle était au 19^e siècle (Flandre coupée en deux : provinces d'Anvers et du Limbourg qui se dvp industriellement sur le modèle de la Wallonie >< Flandre orientale et occidentale qui sont encore très rurales et agricoles)

38^e iconographie



Affiche électorale catholique

Se présente comme le parti de la famille,
parti conservateur

Oppose le modèle occidental, quasi-démocrate au modèle socialiste, soviétique

L'affiche insiste pour dire **que le modèle capitaliste est une réussite sur le plan socio-économique et le bien-être de la famille** (on met en évidence les enfants et la femme, nouveauté dans le discours d'après-guerre)

+ **voiture** comme symbole de réussite sociale par excellence

Le couple est habillé chaudement, un peu grassouillet (signe d'aisance, de prospérité)

On insiste sur la **prospérité = famille** (petite – un seul enfant) bien nourrie, bien habillée, avec une voiture et un logement de modèle américain (allié important depuis la première GM)

Les **USA** reconstituent et financent la reconstruction de la bibliothèque de l'université de **Louvain**

Beaucoup de crédit américain sont transmis en Belgique pour crée le fonds national de recherche scientifique (FNRS)

➔ **Ils sont des grands acteurs du monde universitaire**

À l'inverse, la **situation russe** est **diabolisée**, avec des enfants issus d'une famille nombreuse, mal nourris, famine (même pas de parents)

Entre 1917 et 1922, la Russie connaît une **énorme guerre civile** qui mène à de grosses famines (caricature proche de la réalité)

À l'arrière, on voit des **manifestations**, grèves

Drapeau rouge représenté = danger, mauvais

+ **destruction des églises** (scandale suprême)

Monde chaotique, infernal >< paradis sur terre

Le parti catholique est un parti conservateur

- ⇒ Bons côtés de la Nouvelle Belgique, liés au développement démocratique et social des institutions, au développement économique et industriel du pays (reconstruction réussie au milieu des années 1920)

C) Les facteurs d'instabilité d'une jeune démocratie

La Belgique fête dans un certain luxe son centenaire (1930) malgré l'ombre du krach boursier

Néanmoins, il y a des **oubliés des réformes institutionnelles**

- Les femmes

Elles ont été **héroïques** pendant la guerre 14-18 (certaines figures féminines de résistance très connues)

Elles ont dû pallier l'absence de leur mari, frère

Néanmoins, en Belgique, les femmes ne sont pas dans les usines

- ➔ **Territoire occupé et pas de travail car les usines sont à l'arrêt** (pas besoin de main d'œuvre, c'est le chômage qui prend le dessus)

Ça n'a pas empêché certaines femmes de trouver de **nouvelles occupations professionnelles auxquelles elles n'avaient pas droit avant** (fonctions d'infirmières, de soins de santé par ex)

Durant la 1^{ère} GM, cette **main d'œuvre féminine** est **grandement appréciée** (notamment sur le front)

On observe en Belgique davantage de femmes qui travaillent après la guerre que pendant (besoin de bras pour reconstruire dans les années 20)

Le **sort matériel des femmes s'améliore** puisqu'elles ont un accès au travail beaucoup plus large qu'avant

D'autant que la **diminution du temps de travail** les aide (facteur social) → **masse de travail identique mais main d'œuvre dispo moins présente** (enfants ne peuvent pas travailler)

Un nouveau souci apparaît : les enfants

Avec l'**ONE**, il faut la mise en place de crèches, développement de l'enseignement maternel, de soins spécifiques, etc. (beaucoup de professions réservées aux femmes)

Les revendications des femmes vont arriver dans l'après-guerre

On assiste tout de même à **quelques ouvertures vis-à-vis de la participation politique des femmes au pouvoir**

Les femmes votent aux élections communales (quelques femmes prennent place dans la politique)

- Pas le cas au niveau législatif à l'exception d'une petite minorité de femmes belges (mères ou épouses d'hommes morts au combat = vote par procuration)

Il est en effet inimaginable que ceux qui se sont sacrifiés pour le pays ne puissent pas voter

La raison politique de cette décision est un calcul politique (les femmes, plus présentes lors des offices religieux, voteraient plus catholiques, mais FAUX)

Le pays se veut plus progressiste et les leaders des partis progressistes préfèrent encore exclure les femmes du corps électoral pour éviter un renforcement du parti catholique

- L'indifférence et l'inactivité vis-à-vis des revendications flamandes

Les promesses d'une Belgique plus égalitaire et juste sont mises de côté

À la place, **ceux qui ont collaboré avec les Allemands** (les activistes) **sont arrêtés, jugés et condamnés** (parfois très lourdement) au nom d'une soi-disant trahison à l'Etat belge

Collaborateurs idéologiques (pas de sang sur les mains mais ont profité de leur proximité avec les Allemands pour obtenir des avantages >< collaborateurs nazis de 39-45)

On va jusqu'à en **suspendre certains de leurs droits civils** (ne peuvent plus rien percevoir comme avantage social et ne peuvent plus être propriétaires – toute la famille est touchée >< principe de droit pénal)

Dans certaines familles flamandes, s'est développée une **haine envers l'Etat belge** (perte de patrimoine, difficultés financières pour des faits relativement anodins)

- **S'est développée l'idée que l'Etat belge est dangereux pour la Flandre, pour leur nationalisme**

La répression est ce qui s'impose dans un premier temps

Ensuite, s'impose un oubli des promesses aux revendications flamandes

On part du principe que **le français est plus simple et plus universel**

Le **pouvoir politique laisse de côté ces revendications** et **même le roi** ne se sent pas lié à ses promesses : dans le mvt flamand se développent certaines revendications pacifistes, antimilitaristes qui ne lui conviennent pas

Si le roi Albert se sent proche des idées socialistes, il ne se sent pas proche des idées nationalistes flamandes

Dans les faits, la Belgique reste un pays théoriquement bilingue mais absolument unilingue dans la pratique

Le bilinguisme existe au mieux en Flandre

L'université de Gand, réouverte après la guerre, l'est en français

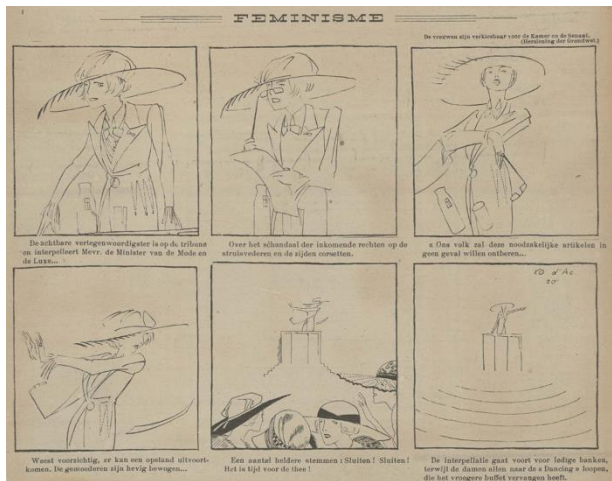
En **1923**, on instaure un **système bilingue dans l'université de Gand**

Au mieux, les flamands peuvent espérer qu'en Flandre, leur langue soit traitée sur un pied d'égalité avec le français

La francisation progresse sur le plan du territoire (à Bruxelles surtout)

Après la 1^{ère} GM, **Bruxelles n'est plus une ville flamande mais francophone**

39^e iconographie



Caricature qui se moque du féminisme (presse conservatrice)

On voit, de manière utopique, un Parlement où siègeraient des femmes

On voit une parlementaire qui arrive à la tribune pour interpellier madame la ministre de la Mode et du luxe

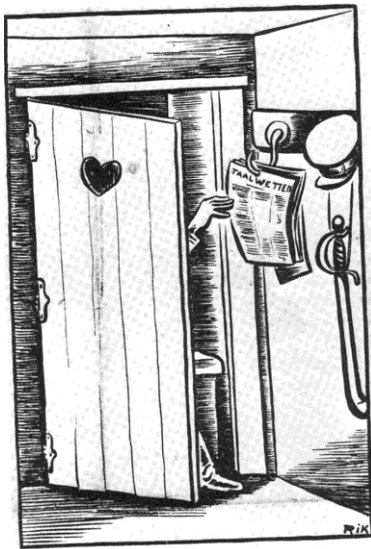
Elle évoque le scandale des impôts et taxes levés sur les de luxe

On voit toutes les parlementaires féminines bien habillées

Lors du vote, il n'y a plus personne car il est l'heure du thé

➔ Très représentatif de la mentalité de l'époque dans une presse d'élite

40^e iconographie



Plus populaire sur le plan de l'interprétation (fin des années 1920)

La caricature est **représentative de la situation politique telle qu'elle apparaît aux acteurs politiques flamands**

Derrière la porte, on imagine le **roi** (qui est sur son trône) qui a l'extérieur son képi et son sabre de chef de l'armée

Son papier est un journal, **Taalwetten** (lois linguistiques)

Message = le roi, par extension le personnel politique belge, n'en a rien à faire des problèmes linguistiques (situation de la Belgique des années 20)

41^e iconographie



Au sein du milieu francophone se diffuse une autre perception du mouvement flamand

Présente een « front » *aanval* = une **attaque frontale** (de front)

Or, on voit quelqu'un attaquer un **soldat Belge dans le dos** (sur le front et blessé au front car fait face à l'ennemi)

Le soldat fait face au danger et se prend un coup de poignard dans le dos

Celui qui l'attaque porte une **cagoule** pour ne pas se faire reconnaître (image du traître)

→ C'est le **nationaliste flamand** (AVV VVC), un frontiste
 ⇒ **Les frontistes sont des traîtres qui ont voulu la mort de la Belgique en attaquant dans le dos**

Explique que dans cette Belgique soi-disant militaire, progressiste et sociale, on laisse de côté les revendications flamandes car on considère qu'elles sont illégitimes

Les francophones peuvent conserver leur domination sur la Belgique comme les hommes peuvent conserver leur domination sur la société (mais à terme c'est dangereux)

On voit en effet apparaître des problèmes dès la fin des années 20, qui vont avoir des répercussions dans les années 30 (années de tout grand danger pour la Belgique)

Le système politique est d'abord mis sous pression (nouveau)

Cette **quasi-démocratie** est **problématique** car il y a une **très forte instabilité gouvernementale**

Aucun parti n'atteint ou ne dépasse les 50% (pas de gouvernement homogène – donc coalitions, résultat de la réforme de 1919)

L'instabilité du gouvernement s'explique par ces **coalitions**

Il est difficile de faire des accords entre partis différents (accords avec deux partis)

Ces coalitions sont **obligatoires dans ce contexte** mais s'il est déjà difficile de parvenir à un accord, il est d'autant **plus difficile de le faire respecter**

Entre 1919 et 1939, il y aura **20 gouvernements** (presqu'un par an)

Des gouvernements aussi peu stables (qui tombent presque aussi vite qu'ils sont formés) provoquent un **véritable discrédit auprès de la population**

On observe aussi le **grand dynamisme de certaines organisations nationalistes flamandes qui parviennent à organiser des manifestations massives dans les années 20**, qui montrent que le message nationaliste flamand a pénétré dans les couches populaires

42^e iconographie



Symbole de ce progrès du mouvement flamand = **pèlerinage à la tour de l'Yser** (énorme pour la culture flamande)

Monument bâti par le mouvement flamand pour rappeler le souvenir de ces soldats morts sur le front et qui ont osé braver l'unilinguisme en Belgique et défendre la culture flamande sur le front

➔ **Symbole nationaliste flamand**

croix

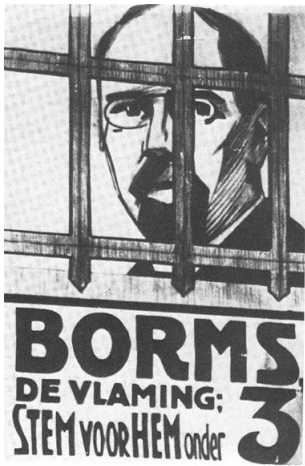
Au sommet de cette tour, les lettres AVV VVK, la

La foule se presse au pied de cette tour de l'Yser lors d'un pèlerinage organisé annuellement

⇒ Ce **mouvement nationaliste flamand** est **incontestablement une réussite**

Un autre évènement qui se déroule en **décembre 1928** va être encore plus spectaculaire : **l'élection à Anvers d'Auguste Borms**

43^e iconographie



Borms est une **grande célébrité du mouvement flamand**

Affiche électorale propose aux électeurs d'élire quelqu'un qui est en prison (argument électoral)

Borms a fait partie du gouv flamand élu par le Parlement flamand en 1918 et a proclamé l'indépendance de la Flandre (il a été arrêté, jugé et condamné pour ça)

L'Etat belge lui a **proposé un marché** : il peut sortir de prison s'il arrête la politique (mais continue la prison)

Lors d'élections partielles en décembre 1928, il est élu à Anvers

➔ **Coup de tonnerre**

Ras le bol d'une partie dynamique de la population flamande qui en marre d'être dans un Etat qui au pire opprime certains d'entre eux et au mieux tolère juste qu'on parle un peu flamand à côté du français en Flandre

Cette élection entraîne une grave crise politique

Sur le plan des élections législatives organisées à la **fin des années 20** et **milieu des années 1930**, on constate des **résultats problématiques**

En **1929**, on assiste au **décollage des nationalistes flamands** (parti inexistant jusque là double sa présence électorale et devient la 4^e force politique de la Belgique, sans aucun représentant du côté wallon)

Deuxième scrutin traumatisant pour le monde politique belge : **1936**

Les trois grands partis traditionnels sont sanctionnés au bénéfice de trois partis dont les discours sont de plus en plus extrêmes, radicaux : le parti nationaliste flamand, le parti communiste et l'apparition du parti rexiste qui dès sa première apparition dépasse les

10% (parti d'extrême droite établi en Wallonie, crée par Léon Degrelle – copie le modèle des partis fascistes en Europe)

D) Les années 30 : La décennie de tous les dangers

Ces années 30 constituent une période au cours de laquelle la nouvelle démocratie belge est confrontée à de très importants dangers dont l'élection de 1936 est la manifestation la plus claire

Cette situation délicate est d'abord l'**impact d'une très grave crise économique** (touche l'économie mondiale), krach boursier de 1929 à Wall Street et cette crise financière touche l'ensemble des industries capitalistes liées à l'Amérique

L'impact se fait sentir en Belgique à **partir de 1931 – 1932** où c'est l'**arrêt de la machine industrielle** (complet)

Chômage massif en Belgique comme jamais vu jusque-là (vagues de licenciement)

Les ouvriers perdent leur travail (allocation de chômage mais bien insuffisante)

1 million d'ouvriers doivent subvenir à leurs besoins uniquement grâce au chômage

Le gouvernement prend des décisions sexistes as fuck

Il faut que **seul le mari travaille** et seules les femmes qui ont un ménage sans mari peuvent maintenir leur travail, salaire

➔ **Obligation de privilégier le mari dans les ménages dans lesquels les deux bénéficient d'un salaire**

C'est une décision injuste, inégale, qui révèle un profond malaise

Ne parvient néanmoins pas à améliorer le sort de ces familles qui connaissent alors les mêmes conditions de vie que celles dénoncées par le POB à l'époque

Ce sont les conditions de vie qui sont difficiles car chômeurs et familles avec des moyens insuffisants qui provoquent de **nouveaux conflits** sociaux en **1932** avec des **affrontements très violents entre ouvriers et forces de l'ordre** qui débouchent de nouveau sur des victimes, procès, condamnations

➔ **Climat social extrêmement tendu**

Justifie des discours très radicaux (tant à gauche avec le communisme qu'à droite avec le parti rexiste ou les nationalistes flamands)

Radicalisation extrêmement dangereuse des pdv en Belgique dans ce début des années 30

Ça ne s'arrange pas à cause d'évènements « anodins » mais qui plombent l'ambiance :

La **succession de deuil nationaux** (famille royale)

La famille royale avait été investie d'un sentiment national fort (1^{ère} GM surtout)

En **1934**, **le Roi Albert se tue stupidement dans un accident d'escalade**

C'est donc son fil aîné, **Léopold III**, qui est tout à fait prêt à régner qui monte sur le trône

Celui-ci est très populaire du fait de sa personnalité et du fait et son épouse : la **reine Astrid** (charmante, jolie)

L'année d'après, en 1935, **la reine Astrid est victime d'un accident de la route**

Les partis traditionnels sont délaissés pour se tourner vers les nouveaux partis qui ont un discours très dur contre le monde politique traditionnel (le considérant corrompu – scandales financiers)

Les journaux, la presse critiquent le comportement du monde politique

+ **instabilité politique** (gouvernementale)

➔ **Ambiance très négative vis-à-vis de la nouvelle Belgique dans son fonctionnement démocratique et compliqué**

Suite au choc électoral de 1936, deux événements durs mais avec un dénouement plutôt favorable se produisent

La **Grande grève** (1936) : les organisations ouvrières encadrent de façon efficace les mouvements ouvriers qui sont moins violents mais tout aussi spectaculaire

On ne cherche pas l'affrontement avec les forces de l'ordre mais ces organisations ouvrières organisent une Grève générale très efficace qui paralyse l'industrie belge à un moment où le plan international va mieux

➔ Au moment où les affaires reprennent, les organisations ouvrières refusent de reprendre le travail

Oblige le gouvernement à prendre des décisions visant à écouter le monde ouvrier, lâcher du lest en accordant la première semaine de congé payée à l'ensemble des salariés belges par exemple (5 jours de congé payé + week-end)

Moment pour les familles de partir en vacances (merveilleux)

Pas un mauvais calcul financier car permet le décollage du tourisme en Belgique (mer du Nord, Ardennes)

➔ Apport financier non négligeable

Diminution du temps de travail (donc moins de chômage) : semaines des 40h (semaine à 5 jours de travail, payé 7)

D'un p.d.v. social, le gouvernement impose un salaire minimal, suffisamment éloigné de l'allocation de chômage (motiver les chômeurs à trouver du travail)

⇒ **Met fin à l'instabilité et redore l'image politique**

En 1937, la Belgique passe à côté d'un des pires moments de sa vie politique et institutionnelle : le duel au sommet qui aurait pu déboucher sur une guerre civile ou un coup d'Etat

➔ Organisation d'une élection partielle

Léon Degrelle décide de se porter candidat et d'affronter le Premier ministre de l'époque (Van Zeeland)

Il se montre comme le rempart du peuple contre le monde politique traditionnel, corrompu (incarné par Van Zeeland)

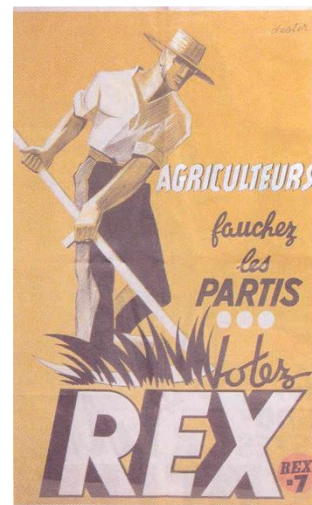
Le duel tourne **finalement à l'avantage du Premier ministre en place** , qui reçoit, quelques jours avant l'organisation de l'élection, le soutien massif et inconditionnel de l'Eglise catholique belge qui invite l'ensemble de ses membres à soutenir le parti catholique contre la menace du fascisme

Ce soutien offre à Van Zeeland une **victoire incontestable** (+ de 70%) qui donne une gifle spectaculaire à Degrelle et à son parti

➔ Le parti rexiste passe sous les 5% face à cette défaite spectaculaire et enterre les espoirs de l'extrême droite côté francophone

La situation internationale avec les principaux problèmes causés par l'Allemagne nazie n'améliore pas l'ambiance

44^e et 45^e iconographies



Sur le plan caricatural, on met en évidence le discours électoral de l'époque

Deux partis différents utilisent le même message

Caricature de droite

Rex (Léon Degrelle était directeur des éditions Rex, proche du parti catholique et a utilisé cette ambiguïté dans sa politique)

Le parti rexiste **appelle à faucher les parti, discours très « anti »**

Ils **s'adressent aux agriculteurs**, paysans qui se sentent **mis de côté, délaissés** (pas de semaine de congés payé, ni de semaine des 40h car indépendants)

De façon habile, le parti rexiste s'adresse à ceux qui ne bénéficient pas des avantages offerts par le gouvernement (tous les problèmes qui les touchent sont dus au système politique belge, à la démocratie)

Le parti rexiste a un discours qui **promeut un système politique fort** (// fascisme, nazisme)

Caricature de gauche

Le **parti socialiste** opte pour un **discours plus radical** également (car l'ambiance électorale se radicalise)

Un ouvrier balaie le gouvernement des banquiers (gouv où siègent des spécialistes financiers car le pays est en difficulté budgétaire)

Ces banquiers sont surtout là pour protéger les intérêts de la finance (capitalistes avec un gros trésor rempli de pièces d'or)

Message = lutter contre le capitalisme (et pas contre les partis)

⇒ **Radicalisation des pdv avec des discours simplistes qui identifient un responsable de la situation qu'il faut balayer, vis-à-vis duquel il faut avoir une attitude agressive voire violente**

Cette Belgique des années 30 débouche sur une nouvelle période extrêmement problématique pour le monde entier : la seconde guerre mondiale (impact fort sur la vie politique et institutionnelle belge avec Léopold III)

Chapitre 6 – Léopold III et la Seconde Guerre mondiale

A) Léopold III face à l'invasion

Léopold est **préparé à être roi des Belges** (admiration de son père le roi Albert qu'il vénère complètement et assez différent de celui-ci sur le plan de la politique)

Albert ouvert aux idées progressistes alors que son fils a des **idées bcp plus conservatrices** partageant une **vision très critique vis-à-vis du monde politique traditionnel** – tous les partis politique

Il considère que c'est le roi, la personnalité royale, qui est véritablement le garant d'une moralité politique et qu'à ce titre, le roi devrait exercer un rôle plus fort, plus important, influent dans la vie politique belge

➔ Sa vision **se rapproche d'idéologies de droite** (pas le fascisme)

Le roi est moralement le mieux placé pour savoir ce qui est mieux

Léopold III ne tarde pas d'exprimer ses idées vis-à-vis du gouvernement (relations très tendues)

Exprime l'avis de bcp de belges de l'époque

Il **s'oppose à une partie de l'opinion publique**, surtout en **Wallonie** en rompant avec une alliance forte avec la France depuis la fin de la 1^{ère} GM (Belgique avait rompu avec son accord de neutralité après la 2^e GM)

Léopold impose, en s'appuyant en particulier sur le monde flamand, un **changement de politique internationale en optant pour un retour à la neutralité** (plus d'alliance avec la France)

Ce changement politique est mal perçu dans l'opinion, surtout du côté francophone

Néanmoins, Léopold III reste très populaire au sein de la population belge alors même que **ses relations se tendent avec le gouvernement**

En **mai 1940**, l'**Allemagne** attaque son ennemi principal, la **France** en décidant de passer par la **Belgique**, les **Pays-Bas** et le **Luxembourg**

Elle **impose une supériorité et une agressivité militaire inconnue jusque-là avec des moyens ultra modernes pour l'époque** (chars d'assauts par ex)

Conformément à sa politique de neutralité et la vision très positive de son père, Léopold prend la tête de l'armée belge et défend comme il le peut le territoire belge

Il appelle à l'aide les armées française et britannique mais ils ne parviennent pas à s'opposer de manière efficace à l'armée allemande

Le **25 mai 1940**, il est évident pour l'état-major que la situation de l'armée belge est désespérée, elle a été battue sur ses dernières positions défensives (le long de la Lys)

Le roi prévient le gouvernement du caractère imminent de la capitulation de l'armée belge et a lieu en Flandre (près de la Lys) une **réunion** au cours de laquelle le roi rencontre trois représentants du gouvernement belge (trois partis principaux de la Belgique)

Cette réunion se déroule très mal, chaque camp reste sur ses positions en considérant qu'il a la bonne solution (moralement et légitimement)

Léopold III sachant qu'il va capituler déclare au gouv qu'il va cesser le combat, qu'il va rester et « partager le sort de son armée » (captif de l'Allemagne nazie)

Il considère qu'il copie les gestes de son père (qui est resté auprès de son armée dans les tranchées alors que le gouv était en exil en France)

Il y a une fascination par rapport à la victoire militaire du régime nazi, le roi Léopold III est convaincu qu'il est face à une puissance politique imbattable, invincible qui va régner sur l'Europe pendant des décennies voire des siècles (sa conviction)

Il considère qu'il est donc de son devoir de rester en Belgique pour garder l'essentiel, parvenir à arracher des concessions (pour permettre à la Belgique de vivre cette annexion le moins mal possible)

Face à lui, les trois ministres représentant les trois grands partis politiques belges considèrent que la guerre n'est pas finie (tout peut encore arriver et il faut maintenir une Belgique politique légitime libre qui continue le combat)

La **colonie du Congo** représente encore la Belgique libre d'une certaine manière

➔ Les acteurs politiques peuvent s'enfuir et continuer à incarner le pays même si tout le territoire est occupé

On exhorte le roi à suivre les dirigeants politiques pour qu'il continue à incarner la poursuite du combat contre l'Allemagne nazie

Après des heures de discussion, on ne peut que constater le divorce entre le roi et son gouvernement

Plus qu'un problème personnel, cela implique une **grave difficulté institutionnelle**

Si le roi et le gouvernement ne sont plus ensemble, alors il n'y a **plus de légitimité, plus de pouvoir exécutif** (car le roi incarne le pouvoir exécutif, c'est lui qui promulgue les lois authentifie tous les actes politiques)

La signature doit être contresignée par au moins un ministre et l'un sans l'autre, le gouvernement n'est plus possible

Le 25 mai 1940, quand les ministres quittent le roi, **ils savent qu'il n'y a plus de Belgique** (le territoire est envahi et le pouvoir est vacant)

Le **31 mai**, après de nouvelles tentatives de négociation, **les ministres trouvent une échappatoire**, bancal

Un article de la Constitution permet de constater l'impossibilité de régner du roi

Le gouvernement en exil prononce l'impossibilité de régner de Léopold III

Dans ce cas, c'est le gouvernement qui exerce les pouvoirs du roi, à la place du roi, tant que celui-ci est dans l'impossibilité de régner

À la fin du mois de mai 1940, le divorce est consommé entre le monde politique belge et Léopold III, quels que soient les partis

À contrario, Léopold III est plus populaire que jamais parmi la population belge

Il a capitulé, mis fin à la guerre (= ce que la population voulait)

En outre, il reste au pays, en Belgique pendant que les autres (couards) fuient trouver de bonnes conditions ailleurs (ceux qui en ont les moyens >< énorme majorité de belges)

Fin mai – début juin 1940, Léopold III bénéficie d'une énorme popularité (au contraire du pouvoir politique)

L'Allemagne occupe une bonne partie de l'Europe occidentale

Au niveau de la Belgique, une **administration militaire est mise en place**

Hitler préfère administrer la Belgique à partir d'une administration militaire allemande (général qui gouverne la Belgique sans s'appuyer sur un gouvernement collaborateur)

>< France et le gouvernement collaborateur

Cet appareil d'Etat, aux mains des fonctionnaires supérieurs des différents services administratifs, accepte de mettre en place la **politique du moindre mal** (fait d'obéir aux injonctions des Allemands tout en mettant le moins d'enthousiasme possible, le moins d'efforts possible)

La même philosophie est mise en œuvre sur le plan économique dans la **doctrine Galopin** (directeur de la banque nationale belge)

Il invite le monde industriel belge à collaborer avec l'occupant sur le plan industriel (on se souvient du désastre de la 1^{ère} GM avec l'arrêt total de l'appareil belge)

Le monde économique belge, qui a récupéré une bonne position durant l'entre-deux-guerres préfère garder l'outil intact et continuer à le faire fonctionner, quitte à produire au bénéfice de l'occupant, permettant de maintenir les ouvriers au travail et de plus en plus d'ouvrières

De fait, les soldats sont prisonniers en Allemagne et ne peuvent pas exercer leur occupation professionnelle

➔ Les femmes belges pallient ces absences (>< 1^{ère} GM) et vont exercer beaucoup d'activité professionnelle

Hitler considère qu'il est positif de continuer la **Flamantpolitik** et décide à la fin de l'année 1940 d'**accepter le retour au pays des militaires capables de s'exprimer en flamand**

Hitler se méfie des francophones qu'il considère comme trop proches des Français

Au contraire, il ne se méfie pas des flamands et dans une optique de désagrégation de la Belgique, traiter de manière différente les soldats flamands et francophones est habile

B) L'occupation

Contrairement à la première occupation, le régime nazi ne veut laisser en Belgique qu'un **minimum de force militaire**

L'Allemagne continue la guerre bien loin de la Belgique (a besoin de sa force militaire)

Le souhait est donc de **pouvoir s'appuyer sur des collaborateurs**, auxiliaires (mettre en œuvre la politique allemande et obéir aux ordres des militaires nazis)

Il faut disposer de mains pour exercer la police, terroriser les opposants politiques, mener les basses œuvres, etc.

Le régime nazi privilégie les mouvements d'extrême droite nationalistes flamands

En particulier, le parti **VNV** paraît plus sûr

Ce parti fournit les petites mains, très violentes et agressives, du régime nazi (notion de collaboration très différente)

Les membres vont avoir du sang sur les mains, vont jouer aux SS, se comporter comme les crapules de la Gestapo

La terreur nazie est impitoyable, chasse les opposants politique, ceux qui protègent les aviateurs dont les avions ont été abattus, les juifs (impitoyablement poursuivis en Belgique à partir de 1942)

Ceux qui arrêtent ces juifs et en font la traque, pour l'essentiel, sont des collaborateurs belges, d'abord recrutés au sein de la VNV et puis au sein des cadres du parti Rex (d'abord laissé de côté car Wallon mais il faut des bras)

C'est presque en forçant la main au régime nazi que les rexistes vont eux aussi collaborer aux mêmes œuvres cruelles et violentes à l'encontre d'autres Belges

Près de 20.000 s'engagent pour combattre auprès des Allemands sur le front russe

L'**objectif** de cette collaboration très violente est d'**éradiquer les opposants**

Les opposants aussi se multiplient durant la durée de la guerre pour rejoindre la résistance

Des mouvements de résistance éclosent un peu partout en Belgique dans le but de diffuser de la presse clandestine, récolter des renseignements, cacher et évader ceux qui sont poursuivis par les nazis

➔ Au moins 150.000 individus

On a pendant très longtemps sous-évalué le rôle des femmes

Mouvement beaucoup plus large et beaucoup plus important chez les femmes

Mouvement national belge, mouvement national royaliste, l'armée secrète, le front de l'indépendance, etc.

Souvent familial

Pendant toute la durée de la guerre et surtout dans les **derniers mois avant l'été 1944**, **les combats sont très durs entre collaborateurs et résistants** à cause de la politique nazi de volonté d'exterminer les opposants

46^e & 47^e iconographies



Affiche de gauche

Recrutement de soldats pour intégrer la SS (section d'élite de l'armée allemande, les plus fanatisés de tous les nazis)

On veut recruter des **flamands** (vlamingen) pour **renforcer ces forces spéciales et lutter contre le Bolchevisme** (idéologie soviétique)

Un certain nombre de jeunes vont répondre à cet appel par idéologie

Volonté de montrer la supériorité de l'armée allemande à travers l'affiche

Sur le front, ces soldats vont être mal équipés, peu approvisionnés et mourront

Affiche de droite

Extrait de presse clandestine qui reprend la Une d'un journal distribué pendant la guerre (*Cœur des Belges*)

On tente de maintenir l'union des Belges, malmené par la politique allemande (cœur lion et cœur coq)

Homme à terre, chaîne à la jambe, évoque la torture de ces résistants (souvent arrêtés, torturés) soit envoyés dans des camps (aussi camps de concentration pour femmes) soit exécutés

Une croix avec un casque belge rend hommage aux soldats belges de mai 1940 qui ont inefficacement défendu le sol face à l'invasion

Cet organe de la résistance est publié à Liège et le phénomène de résistance tel que connu aujourd'hui, a été proportionnellement plus important en Belgique francophone qu'en Flandre (présence plus forte des mvts de gauche en Wallonie, Flamenpolitik, topographie, plus facile de se cacher en Wallonie)

La collaboration dans tous ses aspects sera plus fréquente en Flandre que dans les zones francophones du pays



C) La libération et la question royale

À partir de l'été 1944, l'armée allemande subit défaite sur défaite (actions les plus violentes entre collaborateurs et résistants)

Après le débarquement en juin, les combats se déroulent de plus en plus près de nos régions et **les Allemands quittent rapidement le pays** (en quelques jours, sans que la résistance ne puisse réellement participer aux combats), **avec le roi** (fait prisonnier et emmené en Allemagne)

Le gouvernement rentre en Belgique et les alliés ont besoin de lui pour assurer le maintien de l'ordre après cette libération

Le gouvernement se retrouve seul à la tête du pays (// mai 1940)

Il est décidé de poursuivre l'impossibilité de régner du roi

Un certain nombre de parlementaires reviennent également et ils sont suffisamment nombreux pour **élire un régent** (de manière formelle) pour remplacer le roi

Le régent est le **frère cadet de Léopold**, accepte d'assumer les pouvoirs royaux et de le faire dans une attitude complètement différente de son frère

→ Charles signe les documents qu'on lui présente mais ne cherche pas plus loin (ne s'insinue pas dans le système politique car ça ne l'intéresse pas)

Ce gouvernement met en place une **politique d'union nationale où les différents partis politiques** (sauf ceux impliqués dans la collaboration) **ont chacun une place**

Même les communistes qui ont acquis une certaine légitimité pendant la guerre suite d'une part à la résistance de l'union soviétique et au rôle de grand nombre de mouvements de résistance communiste durant la guerre

Ce gouvernement d'union nationale décide de gérer le pays comme il le peut (toujours en guerre)

Au mois de **novembre** d'importantes distensions ont lieu au sein du gouvernement car les Alliés réclament le désarmement des troupes de résistance (ne doivent plus être armés car les pays sont libérés, risque de problèmes internes)

→ On interdit le port d'arme en Belgique, en dehors de celles portées par les Alliés et l'armée belge (qui se reconstitue)

Les groupements communistes refusent de rendre leurs armes (mérité et rien n'est fini)

Par solidarité, les **ministres communistes** au sein du gouvernement **démissionnent** pour montrer leur soutien

Offensive des Ardennes en **décembre 1944**

L'Allemagne est finalement vaincue en mai 1945

Se pose la question du retour du roi (plus emprisonné)

Les **différents partis au sein du gouvernement** (surtout de gauche) **sont totalement opposés au retour du roi** (pas bien comporté et plus facile de faire affaire avec son frère)

Le roi est invité à ne pas rentrer au pays pour prolonger le système de la régence : **pas accepté par le parti catholique** qui considère que la situation exceptionnelle de la guerre a cessé et que le droit doit rentrer – légitimité politique à respecter (mais mis en minorité au gouvernement)

Les **ministres catholiques démissionnent** du gouvernement en **juin 1945** créant une **forte division en Belgique** entre ceux qui sont favorables au retour du roi (Léopoldistes) et ceux qui sont défavorables (anti-léopoldistes)

À partir de juillet 1945, des déchirements vont avoir lieu entre ces deux parties du pays, parfois de manière violente

D) Le dénouement de la question royale

Sur le plan politique, **la gauche est d'un poids tel que celle-ci impose sa vision** (// élection de 1946)

Les scores réunis des partis socialiste et communiste sont pratiquement égaux au parti catholique (PSC)

Et parmi les libéraux, la majorité sont opposés au retour de Léopold

Après 1946, Léopold III est invité à ne pas rentrer en Belgique (en Suisse)

La Belgique parvient à se relever après la Seconde Guerre mondiale, de manière plus rapide que la plupart des autres pays européens : port d'Anvers choisi par les USA comme voie d'entrée de leurs marchandises sur le continent européen (constitue un âge d'or pour la Belgique fin des années 40, début 50)

En **1948**, il est enfin décidé d'**attribuer aux femmes le droit de vote dans tous les scrutins** (après un court débat – peu d'opposition)

⇒ **Véritable démocratie**

Les **élections de 1949** sont les premières auxquelles les femmes participent et ces résultats n'offrent pas un raz-de-marée en faveur du parti catholique certains le redoutaient mais les résultats sont **tout de même largement favorables au nouveau parti social-chrétien** qui obtient presque la maj absolue (105sièges/212)

Il obtient une **majorité absolue au Sénat** et avec **appui des libéraux** (bon succès >< communistes), le gouvernement qui se met en place est un **gouvernement presque'uniformément catholique** ; favorable au retour de Léopold III (5ans après la guerre)

Le gouvernement, de manière habile, considère qu'il n'est pas légitime seul pour réclamer le retour du roi et il décide donc d'organiser une **consultation populaire** (= poser une question à la population et PEUT décider de prendre une décision dans un sens ou l'autre ; >< referendum)

12 mars 1950 : « *Etes-vous d'avis que le roi Léopold III reprenne l'exercice de ses fonctions constitutionnelles ?* »

Pas simplement qu'il revienne **mais qu'il redevienne roi et exerce les pouvoirs qui sont prévus par la Const** (oui / non / abstention éventuelle)

S'en suit une **terrible campagne électorale** en marge de ce scrutin avec deux positionnements bien illustrés

48^e & 49^e iconographies



Affiche de gauche

Population conservatrice, catholique, plutôt en Flandre

Oui, le roi est roi, n'a rien fait de mal, pas de sang sur les mains

Profil caractéristique, coiffé du képi de chef de l'armée

→ **Le roi est légitime** (prisonnier comme ses soldats)

Affiche de droite

Scène fictive où il y a deux scènes différentes, séparées par des fils de fer barbelés (camps prisonniers ou concentration)

Personne emprisonnée, un **soldat** (KGF – prisonnier de guerre)

Il voit à l'extérieur du camps un **homme avec un beau costume**, militaire (képi DANS la main), n'assume plus son rôle de commandant

Dans son autre main, il tient la main d'une femme, sa nouvelle épouse (l'ex gouvernante des princes royaux – Lilian Baels)

SCANDALE

En pleine guerre, **Léopold se marie religieusement avant de se rendre compte que la constitution lui impose de marier comme tous les Belges, d'abord civilement**

Après la guerre, les mouvements de gauche le dénoncent

Un traître (dit quelque chose mais en fait une autre) **ne peut pas être roi**

Résultats :

55% des voix favorables au retour du roi sur l'ensemble du royaume (Léopold III peut revenir)

73% de oui en Flandre ; 48% de oui à Bruxelles et 42% en Wallonie

Le pays est coupé en deux mais la consultation populaire est favorable



Le 4 juin, on organise de **nouvelles élections** qui offrent la **maj absolue aux catholiques** (confirmation de la consultation populaire)

→ **Le roi revient**

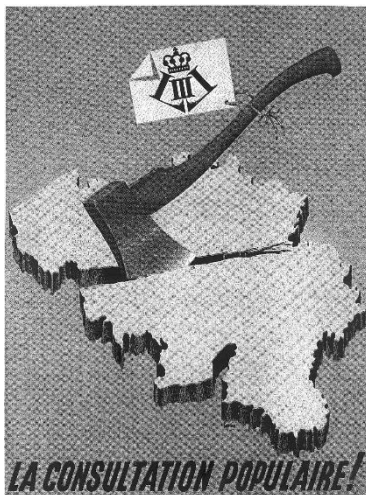
Suite au vote de la fin de l'impossibilité de régner de Léopold III, le 20 juillet 1950 (veille de la fête nationale), le roi met un pied en Belgique et la **guerre civile éclate** (manifestations dans toutes les villes, oppositions très violentes, on ressort les armes cachées en novembre 1945, ça tire de partout)

Pour éviter la guerre civile, **Léopold abdique en faveur de son fils aîné** (qui n'a pas 21 ans – âge légal pour devenir roi)

Baudouin prête serment le 11 août 1951 comme **prince royal** pour exercer les pouvoirs du roi en Belgique

→ La rue a imposé sa décision au processus démocratique (dénoncé par ceux qui ont dû renoncer au choix démocratique)

50^e iconographie



Situation observée à l'issue de la question royale (au moment où Léopold III abdique et où son fils Baudouin a prêté serment comme prince royal)

Les observateurs sont conscients que la Belgique est coupée en deux (moitié du pays favorable à Léopold III, soutenue par les militants du PSC, et l'autre moitié est défavorable à Léopold III, soutenu par une population au comportement électoral plutôt progressiste)

La Belgique en tant que pays unitaire est remise en cause

Cette campagne a montré qu'il y avait une **Flandre conservatrice** où l'Eglise catholique gardait une influence puissante et un **monde francophone** soutenant des partis progressistes et plutôt contre le roi

→ Ça apparaît pour la première fois de manière aussi claire dans l'histoire de la Belgique

La minorité du pays a imposé sa décision à la majorité du pays : **Léopold III bénéficie de la majorité** (courte) qui souhaitait qu'il exerce, selon la consultation populaire, les pouvoirs constitutionnels attribués au roi

Dans les faits, ce n'est pas lui qui les exerce mais son fils Baudouin

Cette solution illustre le compromis à la belge où au final la solution vient moins du fait de la rationalité mais elle vient du fait qu'elle satisfait moins les deux protagonistes

Baudouin devient **prince royal** puis deviendra **roi des Belges** : cette solution ne satisfait pas ceux qui voulaient le retour de Léopold III mais ne satisfait pas complètement ceux qui étaient contre Léopold III qui voulaient une République ou en tous cas, plus d'influence royale

Ouvre une période de l'histoire de Belgique (après 1950) marquée par un certain nombre de crises qui vont approfondir ce fossé, cette distance entre deux communautés, cultures différentes (le nord et le sud du pays)

Chapitre 7 – Une Belgique unitaire... divisée

A) La deuxième guerre scolaire (1955 – 1959)

Elle concerne l'**enseignement secondaire**

Après le dénouement de la question royale en 1950, les esprits se calment dans une **ambiance économique qui reste difficile** mais moins pour la Belgique que pour la plupart des autres pays européens (un grand nombre de population non belge arrive travailler dans les mines)

On assiste à une **augmentation du niveau de vie des Belges** (nécessité d'importer de la main-d'œuvre l'atteste) donc ils ne souhaitent plus travailler dans les métiers pénibles, dangereux et difficiles

On assiste à un véritable **boom de l'enseignement secondaire** (pour éviter aux enfants de se retrouver à exercer des métiers ingrats)

Après la Seconde GM, de + en + de familles font un effort (financier) pour que leurs enfants continuent leurs études dans les secondaires

Cet aspect très positif a néanmoins un coût, les différents établissements scolaires réclament de l'argent

Or, l'enseignement secondaire était surtout aux mains de collèges (de jésuites) pour accueillir des garçons uniquement, sous forme d'internat (minerval)

Ces établissements demandent des subventions de la part de l'Etat car ces coûts posent un problème

Comme c'est le **PSC** qui est au pouvoir **entre 1950 et 1954** (maj suite à la question royale), le gouvernement profite de sa position pour **subventionner l'enseignement secondaire non officiel** (collèges) pour faire en sorte que leurs bâtiments soient rénovés, agrandis, de meilleures infrastructures, etc.

En 1954, le contexte a changé et les élections vont affaiblir la position du PSC qui voit sa représentation à la chambre de passer de 110 sièges à 95 (ne permet pas au parti de conserver sa maj absolue)

Les deux principaux partis politiques, le **parti libéral** et le **parti socialiste s'unissent, gouvernent ensemble sans le PSC** et mettent en place un **gouvernement** qui sera qualifié d'**anticlérical** (moins favorable aux établissements libres)

➔ Ce sont les **lois Collard**

Ce ministre **coupe les fonds à l'enseignement libre** (les parents ont choisi de mettre leurs enfants dans des collèges catholiques, ils n'ont qu'à prendre en charge le financement de cet enseignement et payer un minerval plus élevé)

Ces décisions entraînent une **mobilisation très forte des milieux chrétiens** : tout le pilier chrétien est mobilisé pour défendre cet enseignement et faire en sorte que les parents ne soient pas obligés de payer plus, pas de raison de sanctionner des familles plutôt que d'autres

51^e iconographie



Affiche en néerlandais car en Flandre, presque l'entièreté des établissements secondaires sont des collèges catholiques alors qu'en Wallonie, et surtout à Bruxelles, beaucoup d'établissements secondaires sont officiels (athénées, écoles communales ou provinciales secondaires)

On rappelle le discours de la première guerre scolaire

Deux élèves dans une cour de récré, un blond déjà victime (cocard) et le bagarreur porte des lignes (réf à l'uniforme des détenus dans les prisons)

Rappelle les affiches de la première guerre des écoles présentant ceux qui ressortent de l'école officielle comme des brigands

→ On ne vient plus avec des considérations morales exagérées comme lors de la première guerre scolaire mais on a

cette **rivalité, opposition entre deux réseaux** (officiel et libre)

Cette affiche appelle à rejoindre le comité pour la liberté et la démocratie (comité de défense des écoles catholiques)

Cette mobilisation intervient juste avant un nouveau scrutin électoral (1958), qui donne un résultat très particulier (unique dans l'histoire belge)

Le **PSC** voit sa représentation augmenter (104) mais **toujours insuffisant pour gouverner**

Mais en face, les **libéraux et socialistes ne peuvent pas non plus prendre la tête** (105 – coalition avec le parti communiste ?)

La Belgique en 1958 est ingouvernable

Au **Sénat**, le **PSC** obtient la **maj absolue**

La Belgique ne peut plus être gouvernée par le seul PSC ni par une coalition anticléricale, sauf à l'élargir au parti communiste (impossible à l'époque car début de guerre froide)

Compromis à la belge : on négocie en 1959 le **pacte scolaire**, qui donne à la fois raison aux deux camps tout en ne satisfaisant pas totalement l'un ou l'autre camps

La solution est de dire que **l'enseignement secondaire n'est pas obligatoire mais financé par les pouvoirs publics jusqu'à l'âge de 18ans**

L'Etat prend en charge **tous les frais liés au salaire de l'enseignant** (peu importe le réseau où il institue)

En contrepartie, les établissements catholiques acceptent que les bâtiments scolaires soient financés sur fond propre (fêtes d'écoles etc.)

Cette décision, qui ramène la paix dans le royaume, (tout en créant une distinction entre le nord et le sud) sans toujours satisfaire complètement tout le monde a un coût : **le budget de**

l'enseignement est multiplié par 3 en dix ans et devient un élément lourd des dépenses de l'Etat

→ Conséquence de ce choix politique

Permet aussi de **sortir de la crise politique** (pas moyen de former un gouvernement à cause la question scolaire)

En 1959 (une fois la question scolaire réglée), on met en place un **gouvernement de coalition** : **de droite, d'austérité** qui est négocié, qui lie le PSC et le parti libéral

Ensemble, leur majorité est relativement confortable et ils vont pouvoir prendre des décisions difficiles dans la mesure où l'Etat belge présente un **déficit public trop important**

Pourquoi ?

Trois causes principales

- **Mise en place d'une sécurité sociale très protectrice** pour la population belge (allocations de pension, de chômage et la quasi-gratuité des soins de santé)
- **Augmentation des dépenses publiques** dans de nouveaux secteurs, en particulier l'enseignement
- **Coûts de l'organisation de l'exposition universelle** de 1958 et la perspective de l'indépendance du Congo

Tout ça mis ensemble nécessite qu'on contrôle mieux les dépenses de l'Etat

C'est ce qui est mis sur la table par le **gouvernement Eyskens** en 1960 qui **impose la loi unique** : loi globale qui réduit toute une série d'avantages sociaux et **provoque des grèves spontanées** dans les milieux ouvriers et ces dernières sont de plus en plus organisées par le syndicat socialiste (dont le parti est dans l'opposition)

B) La grande grève (1960 – 1961)

La **FGTB** (syndicat socialiste) **s'oppose aux décisions d'austérité prises par le gouvernement de droite** et **décide d'organiser une grande grève durant l'hiver pour bloquer le pays**

La mesure est habile car si on assiste à un déficit public en 1960, le monde industriel tourne à plein régime et la grève ennuie le patronat (intelligent)

Mais pour que cette grève soit efficace, il faut qu'elle soit suivie par le maximum d'entreprises au sud et au nord du pays sauf que la FGTB n'est véritablement puissante qu'au sud du pays

Or, la Belgique **depuis la Seconde GM** s'est **réindustrialisée surtout dans le nord du pays** (port d'Anvers) et a contrario, les **coûts de production des mines de charbon wallonne explosent**

Dans les années 60, la population ouvrière est toujours plus importante en Wallonie mais elle n'est pas absente ni négligeable dans le nord du pays

Or, **fin 1960**, la **CSC** (confédération des syndicats chrétiens) très puissante en Flandre (ACV) **décide de quitter le mouvement** sous pression des autorités sociales chrétiennes et sous la pression de la hiérarchie catholique flamande (font pression pour dire que ces mesures

d'austérité sont indispensables, nécessaires et qu'il ne faut pas soutenir le mouvement de grève)

- Début 1961, **la grève n'est plus générale**, le milieu industriel belge peut répondre aux commandes en s'appuyant sur la production des usines en Flandre et la grève fait un flop

En Wallonie, cet **échec** est **très mal perçu** et va constituer le terreau de quelque chose de nouveau : le **militantisme wallingant dans les classes populaires**

Jusqu'alors le discours favorable à une Wallonie **restait cantonné aux milieux élitistes**

À partir de la grève de 1960-61, des leaders syndicalistes (ouvriers, socialistes) voient les **flamands** comme des travailleurs qui ne sont pas fiables, solidaires avec les idées sociales, de progression

Renard va prononcer des discours très durs vis-à-vis des camarades flamands considérant que si les travailleurs wallons veulent défendre leurs conditions, ils auront plus facile à le faire dans un état wallon séparé de la Flandre que dans une Belgique où flamands > wallons (numériquement)

Jusque-là le discours contre la Belgique venait uniquement de Flandre

- On assiste à l'émergence d'un discours francophone contre une Belgique qui serait attirée par un plus important conservatisme et donc dangereuse pour le sort de certaines familles wallonnes

52^e iconographie



Affiches électorales (influence du style de la BD en plein essor)

Personnage : **Premier ministre Gaston Eyskens** (responsable de la loi unique)

Il est demandé de faire tomber le gouvernement Eyskens
(pied qui arrive de la gauche)

// coup de balai, de faux (affiches de l'entre-deux-guerres), homme de la rue mais propre sur lui

De la mallette sortent ces dispositions, mesure d'austérité

- **Invitation à voter contre ce gouvernement d'austérité, de droite**, plutôt soutenu en Flandre et que les syndicalistes wallon, le parti socialiste combattent

Élection de 1961

On assiste à une **défaite du PSC**, une stagnation du parti libéral mais le parti socialiste ne gagne pas grand-chose, le **parti communiste** profite de la mobilisation contre la droite et la VU (Volksunie) passe d'un siège à 5 (renforcement)

C) L'approfondissement du fossé communautaire

En 1960, il se passe aussi des choses en Flandre avec la **renaissance du nationalisme flamand** après la destruction importante du mouvement flamand qui avait collaboré avec le régime nazi (il met 15ans à renaître)

Il bénéficie d'une mobilisation qui se centre d'abord sur la défense de l'enseignement chrétien et catholique

Cette mobilisation se recentre sur une question toujours pas résolue en Belgique : la **question linguistique**

De fait, même si la Belgique est théoriquement bilingue depuis la **loi de 1898**, même si l'affaire Borms avait obligé le gouvernement à flamandiser l'université de Gand, dans la deuxième moitié du 20^e siècle, **le problème du français en Flandre reste problématique**

Le début des années 1960 voit l'**organisation de nouvelles activités très dynamique et efficaces dans le nord du pays, qui vont remettre à l'honneur ce discours nationaliste flamand de défense de la langue et de la culture flamande**

1960 = **boycott du recensement** organisé en Belgique de manière décennale depuis 1846

Tous les 10ans, l'institut statistique de Belgique réalise une grande enquête où tous les ménages sont interrogés sur un certain nombre d'éléments (profession, enfants, langue, etc.)

Depuis 1930, ce recensement a une **influence politique importante** car détermine quelles communes sont dans la partie francophone ou néerlandophone du pays

Pose problème aux **alentours de Bruxelles** et **le long de la frontière linguistique**

On observe d'une part que la population qui déclare parler le français dans les communes frontalières augmente toujours au détriment de celle qui déclare parler néerlandais

Les résultats sont dans la continuité des recensements précédents

Ne satisfait pas les acteurs du mouvement flamand donc toute une série de bourgmestres de communes flamandes limitrophes boycottent le recensement (ils font en sorte qu'il ne soit pas bien effectué)

Cela perturbe les résultats et empêche la prise en compte de cette modification de la frontière linguistique, qui n'existe pas en tant que tel ou de manière formelle

Facteurs d'influence :

De dix ans en dix ans, + d'habitants originaires de régions francophone habitent dans les communes plutôt néerlandophones car les **terrains** sont **moins chers en Flandre** qu'en Wallonie (moins cher dans la périphérie bruxelloise que dans le centre)

On assiste à ce que le mouvement national flamand dénonce comme une francisation de la Flandre et parle de tache d'huile à partir de certaines localités d'origine flamandes mais où vivent beaucoup de francophone : **Bruxelles** et **Leuven** (Brabant)

Sont organisées dans les années suivantes des **marches, manifestations qui partent de différentes localités flamandes pour montrer que Bruxelles doit rester une ville flamande** (alors que la population n'y est plus en majorité flamande)

Mobilisation forte qui se manifeste en 1961 par la **percée de la VU**

On sent les revendications linguistiques flamandes se relever

En même temps, en Wallonie, il y a une prise de conscience d'une **stagnation économique en Wallonie** (l'industrie est fortement dépendante du charbon)

De plus en plus d'intellectuels considèrent que, pour se développer, la Wallonie doit pouvoir décider elle-même des investissements publics à réaliser et donc choisir la voie du fédéralisme

En 1961, est créé un premier mouvement politique : le **mouvement populaire wallon**

On constate une émergence de ces discours fédéralistes qui se manifestent de façon spectaculaire à travers les résultats du scrutin de 1965

➔ Explosion du paysage politique belge

Dégringolade du **PSC**, le parti libéral double ses sièges, le parti socialiste perd ses sièges au bénéfice de l'émergence de partis régionalistes

FDF (front démocratique francophone), **RW** (rassemblement wallon), **VU**

⇒ **Basculement important** à partir de 1965

D) L'adoption d'une nouvelle législation linguistique

Nouveau compromis à la belge pour tenter de déminer cette situation régionaliste problématique

La **loi du 8 novembre 1962** inscrit dans le cadre juridique belge une **frontière linguistique intangible** (il n'est plus acceptable de faire dépendre le tracé de la frontière linguistique avec les recensements)

Il y a un territoire où la langue est le néerlandais, un territoire où la langue est le français et un territoire bilingue fixé autour de Bx

53^e iconographie



Une d'un magazine flamingant qui montre l'établissement d'une barrière frontalière, renvoie à l'idée d'une frontière stricte entre le drapeau flamand et le coq wallon

Lion >< coq wallon

La **loi du 2 août 1963** adopte, en compromis, l'idée du **bilinguisme dans une agglomération bruxelloise** (le mvt flamand renonce au fait que Bx ne soit plus une ville exclusivement flamande) et **on accorde des « facilités »** aux communes qui sont placées dans des communes linguistiques uniformes mais qui bénéficient d'avantages car la population voit une minorité de l'autre régime linguistique sur son sol

- ➔ Cette facilité est offerte là où des parties de la population de communes situées dans le régime linguistique notamment francophone parleraient encore de manière importante le néerlandais

La question se pose sur l'aspect durable de cette facilité

Côté francophone : on considère que cette facilité est offerte

Côté néerlandophone : on considère que cette facilité est temporaire pour permettre à une population vivant dans un régime linguistique différent du sien d'apprendre cette langue et de s'acclimater à la culture, la langue du sol sur lequel elle se trouve

Cette différence d'interprétation persiste aujourd'hui et elle apparaît déjà sur cette affiche sur laquelle on distingue une **barrière frontalière** donnant l'idée d'une **frontière officielle**, intangible mais une **ligne en pointillé** semble montrer que ce n'est pas si intangible

Dès le point de départ, on ressent cette ambiguïté qui ne facilite pas les nombreux gouvernements futurs

Une frontière intérieure dans un pays unitaire jusque-là crée forcément des réactions

On assiste à des **réactions négatives des milieux plutôt conservateurs** en Belgique (les partisans de la Belgique de papa)

54^e iconographie



V.34. Caricature anonyme parue dans 't Pallieterke n° 7 du 14 février 1963, p. 1.
31 mars, Bruxelles : Rendez-vous des Belges.

Ces **conservateurs** sont représentés comme dans une BD, en **1963**, juste après la promulgation des lois sur les frontières linguistiques

Cette caricature montre d'abord des **anciens combattants** (béret et uniforme donc français, francophone) **qui manifestent**

31 mars 1963 : **appel à manifestation à Bruxelles des Belges** pour que la Belgique reste unitaire mais **flop total** et ils se baladent dans Bx avec un drapeau déchiré de moitié

Ils manifestent mais pas très dégourdis, ils partent dans deux directions inverses et déchirent le drapeau

Message du caricaturiste : si les belgicains continuent à s'opposer à une fédéralisation du pays, on aboutira à une séparation pure et simple (il faut entendre les discours fédéralistes)

Réaction très faible de ceux qui voulaient conserver une Belgique unie

55^e & 56^e iconographies



Traduisent les réactions autour de Bruxelles

Affiche de gauche

Publiée par le **FDF** (francophones de Bruxelles)

Manneken-Pis en prison : l'agglomération bruxelloise a vu sa frontière fixée mais les communes alentours parlent de plus en plus français

Même si 90% de francophones dans une commune à côté de Bx, on doit s'exprimer en flamand (administration)

Le FDF fait son chiffre électoral sur la défense des intérêts francophones de la région bruxelloise

➔ Insatisfaction par rapport aux nouvelles lois

Affiche de droite

Côté néerlandophone

L'affiche argue que le **Manneken-Pis** restera toujours un nom néerlandophone, ne pourra pas être francisé

➔ **Malgré tout, Bx doit rester flamand malgré l'évolution linguistique et l'évolution de la population bruxelloise car Bruxelles est en Flandre**

La logique flamande : **logique du sol** >< logique francophone : **logique de la communauté**, logique démocratique

Impact sur le plan de la considération de la migration

Augmente le fossé entre la perception flamande de la Belgique et la perception francophone

➔ Cette législation n'arrange rien

En 1965, c'est la débandade pour la PSC et la **percée pour les partis régionalistes**

E) L'affaire de Louvain et la voie vers le « splitsing »

Le **splitting** = en Belgique, plus aucune organisation, plus aucun parti politique ne restera belge unitaire mais aura une branche francophone et une branche néerlandophone

Ce processus était envisageable mais l'affaire de Louvain le propulse

Poursuite du phénomène des écoles → **boom de l'enseignement supérieur** (années 1960)

Les universités sont nombreuses en Belgique mais pas excessivement et elles ne sont pas toutes capables de digérer l'augmentation de la population

Leuven pose problème car vieille université catholique dont le pouvoir d'organisation est constitué par les évêques de Belgique

L'université et la ville de Louvain sont confronté à l'**augmentation de la population** (souvent issue des collèges catholiques)

Les étudiants qui arrivent à Leuven sont majoritairement des flamands mais il y a aussi beaucoup de francophones

→ Trop d'étudiants et pas assez de place dans les auditoriums

Apparaissent des slogans parmi les étudiants

« **Leuven Vlaams** » « **Walen buiten** »

Les étudiants francophones ne sont pas contents et **des bagarres éclatent très régulièrement entre flamands et wallons**

La vie à Louvain dans les années 60 est très violente et pose un problème

Le gouvernement de 1968 chute à cause de ces oppositions très dures

Ceux qui sont à l'université dans les années 60 sont les fils de bonne famille, donc les bagarres sont des affaires qui remontent et touchent les autorités du PSC qui est toujours au pouvoir et cela crée un différend au gouvernement entre ceux qui veulent continuer à accueillir des étudiants francophones et ceux qui veulent qu'il n'y ait plus francophones à Louvain

En 1968, le gouvernement tombe et on procède à de **nouvelles élections**

Les **résultats sont toujours pires pour le PSC** (perdu presque la moitié de ses sièges)

Le parti libéral perd des plumes et les **partis régionalistes gagnent** (ras de marée)

→ Le **PSC décide de splitser, de créer une branche francophone** (PSC) **et une branche néerlandophone** (CVD)

Et on **splitse l'université de Louvain** (Leuven et Louvain La Neuve dans un champs de betteraves)

On crée de toute pièce une ville pour accueillir les étudiants qui auraient dû se retrouver en Flandre mais étant francophones on leur construit une nouvelle université

À partir de 1968, la plupart des organisations en Belgique se divisent



Évêques belges se retrouvant dans un bureau à Louvain se savant plus quoi faire (avec leur pâquerette)

Montre le désarroi du monde intellectuel belge

Cette crise linguistique de Louvain crée un nouveau processus qui est le **fédéralisme** (apparaît comme une tirette qui referme la séparation entre les deux côtés du pays et chasser ceux qui souhaitent la séparation du pays, dans les années 70-80)

Le fédéralisme est loin d'avoir résolu tous les problèmes